

Rapport aux actionnaires pour le troisième trimestre de 2008

BMO Groupe financier annonce un revenu net de 521 millions de dollars pour le troisième trimestre

La stratégie des services de détail au Canada continue à produire de bons résultats, notamment un revenu net record pour le groupe Gestion privée

BMO Marchés des capitaux annonce une forte croissance de son revenu

Les dotations attribuées aux Services d'entreprise relativement à la provision pour pertes sur créances ont augmenté en raison de la détérioration du secteur immobilier aux États-Unis

Le rendement des capitaux propres, à 13,5 %, illustre les avantages de la diversification de nos activités

Points saillants des résultats financiers :

Comparaison des résultats du troisième trimestre de 2008 avec ceux du troisième trimestre de 2007 :

- Revenu net de 521 millions de dollars, alors qu'il s'élevait à 660 millions en 2007.
- Résultat par action¹ (RPA) de 0,98 \$, alors qu'il était de 1,28 \$ en 2007, et RPA avant amortissement² de 1,00 \$ alors qu'il était de 1,30 \$ en 2007.
- Solide ratio du capital de première catégorie, à 9,90 % selon les règles du Nouvel accord de Bâle (Bâle II).

Comparaison des résultats des neuf premiers mois de 2008 avec ceux de la même période en 2007 :

- Revenu net de 1 418 millions de dollars en 2008, alors qu'il atteignait 1 679 millions en 2007.
- RPA de 2,70 \$ en 2008, alors qu'il était de 3,24 \$ en 2007, et RPA avant amortissement de 2,75 \$ alors qu'il était de 3,29 \$ en 2007.
- Rendement des capitaux propres de 12,7 %, alors qu'il s'élevait à 15,1 % en 2007.

Montréal, le 26 août 2008 – BMO Groupe financier a annoncé un revenu net de 521 millions de dollars, soit un résultat par action de 0,98 \$, pour le troisième trimestre terminé le 31 juillet 2008. Notre ratio du capital de première catégorie demeure solide et le rendement des capitaux propres au troisième trimestre, à 13,5 %, illustre les avantages sous-jacents de la diversification de nos secteurs d'activité.

« Nous restons déterminés à atteindre nos objectifs stratégiques en plaçant le client au centre de tout ce que nous faisons. C'est ce que reflètent les résultats globaux que nous avons annoncés de même que l'accroissement de la part de marché de PE Canada. La détérioration du marché de l'habitation aux États-Unis a eu une incidence sur nos résultats. Bien que la situation comporte des incertitudes, nous croyons à la capacité de résultats de nos principaux secteurs d'activité. », a déclaré Bill Downe, président et chef de la direction, BMO Groupe financier.

PE Canada, qui regroupe nos services bancaires aux particuliers et aux entreprises au Canada, a encore une fois bien performé et affiche un de ses meilleurs résultats trimestriels. Son revenu net est inférieur à celui de la même période l'an dernier, mais il a légèrement augmenté si on fait un rajustement pour tenir compte d'un recouvrement d'impôts sur les bénéfices d'exercices antérieurs comptabilisé en 2007. Par rapport au deuxième trimestre, le revenu net de PE Canada a progressé de 12 millions de dollars, ou de 3,4 %, grâce à une croissance du revenu de 5,9 %. « Nous augmentons régulièrement la part de marché de PE Canada dans les secteurs des prêts aux particuliers et des prêts aux entreprises. L'idée de mettre l'accent sur le client avant tout s'enracine de plus en plus profondément dans notre organisation et cela porte ses fruits. Nos clients sont de plus en plus fidèles, ils sont de plus en plus nombreux et nos relations avec eux sont plus solides », a poursuivi M. Downe.

« Les résultats de nos services bancaires aux particuliers et aux entreprises aux États-Unis sont bons, leur revenu net ayant progressé de 12 % en devise d'origine par rapport à la même période l'an dernier, grâce à la croissance des volumes, des marges et des commissions. Les marges nettes d'intérêts se sont améliorées par rapport au deuxième trimestre et montrent les premiers signes d'une stabilisation, un fait encourageant compte tenu des pressions qu'elles ont subies dans le passé. Nous prévoyons que l'intégration des banques du Wisconsin sera en majeure partie complétée au quatrième trimestre.

« Le groupe Gestion privée a produit un revenu net record, réussissant à augmenter ses revenus dans l'ensemble de ses secteurs d'activité en dépit de conditions difficiles sur les marchés.

« Les résultats de BMO Marchés des capitaux se sont améliorés par rapport à la même période l'an dernier, mais ils continuent à refléter les conditions du marché, notamment le faible niveau des activités dans certains de nos secteurs des services bancaires d'investissement. Nos secteurs d'activité sensibles aux taux d'intérêt ont bien performé », a ajouté M. Downe. Les résultats du groupe incluent des charges après impôts liées à la conjoncture actuelle des marchés financiers et à des indemnités de licenciement, ainsi qu'un recouvrement d'impôts sur les bénéfices de périodes antérieures. La section intitulée Incidence de la conjoncture des marchés financiers sur les résultats du troisième trimestre contient plus de détails sur ce sujet.

« Dans l'ensemble, le revenu de BMO s'est accru de 7,5 % sur un an, ce qui reflète la croissance de nos secteurs d'activité ainsi que l'incidence des charges inscrites en rapport avec la conjoncture des marchés financiers au troisième trimestre et les pertes sur produits de base comptabilisées l'an dernier. Les frais ont augmenté à un rythme comparable et reflètent l'incidence des investissements dans nos secteurs d'activité, des indemnités de licenciement et des impôts sur le capital peu élevés l'an dernier. Gérer les frais tout en investissant dans notre croissance future continuera d'être une priorité », a ajouté M. Downe.

Faits saillants

(non vérifié)

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)

Pour les trois mois terminés le

Pour les neuf mois terminés le

	31 juillet 2008	30 avril 2008	31 janvier 2008	31 octobre 2007	31 juillet 2007	Variation par rapport au 31 juillet 2007	31 juillet 2008	31 juillet 2007	Variation par rapport au 31 juillet 2007
Points saillants de l'état des résultats									
Revenu total	2 746 \$	2 620 \$	2 026 \$	2 200 \$	2 555 \$	7,5 %	7 392 \$	7 149 \$	3,4 %
Dotation à la provision pour pertes sur créances	484	151	230	151	91	+100	865	202	+100
Frais autres que d'intérêts	1 782	1 680	1 614	1 655	1 659	7,4	5 076	4 946	2,6
Revenu net	521	642	255	452	660	(21,1)	1 418	1 679	(15,5)

Données relatives aux actions ordinaires (en dollars)

Résultat dilué par action	0,98 \$	1,25 \$	0,47 \$	0,87 \$	1,28 \$	(0,30)\$	2,70 \$	3,24 \$	(0,54) \$
Résultat dilué par action avant amortissement a)	1,00	1,26	0,49	0,89	1,30	(0,30)	2,75	3,29	(0,54)
Dividende déclaré par action	0,70	0,70	0,70	0,70	0,68	0,02	2,10	2,01	0,09
Valeur comptable d'une action	30,15	29,71	28,64	28,29	28,81	1,34	30,15	28,81	1,34
Cours de clôture d'une action	47,94	50,10	56,75	63,00	66,59	(18,65)	47,94	66,59	(18,65)
Valeur marchande globale des actions ordinaires (en milliards de dollars)	24,2	25,2	28,3	31,4	33,2	(9,0)	24,2	33,2	(9,0)

Au

	31 juillet 2008	30 avril 2008	31 janvier 2008	31 octobre 2007	31 juillet 2007	Variation par rapport au 31 juillet 2007
Points saillants du bilan						
Actif	375 047 \$	375 158 \$	376 825 \$	366 524 \$	359 154 \$	4,4 %
Solde net des prêts et acceptations	208 315	205 422	211 931	201 188	205 612	1,3
Dépôts	248 657	238 580	242 911	232 050	229 027	8,6
Capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires	15 207	14 954	14 304	14 102	14 374	5,8

Pour les trois mois terminés le

Pour les neuf mois terminés le

	31 juillet 2008	30 avril 2008	31 janvier 2008	31 octobre 2007	31 juillet 2007		31 juillet 2008	31 juillet 2007
Principales mesures financières (%) b)								
Rendement total des capitaux propres, annualisé sur cinq ans	5,1	8,2	10,1	14,2	17,2		5,1	17,2
Croissance du résultat dilué par action	(23,4)	(3,1)	(29,9)	(35,6)	(7,2)		(16,7)	(14,7)
Croissance du résultat dilué par action, avant amortissement	(23,1)	(3,8)	(27,9)	(35,0)	(7,1)		(16,4)	(14,8)
Rendement des capitaux propres	13,5	17,9	6,7	12,2	18,0		12,7	15,1
Rendement des capitaux propres, avant amortissement a)	13,7	18,1	6,9	12,5	18,2		12,9	15,4
Croissance du profit économique net a)	(56,5)	(7,9)	(+100)	(78,1)	(19,8)		(51,0)	(41,2)
Lever d'exploitation	0,1	(0,5)	1,5	(13,2)	(4,2)		0,8	(9,3)
Lever d'exploitation, avant amortissement a)	0,0	(0,7)	1,5	(13,2)	(4,2)		0,7	(9,3)
Croissance du revenu	7,5	3,6	(2,0)	(10,6)	(0,6)		3,4	(5,0)
Ratio des frais autres que d'intérêts au revenu	64,9	64,1	79,7	75,2	64,9		68,7	69,2
Ratio des frais autres que d'intérêts au revenu, avant amortissement a)	64,5	63,8	79,2	74,7	64,5		68,2	68,7
Dotation à la provision pour pertes sur créances en pourcentage du solde moyen des prêts et acceptations (annualisée)	0,89	0,28	0,42	0,29	0,18		0,53	0,13
Solde brut des prêts et acceptations douteux en pourcentage du total des capitaux propres et de la provision pour pertes sur créances	9,09	9,54	7,46	4,07	3,49		9,09	3,49
Encaisse et valeurs mobilières en pourcentage de l'actif total	29,6	29,6	30,7	33,1	31,0		29,6	31,0
Ratio du capital de première catégorie - Bâle II	9,90	9,42	9,48	s.o.	s.o.		9,90	s.o.
Ratio du capital de première catégorie - Bâle I	9,45	9,03	9,05	9,51	9,29		9,45	9,29
Cote de crédit								
Standard & Poor's	A+	A+	A+	A+	A+		A+	A+
Moody's	Aa1	Aa1	Aa1	Aa1	Aa1		Aa1	Aa1
Fitch	AA-	AA-	AA-	AA-	AA-		AA-	AA-
DBRS	AA	AA	AA	AA	AA		AA	AA

Autres ratios financiers (% sauf indication contraire) b)

Rendement total des capitaux propres sur douze mois	(24,4)	(24,6)	(15,6)	(5,8)	8,0		(24,4)	8,0
Rendement des actions	5,84	5,59	4,93	4,44	4,08		5,84	4,02
Ratio cours-bénéfice (nombre de fois)	13,4	12,9	14,5	15,3	14,5		13,4	14,5
Ratio cours-valeur comptable (nombre de fois)	1,59	1,69	1,98	2,23	2,31		1,59	2,31
Profit économique net (en millions de dollars) a)	122	266	(127)	71	280		261	532
Rendement de l'actif moyen	0,52	0,66	0,26	0,48	0,72		0,48	0,63
Marge nette d'intérêts sur l'actif productif moyen	1,59	1,48	1,45	1,47	1,61		1,50	1,63
Revenu autre que d'intérêts en pourcentage du revenu total	53,2	55,2	40,1	45,7	51,2		50,3	49,0
Croissance des frais autres que d'intérêts	7,4	4,1	(3,5)	2,6	3,6		2,6	4,3
Croissance des frais autres que d'intérêts, avant amortissement a)	7,5	4,3	(3,5)	2,6	3,6		2,7	4,3
Ratio du capital total - Bâle II	12,29	11,64	11,26	s.o.	s.o.		12,29	s.o.
Ratio du capital total - Bâle I	12,07	11,47	11,09	11,74	11,18		12,07	11,18
Ratio des capitaux propres à l'actif	4,5	4,4	4,1	4,2	4,3		4,5	4,3

Tous les ratios figurant dans ce rapport ont été établis d'après des chiffres non arrondis.

a) Se reporter à la section « Mesures non conformes aux PCGR » dans le Rapport de gestion pour une explication des résultats avant amortissement et du profit économique net. Les organismes de réglementation du commerce des valeurs mobilières exigent que les entreprises préviennent les lecteurs de ces analyses que les résultats et autres mesures rajustés selon une base autre que les

principes comptables généralement reconnus (PCGR) n'ont pas une signification standard en vertu des PCGR et sont difficilement comparables avec des mesures similaires utilisées par d'autres entreprises.

b) Résultats pour la période terminée à la date indiquée ou situation à cette date, selon le cas. s.o. - sans objet.

Les dotations à la provision pour pertes sur créances s'élèvent à 484 millions de dollars, incluant une majoration de 50 millions de dollars de la provision générale. Les dotations à la provision spécifique, à 434 millions de dollars, ont subi une hausse exceptionnelle par rapport au trimestre précédent en raison de l'inclusion de dotations de 247 millions pour deux prêts à des entreprises, prêts qui sont liés au marché de l'habitation aux États-Unis et qui ont été classés comme douteux au cours de la première moitié de l'exercice en cours. La taille des dotations liées à ces deux prêts reflète la faiblesse du marché immobilier résidentiel aux États-Unis et la nature spécifique des prêts sous-jacents. Abstraction faite des dotations établies pour ces deux comptes, les dotations à la provision spécifique se chiffrent à 187 millions de dollars pour le trimestre.

Le taux d'imposition effectif pour le trimestre était un taux de recouvrement de 12,2 % et incluait des recouvrements de 95 millions de dollars d'impôts sur les bénéfices de périodes antérieures.

1 Sauf indication contraire, lorsqu'il est question du résultat par action (RPA) dans le présent document, il s'agit toujours du résultat dilué par action.

2 Les rajustements qui ont pour effet de substituer les résultats avant amortissement aux résultats selon les principes comptables généralement reconnus (PCGR) sont exposés dans la section Mesures non conformes aux PCGR, où sont également expliqués toutes les mesures non conformes aux PCGR et leurs plus proches équivalents selon les PCGR.

Revue des résultats des groupes d'exploitation

PE Canada

Le revenu net s'établit à 343 millions de dollars, soit une baisse de 13 millions de dollars ou de 3,2 % par rapport à la même période l'an dernier. Il y a un an, les résultats comprenaient un recouvrement d'impôts sur les bénéfices de périodes antérieures de 14 millions de dollars. Les résultats du troisième trimestre de cette année sont parmi les meilleurs résultats trimestriels que nous ayons jamais réalisés, grâce à une progression de 12 millions de dollars ou de 3,4 % par rapport au deuxième trimestre.

Le revenu s'est accru de 35 millions de dollars ou de 3,0 % sur un an. La forte croissance des volumes s'est poursuivie en dépit du ralentissement de l'économie. Les revenus tirés des services bancaires aux particuliers et des frais de services relatifs aux cartes et aux ordres de paiement ont augmenté, tandis que ceux des services bancaires aux entreprises ont légèrement diminué en raison du niveau élevé des recouvrements d'intérêts sur prêts l'an dernier. La marge nette d'intérêts s'est rétrécie par rapport à la même période l'an dernier, mais elle s'est légèrement accrue comparativement au deuxième trimestre, en partie grâce à l'évolution favorable de la répartition des produits.

Les frais ont augmenté de 46 millions de dollars ou de 6,8 % par rapport à la même période l'an dernier, en raison de l'augmentation des frais engagés dans des initiatives stratégiques et d'impôts sur le capital plus élevés. Nous continuons à investir dans nos activités en rénovant et en étendant notre réseau de succursales, et nous avons accru le nombre de nos spécialistes des prêts hypothécaires et de nos planificateurs financiers. Depuis le début de l'exercice, nous avons ouvert sept nouvelles succursales, en plus d'en relocaliser quatre et d'en agrandir six autres. Nos clients continuent à nous dire que les initiatives que nous prenons améliorent leur expérience.

Dans le secteur des services bancaires aux particuliers, la plupart des produits ont poursuivi leur croissance. La croissance des prêts aux particuliers par rapport à la même période l'an dernier a été solide, à 19 %, notre part de marché augmentant de 87 points de base par rapport à la même période l'an dernier et de 29 points de base comparativement au deuxième trimestre. Notre MargExpress sur valeur domiciliaire joue un rôle important dans la croissance accélérée des prêts aux particuliers. Encore une fois ce trimestre, nous avons observé une progression dans notre portefeuille de prêts hypothécaires, les nouveaux prêts établis ayant plus que compensé l'effet de notre retrait du circuit des courtiers hypothécaires. Les dépôts des particuliers ont légèrement augmenté par rapport à la même période l'an dernier et au deuxième trimestre, le nombre de titulaires actifs de comptes de chèques poursuivant sa croissance et le nombre de produits par ménage évoluant de manière positive. Notre part du marché des dépôts de particuliers a diminué de 10 points de base par rapport à la même période l'an dernier et de 6 points de base comparativement au deuxième trimestre, en raison de la vigueur soutenue de la concurrence.

Dans le secteur des services bancaires aux entreprises, les prêts poursuivent leur forte croissance, ayant progressé de 9,3 % par rapport à la même période l'an dernier, en dépit d'une concurrence toujours vive.

Notre part du marché des services aux entreprises s'est accrue de 69 points de base par rapport à la même période l'an dernier et de 29 points de base comparativement au deuxième trimestre. BMO se classe au deuxième rang pour ce qui est de la part du marché des services aux entreprises au Canada, avec une part de marché de 19,89 %, et notre objectif est d'atteindre le premier rang. Dans la catégorie des dépôts, la croissance des soldes sur un an s'établit à 4,5 % et s'est accompagnée d'une croissance régulière des dépôts d'entreprises.

Les revenus tirés des services de cartes et de règlement ont progressé de 10% par rapport à la même période de l'exercice précédent, stimulés par les transactions et la croissance accélérée des soldes ainsi que par la hausse des revenus de Moneris, par notre investissement commun avec une autre banque et par un processeur d'opérations de paiement par cartes de débit et de crédit parmi les plus performants en Amérique du Nord. Les plus récentes offres de récompense de nos programmes AIR MILES et Remise en espèces ont suscité beaucoup d'intérêt chez nos clients, ce qui, combiné à nos stratégies tarifaires et de crédit, a continué à favoriser une forte croissance des soldes dans un contexte de vive concurrence.

PE États-Unis

Le revenu net s'établit à 28 millions de dollars américains, soit une hausse de 4 millions de dollars américains ou de 12 % par rapport à la même période l'an dernier. Il y a eu une solide croissance des volumes et les premiers signes d'une stabilisation des marges des prêts et des dépôts dans les segments des particuliers et des entreprises. Même si la marge nette d'intérêts a diminué par rapport à la même période l'an dernier, elle s'est accrue de façon appréciable comparativement au deuxième trimestre. Le revenu a progressé de 35 millions de dollars américains ou de 16 %, les acquisitions au Wisconsin ayant produit un peu plus de la moitié de la croissance et le reste étant dû à l'amélioration des revenus liés aux activités de base. Les frais d'intégration des acquisitions s'élèvent à 3 millions de dollars américains pour le troisième trimestre et nous prévoyons qu'ils atteindront de 16 à 18 millions de dollars américains au quatrième trimestre, au cours duquel l'intégration de ces acquisitions devrait être en grande partie complétée.

Les résultats sont légèrement en recul par rapport à ceux du deuxième trimestre, qui comprenaient un gain net après impôts de 13 millions de dollars américains lié au produit du premier appel public à l'épargne (PAPE) de Visa Inc., mais aussi une provision pour litiges connexe, des frais exceptionnellement élevés et des revenus réduits. Les résultats des activités de base ont été meilleurs qu'au deuxième trimestre, grâce à la progression des volumes, des marges et des commissions. Les conditions de crédit plus difficiles ont influé sur les revenus et les frais, mais leur incidence a été moins prononcée au troisième trimestre qu'au deuxième, grâce à des recouvrements au comptant.

Les résultats comprennent les revenus et les frais d'un trimestre complet des banques acquises au Wisconsin, soit Merchants and Manufacturers Bancorporation Inc. et Ozaukee Bank, à la suite de la conclusion réussie de ces transactions au deuxième trimestre. Les résultats du deuxième trimestre comprenaient seulement un mois de résultats de ces acquisitions.

Groupe Gestion privée

Le revenu net s'élevé à 110 millions de dollars, soit une hausse de 8 millions ou de 8,4 % par rapport à la même période l'an dernier, ce qui constitue un résultat trimestriel record en dépit de conditions d'exploitation plus difficiles.

Le revenu a progressé de 24 millions de dollars ou de 4,8 %. Les revenus de plusieurs de nos secteurs d'activité ont augmenté, notamment ceux des services tarifés des services de placement traditionnels et ceux des services de fiducie et de placement de la gestion bancaire privée en Amérique du Nord. Dans le secteur du courtage, les soldes des dépôts ont augmenté de même que les soldes des prêts et des dépôts dans le secteur de la gestion bancaire privée en Amérique du Nord.

L'actif sous gestion et sous administration et les dépôts à terme ont subi le contrecoup de l'affaiblissement des conditions du marché, mais si on fait abstraction de l'incidence du change, ils ont progressé de 4,2 milliards de dollars ou de 1,5 %.

BMO Marchés des capitaux

Le revenu net se chiffre à 259 millions de dollars, soit une hausse de 65 millions ou de 34 % par rapport à la même période l'an dernier. Le revenu net du trimestre a été diminué par l'incidence nette, soit 33 millions de dollars, des éléments suivants : des charges de 96 millions de dollars après impôts liées à la conjoncture des marchés financiers, une charge de 19 millions après impôts liée aux indemnités de licenciement et un recouvrement d'impôts sur les bénéfices de périodes antérieures dont une part de 82 millions a été attribuée au groupe. Le revenu net de la même période l'an dernier avait été diminué d'une somme de 97 millions de dollars liée aux pertes de notre secteur des produits de base. Pour plus de détails sur les charges liées à la conjoncture des marchés financiers, voir la section Incidence de la conjoncture des marchés financiers sur les résultats du troisième trimestre.

Le revenu a augmenté de 56 millions de dollars, ou de 7,9 %, et s'est établi à 746 millions de dollars grâce en partie à l'excellente performance de nos secteurs d'activité sensibles aux taux d'intérêt. L'activité dans certains secteurs de nos services bancaires d'investissement demeure faible, les marchés financiers étant caractérisés par la prudence et nos secteurs à services tarifés faisant face à des conditions difficiles.

Nous avons réorienté certains de nos secteurs d'activité au cours du trimestre, dans le but d'améliorer notre profil risque-rendement et de nous concentrer sur les relations d'affaires profitables. Dans le secteur des prêts, nous nous efforçons de soutenir principalement les clients avec lesquels nous avons des relations solides, profitables et comportant plusieurs produits ou qui représentent un potentiel de développement. En conséquence, il a été déterminé qu'environ 20 % de nos autorisations de crédit aux États-Unis concernent des clients ne faisant pas partie de notre clientèle de base et ne seront pas renouvelées à leur échéance. Nous avons réorganisé nos secteurs des opérations sur actions et de la recherche sur actions, afin de pouvoir offrir à l'ensemble de notre clientèle une plateforme nord-américaine intégrée pour la recherche, la vente et la négociation. Nous nous efforçons de réduire la volatilité des résultats du groupe et de produire un rendement des capitaux propres à la fois élevé et stable, en modifiant la répartition de nos activités et en nous retirant de certains secteurs. À la suite de ces initiatives, nous avons comptabilisé une charge pour des indemnités de licenciement de 28 millions de dollars avant impôts au cours du trimestre et nous avons supprimé un certain nombre de postes à l'intérieur de BMO Marchés des capitaux.

Au cours du trimestre, nous avons conclu l'acquisition de Griffin, Kubik, Stephens & Thompson Inc., une société basée à Chicago. À la suite de cette transaction, BMO se classe au premier rang en Illinois, et au sixième rang aux États-Unis, des courtiers en obligations municipales

répondant aux critères d'achat par les banques. Les obligations municipales constituent un secteur axé sur la clientèle qui cadre bien avec notre stratégie globale.

BMO Marchés des capitaux a participé à 107 nouvelles émissions au cours du trimestre, soit 42 émissions de titres de créance d'entreprises, 22 émissions de titres de créance d'administrations publiques, 8 émissions d'actions privilégiées et 35 transactions portant sur des actions ordinaires, pour un total de 43,3 milliards de dollars.

Objectifs de rendement

Comme nous l'avons indiqué à la fin du premier trimestre, nous ne croyons pas pouvoir atteindre quatre de nos cinq cibles annuelles, compte tenu de la conjoncture économique difficile.

Cibles pour 2008	Résultats au 31 juillet 2008*
▫ Croissance du RPA de 10 % à 15 % par rapport au montant de base de 5,24 \$ ¹	▫ RPA de 2,84 \$, soit une baisse de 33 % par rapport au RPA de 4,24 \$ il y a un an
▫ RCP de 18 % à 20 %	▫ RCP annualisé de 13,3 %
▫ Dotation à la provision spécifique pour pertes sur créances de 475 millions de dollars ou moins	▫ Dotation à la provision spécifique pour pertes sur créances de 755 millions de dollars
▫ Ratio du capital de première catégorie d'au moins 8,0 % (selon Bâle II)	▫ Ratio du capital de première catégorie de 9,90 % (selon Bâle II)
▫ Levier d'exploitation avant amortissement d'au moins 2,0 %	▫ Levier d'exploitation avant amortissement de - 10,4 %
	* Excluant les changements à la provision générale
1) Le montant de base exclut l'incidence de la restructuration, des changements à la provision générale et des pertes sur produits de base.	

Le tableau ci-dessus contient des déclarations prospectives. Voir la mise en garde concernant les déclarations prospectives.

Rapport de gestion

Les commentaires contenus dans ce Rapport de gestion sont en date du 26 août 2008. Sauf indication contraire, tous les montants sont en dollars canadiens et ont été établis à partir d'états financiers préparés conformément aux principes comptables généralement reconnus (PCGR) du Canada. Le présent Rapport de gestion doit être lu en se reportant aux états financiers consolidés non vérifiés pour la période terminée le 31 juillet 2008, qui sont inclus dans le présent document, et au Rapport de gestion de l'exercice terminé le 31 octobre 2007, qui est inclus dans le Rapport annuel 2007 de BMO. L'information qui précède cette section fait partie du présent Rapport de gestion.

La Banque de Montréal utilise une marque unifiée reliant toutes les sociétés membres de l'organisation. La Banque de Montréal et ses filiales sont désignées par l'appellation BMO Groupe financier. Ainsi, dans le présent document, les appellations BMO et BMO Groupe financier désignent la Banque de Montréal et ses filiales.

Sommaire des résultats

(non vérifié) (en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)	T3-2008	Augmentation (Diminution) c. T3-2007		Augmentation (Diminution) c. T2-2008		Cumul 2008	Augmentation (Diminution) c. cumul 2007	
Revenu net d'intérêts	1 286	39	3 %	112	10 %	3 674	27	1 %
Revenu autre que d'intérêts	1 460	152	12 %	14	1 %	3 718	216	6 %
Revenu	2 746	191	8 %	126	5 %	7 392	243	3 %
Dotation à la provision spécifique pour pertes sur créances	434	343	+100 %	283	+100 %	755	553	+100 %
Hausse de la provision générale	50	50	100 %	50	100 %	110	110	100 %
Dotation totale à la provision pour pertes sur créances	484	393	+100 %	333	+100 %	865	663	+100 %
Frais autres que d'intérêts	1 782	123	7 %	102	6 %	5 076	265	6 %
Charge de restructuration	-	-	-	-	-	-	(135)	(100 %)
Total des frais autres que d'intérêts	1 782	123	7 %	102	6 %	5 076	130	3 %
Impôts sur les bénéfices	(59)	(186)	(+100 %)	(187)	(+100 %)	(22)	(288)	(+100 %)
Part des actionnaires sans contrôle dans des filiales	18	-	-	(1)	(5 %)	55	(1)	(3 %)
Revenu net	521	(139)	(21 %)	(121)	(19 %)	1 418	(261)	(16 %)
Amortissement des actifs incorporels (après impôts)	9	(1)	(7 %)	1	13 %	25	(4)	(14 %)
Revenu net avant amortissement 1)	530	(140)	(21 %)	(120)	(19 %)	1 443	(265)	(16 %)
Résultat de base par action (en dollars)	1,00	(0,30)	(23 %)	(0,25)	(20 %)	2,73	(0,56)	(17 %)
Résultat dilué par action (en dollars)	0,98	(0,30)	(23 %)	(0,27)	(22 %)	2,70	(0,54)	(17 %)
Résultat dilué par action avant amortissement (en dollars) 1)	1,00	(0,30)	(23 %)	(0,26)	(21 %)	2,75	(0,54)	(16 %)
Rendement des capitaux propres (RCP)	13,5 %		(4,5 %)		(4,4 %)	12,7 %		(2,4 %)
RCP avant amortissement 1)	13,7 %		(4,5 %)		(4,4 %)	12,9 %		(2,5 %)
Ratio de productivité	64,9 %		-		0,8 %	68,7 %		(0,5 %)
Ratio de productivité avant amortissement 1)	64,5 %		-		0,7 %	68,2 %		(0,5 %)
Lever d'exploitation	0,1 %		n.s.		n.s.	0,8 %		n.s.
Lever d'exploitation avant amortissement 1)	-		n.s.		n.s.	0,7 %		n.s.
Marge nette d'intérêts sur l'actif productif	1,59 %		(0,02 %)		0,11 %	1,50 %		(0,13 %)
Taux d'imposition effectif	(12,2 %)		(27,9 %)		(28,5 %)	(1,5 %)		(14,8 %)
Ratios de capital 2)								
Ratio du capital de première catégorie	9,90 %		n.s.		0,48 %	9,90 %		n.s.
Ratio du capital total	12,29 %		n.s.		0,65 %	12,29 %		n.s.
Revenu net :								
Services bancaires Particuliers et entreprises	371	(10)	(3 %)	10	3 %	1 060	(3)	-
PE Canada	343	(13)	(3 %)	12	3 %	976	(4)	-
PE États-Unis	28	3	6 %	(2)	(4 %)	84	1	-
Groupe Gestion privée	110	8	8 %	1	1 %	317	25	9 %
BMO Marchés des capitaux	259	65	34 %	77	42 %	407	36	10 %
Services d'entreprise, y compris Technologie et opérations	(219)	(202)	(+100 %)	(209)	(+100 %)	(366)	(319)	(+100 %)
Revenu net de BMO Groupe financier	521	(139)	(21 %)	(121)	(19 %)	1 418	(261)	(16 %)

1) Montants ou mesures non conformes aux PCGR. Voir plus loin la section Mesures non conformes aux PCGR, qui porte sur l'utilisation des mesures non conformes aux PCGR dans le présent document.

2) Les écarts par rapport à l'exercice précédent ne sont pas indiqués puisque la base de calcul n'est plus comparable. En 2008, les ratios de capital ont été calculés conformément à la méthode de Bâle II, alors que ceux des périodes antérieures ont été calculés selon la méthode de Bâle I. En vertu de Bâle I, à la fin du troisième trimestre, le ratio du capital de première catégorie s'établit à 9,45 % et le ratio du capital total, à 12,07 % (T2 2008 : 9,03 % et 11,47 %; T3 2007 : 9,29 % et 11,18 %). Voir la section Gestion du capital.

n.s. – non significatif.

Responsabilité de la direction à l'égard de l'information financière

Le président et chef de la direction et le chef des finances intérimaire de BMO ont signé des attestations certifiant l'exactitude de l'information financière contenue dans notre Rapport de gestion intermédiaire et dans nos états financiers consolidés intermédiaires non vérifiés, pour la période terminée le 31 juillet 2008, et concernant la conception de nos contrôles et procédures de communication de l'information et le contrôle interne à l'égard de l'information financière.

Le contrôle interne de BMO à l'égard de l'information financière comprend des normes et méthodes qui : concernent la tenue de dossiers suffisamment détaillés pour donner une image précise et fidèle des opérations et des cessions d'actifs de BMO; fournissent une assurance raisonnable que les opérations sont comptabilisées comme il se doit pour permettre l'établissement des états financiers conformément aux principes comptables généralement reconnus du Canada et aux exigences de la Securities and Exchange Commission des États-Unis, le cas échéant, et que les encaissements et décaissements de BMO ne sont faits qu'avec l'autorisation de la direction et des administrateurs de BMO; et fournissent une assurance raisonnable que toute acquisition, utilisation ou cession non autorisée des actifs de BMO qui pourrait avoir une incidence importante sur ses états financiers est interdite ou détectée à temps.

En raison de ses limites inhérentes, il est possible que le contrôle interne à l'égard de l'information financière ne permette pas de prévenir ou de détecter les inexactitudes. De plus, les projections d'une appréciation d'efficacité sur les périodes futures comportent le risque que les contrôles deviennent inadéquats en raison de changements dans les conditions, ou que le degré de conformité aux normes et méthodes se détériore.

Il n'y a eu aucun changement au cours du trimestre terminé le 31 juillet 2008 à notre contrôle interne à l'égard de l'information financière qui a eu un effet important, ou qui est raisonnablement susceptible d'avoir un effet important, sur notre contrôle interne à l'égard de l'information financière.

Comme lors des trimestres précédents, le Comité de vérification de BMO a examiné le présent document et les états financiers consolidés intermédiaires non vérifiés ci-joints, et le Conseil d'administration de BMO a approuvé ces documents avant leur publication.

On trouvera une analyse détaillée de nos secteurs d'activité, de nos stratégies et de nos objectifs dans la section Rapport de gestion du Rapport annuel 2007 de BMO, accessible sur notre site Web à l'adresse www.bmo.com/relationinvestisseurs. Nous invitons également les lecteurs à visiter ce site pour y obtenir d'autres renseignements financiers trimestriels.

Mise en garde concernant les déclarations prospectives

Les communications publiques de la Banque de Montréal comprennent souvent des déclarations prospectives, écrites ou verbales. Le présent document contient de telles déclarations, qui peuvent aussi figurer dans d'autres documents déposés auprès des organismes canadiens de réglementation ou de la Securities and Exchange Commission des États-Unis, ou dans d'autres communications. Toutes ces déclarations sont énoncées sous réserve des règles d'exonération de la Private Securities Litigation Reform Act, loi américaine de 1995, et des lois canadiennes sur les valeurs mobilières applicables, et elles sont conçues comme des déclarations prospectives aux termes de ces lois. Les déclarations prospectives peuvent comprendre notamment des observations concernant nos objectifs et nos priorités pour l'exercice 2008 et au-delà, nos stratégies ou actions futures, nos cibles, nos attentes concernant notre situation financière ou le cours de nos actions et les résultats ou les perspectives de notre exploitation ou des économies canadienne et américaine.

De par leur nature, les déclarations prospectives exigent la formulation d'hypothèses et comportent des risques et des incertitudes. Il existe un risque appréciable que les prévisions, pronostics, conclusions ou projections se révèlent inexacts, que nos hypothèses soient erronées et que les résultats réels diffèrent sensiblement de ces prévisions, pronostics, conclusions ou projections. Nous conseillons aux lecteurs du présent document de ne pas se fier indûment à ces déclarations, étant donné que les résultats réels, les conditions, les actions ou les événements futurs pourraient différer sensiblement des cibles, attentes, estimations ou intentions exprimées dans ces déclarations prospectives, en raison d'un certain nombre de facteurs.

Les résultats réels ayant trait aux déclarations prospectives peuvent être influencés par de nombreux facteurs, notamment la situation économique générale et la conjoncture des marchés dans les pays où nous sommes présents, les fluctuations des taux d'intérêt et de change, les changements de politique monétaire, l'intensité de la concurrence dans les secteurs géographiques et les domaines d'activité dans lesquels nous œuvrons, les changements de législation, les procédures judiciaires ou démarches réglementaires, l'exactitude ou l'exhaustivité de l'information que nous obtenons sur nos clients et nos contreparties, notre capacité de mettre en œuvre nos plans stratégiques, de conclure des acquisitions et d'intégrer les entreprises acquises, les estimations comptables critiques, les risques opérationnels et infrastructurels, la situation politique générale, les activités des marchés financiers internationaux, les répercussions de guerres ou d'activités terroristes sur nos activités, les répercussions de maladies sur les économies locales, nationales ou mondiale, et les répercussions de perturbations des infrastructures publiques telles que les perturbations des services de transport et de communication et des systèmes d'alimentation en énergie ou en eau et les changements technologiques.

Nous tenons à souligner que la liste de facteurs qui précède n'est pas exhaustive. D'autres facteurs pourraient influencer défavorablement sur nos résultats. Pour de plus amples renseignements, le lecteur peut se reporter aux pages 28 et 29 du Rapport annuel 2007 de BMO, qui décrit en détail certains facteurs clés susceptibles d'influer sur les résultats futurs de BMO. Les investisseurs et les autres personnes qui se fient à des déclarations prospectives pour prendre des décisions à l'égard de la Banque de Montréal doivent tenir soigneusement compte de ces facteurs, ainsi que d'autres incertitudes et événements potentiels, et de l'incertitude inhérente aux déclarations prospectives. La Banque de Montréal ne s'engage pas à mettre à jour les déclarations prospectives, verbales ou écrites, qui peuvent être faites, à l'occasion, par elle-même ou en son nom. L'information prospective contenue dans le présent document est présentée dans le but d'aider nos actionnaires à comprendre notre situation financière aux dates indiquées ou pour les périodes terminées à ces dates ainsi que nos priorités et objectifs stratégiques, et peut ne pas convenir à d'autres fins.

Les hypothèses relatives aux ventes d'actifs, aux prix de vente prévus pour les actifs et au risque de défaillance des actifs sous-jacents des entités de gestion de placements structurés sont des facteurs importants dont nous avons tenu compte lors de l'établissement de nos attentes concernant les entités de gestion de placements structurés dont il est question dans le présent document, y compris le montant qui pourrait être retiré en vertu des facilités de trésorerie fournies par BMO. Selon certaines de nos principales hypothèses, les actifs continueront à être vendus dans le but de réduire la taille des entités de gestion de placements structurés, selon diverses hypothèses de prix d'actifs.

Les hypothèses relatives au niveau de défauts et aux pertes en cas de défaut sont des facteurs importants dont nous avons tenu compte lors de l'établissement de nos attentes concernant les résultats futurs des transactions que Apex Trust a conclues. Selon certaines de nos principales hypothèses, le niveau des défauts et les pertes en cas de défaut seraient comparables à ceux de l'expérience historique. En établissant nos attentes concernant le risque de pertes sur créances lié à Apex Trust dans l'avenir, tel que nous l'expliquons dans le présent document, nous avons tenu compte de facteurs importants dont la diversification sectorielle, la qualité initiale du crédit de chaque portefeuille et la protection de premier niveau intégrée à la structure.

Lorsque nous avons établi nos prévisions relatives aux coûts courants de notre programme de récompense et de fidélisation des clients titulaires de cartes de crédit, tel que nous l'expliquons dans le présent document, nous avons tenu compte des modalités de l'entente que nous avons conclue avec Loyalty Management Group Canada Inc. au cours du trimestre.

Lorsque nous avons établi nos prévisions concernant la date à laquelle serait complétée l'intégration des acquisitions au Wisconsin et concernant les coûts connexes, tel que nous l'expliquons dans le présent document, nous avons émis l'hypothèse que l'intégration serait complétée conformément au plan de projet actuel et aux estimations de coûts actuelles.

Lorsque nous avons établi nos prévisions du quatrième trimestre concernant les dotations à la provision pour pertes sur créances et le solde brut des prêts douteux, nous avons émis l'hypothèse que les conditions de crédit demeureraient conformes aux conditions actuelles, et que nos engagements comportant des risques de crédit produiraient des résultats conformes aux prévisions que nous avons élaborées en nous fondant sur l'évaluation continue de nos risques.

Les hypothèses relatives au comportement des économies canadienne et américaine en 2008 et aux conséquences éventuelles de ce comportement sur nos activités sont des facteurs importants dont nous avons tenu compte lors de l'établissement de nos priorités et objectifs stratégiques et de nos cibles financières, y compris nos dotations à la provision pour pertes sur créances, ainsi que lors de l'établissement de nos attentes concernant l'atteinte de ces cibles et les perspectives de nos divers secteurs d'activité. Selon certaines de nos principales hypothèses, l'économie canadienne croîtra à un rythme modéré en 2008 tandis que l'économie américaine progressera de façon modeste et le taux d'inflation demeurera bas en Amérique du Nord. Nous avons également supposé que les taux d'intérêt diminueraient légèrement au Canada et aux États-Unis en 2008 et que le dollar canadien s'échangerait à parité avec le dollar américain à la fin de 2008. Pour élaborer nos prévisions en matière de croissance économique, en général et dans le secteur des services financiers, nous utilisons principalement les données économiques historiques fournies par les administrations publiques du Canada et des États-Unis et leurs agences. Au premier trimestre, nous avons anticipé que la croissance économique ralentirait au Canada et que les États-Unis s'engageraient dans une légère récession au cours de la première moitié de 2008. Nous nous attendons également à des taux d'intérêt plus bas et à un dollar canadien un peu plus faible que ce que nous avions prévu lors de l'établissement de nos cibles financières pour 2008. Même si les États-Unis ont évité une récession technique au cours de la première moitié de l'année, nous nous attendons à ce que leur économie s'affaiblisse encore et, en conséquence, nos prévisions demeurent en grande partie inchangées par rapport au premier trimestre. Les lois fiscales en vigueur dans les pays où nous sommes présents, principalement le Canada et les États-Unis, sont des facteurs importants dont nous devons tenir compte pour déterminer notre taux d'imposition effectif normal.

Documents déposés auprès des organismes de réglementation

Nos documents d'information continue, y compris nos documents intermédiaires, Rapport de gestion annuel, États financiers consolidés vérifiés, Notice annuelle et Avis de convocation à l'assemblée annuelle des actionnaires et circulaire de sollicitation de procurations, sont accessibles sur notre site Web, à www.bmo.com/relationinvestisseurs, sur le site des autorités canadiennes en valeurs mobilières, à www.sedar.com et dans la section EDGAR du site Web de la SEC, à www.sec.gov.

Perspectives économiques

En 2008, l'économie canadienne devrait croître de 1 % seulement, soit son taux de croissance le plus bas depuis 1992. La faiblesse de l'économie des États-Unis et la force du dollar canadien continuent à faire baisser les exportations et la fabrication, même si le faible niveau des taux d'intérêt et les prix élevés des produits de base ont soutenu la demande intérieure et les revenus. Les marchés de l'habitation ont reculé par rapport aux niveaux d'activité records atteints l'an dernier et ils devraient continuer à ralentir, car les hausses de prix antérieures ont réduit l'abordabilité. Les dépenses de consommation demeurent solides, particulièrement dans le secteur de l'automobile, mais elles vont vraisemblablement faiblir en raison d'un tassement de l'emploi. Les dépenses des entreprises devraient également diminuer compte tenu du climat économique incertain et du récent recul des prix des produits de base. Malgré une inflation plus forte, les taux d'intérêt canadiens devraient se stabiliser près des bas niveaux actuels pour le reste de l'année, en raison de la faiblesse de l'économie. Nous prévoyons que le dollar canadien continuera à s'échanger au-dessous du pair avec le dollar américain, en raison de la baisse de la balance commerciale. Les provinces-ressources de l'Ouest canadien devraient continuer à mieux performer que les provinces centrales et que la région de l'Atlantique.

L'économie américaine continuera probablement à ralentir au cours de la seconde moitié de l'année 2008, après avoir modérément progressé au cours du premier semestre. Les prix des maisons vont continuer à baisser jusqu'à ce que la demande reprenne de la vigueur et que l'important stock de maisons invendues diminue. Le repli des prix des maisons, la hausse du taux de chômage, le resserrement des normes de crédit et les prix élevés des aliments et des combustibles continueront à diminuer les dépenses de consommation. La réduction du soutien que constituent les chèques de remboursement d'impôt pourrait entraîner un déclin de la consommation à court terme. Il est également à prévoir que les entreprises vont continuer à réduire leurs investissements jusqu'à ce que les perspectives économiques s'améliorent. L'activité des marchés financiers demeure faible en réaction au bouleversement continu des marchés du crédit. Malgré que l'inflation ait atteint son plus haut niveau en 17 ans, la Réserve fédérale n'a annoncé aucune intention à court terme de hausser les taux d'intérêt, en raison des inquiétudes suscitées par l'économie et les marchés des capitaux. Elle restera sans doute en attente jusqu'à la fin de l'année.

La section Perspectives économiques contient des déclarations prospectives. Voir la mise en garde concernant les déclarations prospectives.

Incidence de la conjoncture des marchés financiers sur les résultats du troisième trimestre

Les marchés des capitaux demeurent incertains en raison des inquiétudes persistantes suscitées par les marchés financiers et le ralentissement de l'économie. Au cours du troisième trimestre, les marchés financiers ont continué à subir le contrecoup de la volatilité des écarts de taux, ce qui a influé sur les évaluations à la valeur de marché. Le ralentissement économique provoque des inquiétudes au sujet des risques de crédit que courent les institutions financières en rapport avec des produits traditionnels comme les marges de crédit sur valeur domiciliaire, les prêts automobiles et les prêts aux entreprises.

Les résultats de BMO pour le troisième trimestre ont été marqués par des charges de 134 millions de dollars (96 millions après impôts) ou de 0,19 \$ par action, liées à la conjoncture des marchés financiers. Ces charges sont constituées des éléments suivants :

- une charge de 88 millions de dollars (65 millions après impôts) incluant :
 - une charge de 58 millions de dollars (39 millions après impôts) pour des évaluations à la valeur de marché découlant de notre exposition au risque de crédit lié aux contreparties d'instruments dérivés, en grande partie en raison de l'élargissement des écarts de taux des contreparties par rapport à BMO;
 - une charge de 55 millions de dollars (43 millions après impôts) pour des moins-values durables et des rajustements d'évaluation d'actions privilégiées détenues dans notre portefeuille de négociation;
 - un recouvrement de 25 millions de dollars (17 millions après impôts) au titre de positions de négociation et de crédits structurés;
- une charge de dépréciation de 28 millions de dollars (19 millions après impôts) pour du papier commercial adossé à des actifs touché par la Proposition de Montréal;
- une charge nette de 15 millions de dollars (10 millions après impôts) liée à Apex;
- une charge de 3 millions de dollars (2 millions après impôts) pour notre investissement dans des billets de capital d'entités de gestion de placements structurés.

Ces charges de 134 millions de dollars liées à la conjoncture des marchés financiers ont toutes une incidence sur le revenu autre que d'intérêts, soit 61 millions de dollars dans les gains ou pertes sur titres autres que de négociation, 76 millions dans le revenu autre que d'intérêts lié aux activités de négociation et un recouvrement de 3 millions dans les autres revenus.

Les effets des éléments significatifs ou notables qui influent sur les résultats des périodes comparées sont présentés à la fin du présent Rapport de gestion.

Compte tenu de la conjoncture incertaine des marchés financiers, l'évaluation de nos investissements dans du PCAA, des entités de gestion de placements structurés, des entités à financement structuré et d'autres investissements comptabilisés à la valeur de marché pourrait subséquemment refléter des gains et des pertes en raison des variations de la valeur de marché.

La section Incidence de la conjoncture des marchés financiers sur les résultats du troisième trimestre contient des déclarations prospectives. Voir la mise en garde concernant les déclarations prospectives.

Mesures conformes aux PCGR et mesures connexes non conformes aux PCGR utilisées dans le Rapport de gestion

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)

	T3-2008	T2-2008	T3-2007	Cumul 2008	Cumul 2007
Frais autres que d'intérêts a)	1 782	1 680	1 659	5 076	4 811
Charge de restructuration b)	-	-	-	-	135
Total des frais autres que d'intérêts c)	1 782	1 680	1 659	5 076	4 946
Amortissement des actifs incorporels	(11)	(10)	(11)	(31)	(35)
Frais autres que d'intérêts avant amortissement d) (note 1)	1 771	1 670	1 648	5 045	4 911
Revenu net e)	521	642	660	1 418	1 679
Amortissement des actifs incorporels, déduction faite des impôts sur les bénéfices	9	8	10	25	29
Revenu net avant amortissement f) (note 1)	530	650	670	1 443	1 708
Dividendes sur actions privilégiées	(19)	(14)	(9)	(48)	(31)
Charge au titre du capital (note 1)	(389)	(370)	(381)	(1 134)	(1 145)
Profit économique net (note 1)	122	266	280	261	532
Charge de restructuration b)	-	-	-	-	135
Impôts sur les bénéfices connexes g)	-	-	-	-	47
Incidence nette de la restructuration h)	-	-	-	-	88
Pertes sur produits de base i) (note 2)	-	-	149	-	829
Rémunération liée au rendement j)	-	-	-	-	(120)
Impôts sur les bénéfices connexes k)	-	-	52	-	285
Incidence nette des pertes sur produits de base l)	-	-	97	-	424
Charges liées à la détérioration des marchés financiers m)	-	-	-	488	-
Impôts sur les bénéfices connexes o)	-	-	-	164	-
Incidence nette des charges liées à la situation des marchés financiers p)	-	-	-	324	-
Augmentation de la provision générale	50	-	-	110	-
Impôts sur les bénéfices connexes q)	20	-	-	42	-
Incidence nette de l'augmentation de la provision générale r)	30	-	-	68	-
Incidence nette des éléments significatifs (h+l+p+r) 1)	30	-	97	392	512
Revenu (s)	2 746	2 620	2 555	7 392	7 149
Frais autres que d'intérêts c)	1 782	1 680	1 659	5 076	4 946
Frais autres que d'intérêts avant amortissement d)	1 771	1 670	1 648	5 045	4 911
Impôts sur les bénéfices t)	(59)	128	127	(22)	266
Ratio de productivité (%) ((c/s) x 100)	64,9	64,1	64,9	68,7	69,2
Ratio de productivité avant amortissement (%) ((d/s) x 100) (note 1)	64,5	63,8	64,5	68,2	68,7
Croissance du revenu (%) u)	7,5	3,6	(0,6)	3,4	(5,0)
Croissance des frais autres que d'intérêts (%) v)	7,4	4,1	3,6	2,6	4,3
Croissance des frais autres que d'intérêts avant amortissement (%) w) (note 1)	7,5	4,3	3,6	2,7	4,3
Lever d'exploitation (%) (u-v)	0,1	(0,5)	(4,2)	0,8	(9,3)
Lever d'exploitation avant amortissement (%) (u-w) (note 1)	-	(0,7)	(4,2)	0,7	(9,3)
RPA (à partir du revenu net) (en dollars)	0,98	1,25	1,28	2,70	3,24
RPA avant amortissement (note 1) (à partir du revenu net avant amortissement) (en dollars)	1,00	1,26	1,30	2,75	3,29
Taux d'imposition effectif (%) (t/(e+ t+ part des actionnaires sans contrôle d'environ 19 millions par trimestre))	(12,2)	16,3	15,7	(1,5)	13,3

Mesures sur une base excluant l'incidence des éléments significatifs (note 1)

Revenu (s+i+m) 2)	2 746	2 620	2 704	7 880	7 978
Frais autres que d'intérêts (c-b-j) 3)	1 782	1 680	1 659	5 076	4 931
Frais avant amortissement (d-b-j) 4)	1 771	1 670	1 648	5 045	4 896
Impôts sur les bénéfices (t+g+k+o+q) 5)	(39)	128	179	184	598
Revenu net (e+1) 6)	551	642	757	1 810	2 191
Revenu net avant amortissement (f+1)	560	650	767	1 835	2 220
Ratio de productivité (%) ((3/2) x 100)	64,9	64,1	61,4	64,4	61,8
Ratio de productivité avant amortissement (%) ((4/2) x 100)	64,5	63,8	60,9	64,0	61,4
Croissance du revenu (%) x)	1,6	(2,9)	5,2	(1,2)	6,0
Croissance des frais autres que d'intérêts (%) y)	7,4	2,0	3,6	2,9	4,0
Croissance des frais avant amortissement (%) z)	7,5	2,2	3,6	3,0	4,0
Lever d'exploitation (%) (x-y)	(5,8)	(4,9)	1,6	(4,1)	2,0
Lever d'exploitation avant amortissement (%) (x-z)	(5,9)	(5,1)	1,6	(4,2)	2,0
RPA (à partir du revenu net, excluant les éléments significatifs)	1,04	1,25	1,47	3,48	4,24
RPA avant amortissement (à partir du revenu net avant amortissement, excluant les éléments significatifs)	1,06	1,26	1,49	3,53	4,29
RCP (%) (à partir du revenu net, excluant les éléments significatifs)	14,3	17,9	20,6	16,3	19,8
Taux d'imposition effectif (%) (5/(6+5+ part des actionnaires sans contrôle d'environ 19 millions par trimestre))	(7,3)	16,3	18,7	9,0	21,0

Note 1 : Montants ou mesures non conformes aux PCGR.

Note 2 : Les pertes sur produits de base se chiffrent à 15 millions de dollars (10 millions après impôts) au troisième trimestre de 2008, et à 45 millions de dollars (30 millions après impôts) depuis le début de l'exercice. Les pertes sur produits de base n'ont pas été considérées comme un élément significatif pour 2008.

Mesures non conformes aux PCGR

Pour évaluer ses résultats, BMO utilise à la fois des mesures conformes aux PCGR et certaines mesures non conformes aux PCGR. Les organismes de réglementation du commerce des valeurs mobilières exigent que les entreprises préviennent les lecteurs que les résultats et les autres mesures rajustés en fonction de critères autres que les PCGR n'ont pas une signification standard selon les PCGR et sont difficilement comparables avec des mesures similaires utilisées par d'autres entreprises. Le tableau suivant rapproche les mesures non conformes aux PCGR, que la direction surveille régulièrement, et leurs équivalents selon les PCGR.

La direction déclare des montants rajustés pour tenir compte de certains éléments significatifs. Les montants et mesures indiqués sur une base qui exclut les éléments significatifs sont considérés comme utiles car ils sont susceptibles de mieux refléter l'évolution des résultats d'exploitation. Ces éléments significatifs comprennent des charges liées à certaines activités de négociation et à des rajustements d'évaluation au premier trimestre de 2008, des pertes sur produits de base en 2007 (incluant la rémunération liée au rendement connexe), des charges de restructuration comptabilisées en 2007 et des changements apportés à la provision générale pour pertes sur créances. Les montants sont présentés dans le tableau ci-joint et d'autres détails sont fournis dans la section Éléments significatifs ou notables. Comme ces charges ne sont généralement pas régulières, les rajustements qui en tiennent compte sont utiles pour évaluer les tendances des résultats trimestriels.

Les mesures du revenu net avant amortissement, du ratio de productivité avant amortissement et du levier d'exploitation avant amortissement peuvent faciliter la comparaison de deux périodes où il s'est produit une acquisition, surtout parce que l'amortissement des actifs incorporels peut ne pas avoir été considéré comme charge pertinente au moment de la décision d'achat. Les mesures du résultat par action (RPA) avant amortissement sont aussi utiles parce que les analystes s'y intéressent souvent et que le RPA avant amortissement est utilisé par Thomson First Call pour surveiller les prévisions de résultats faites par des tiers et dont les médias font souvent état. Les mesures avant amortissement ajoutent l'amortissement après impôts des actifs incorporels aux résultats selon les PCGR pour en tirer les mesures du revenu net avant amortissement (et du RPA avant amortissement correspondant) et retranchent l'amortissement des actifs incorporels des frais autres que d'intérêts pour en tirer les mesures de la productivité et du levier d'exploitation avant amortissement.

BMO analyse son revenu consolidé selon les PCGR. Cependant, comme plusieurs autres banques, BMO analyse le revenu de ses groupes d'exploitation, et les ratios de ces groupes établis d'après leur revenu, sur une base d'imposition comparable (bic). Selon cette méthode, on augmente les revenus calculés selon les PCGR et la provision pour impôts sur les bénéfices déterminée selon les PCGR d'un montant qui porterait les revenus tirés de certains titres exonérés d'impôt à un niveau auquel ces revenus seraient assujettis à l'impôt, au taux d'imposition prévu par la loi. Pour plus de cohérence, le taux d'imposition effectif est également analysé sur une base d'imposition comparable. La compensation des rajustements sur une base d'imposition comparable des groupes est reflétée dans les résultats des Services d'entreprise. L'analyse sur une base d'imposition comparable permet de neutraliser l'effet, sur les ratios, d'avoir investi dans des titres exonérés d'impôt ou assortis d'avantages fiscaux plutôt que dans des titres entièrement imposables et aux rendements plus élevés. Elle atténue les distorsions des ratios, entre les périodes et entre les institutions, liées au choix de placements assortis d'avantages fiscaux ou imposables. Dans le présent Rapport de gestion, tous les montants de revenus et d'impôts de nos groupes d'exploitation et les ratios correspondants sont présentés sur une base d'imposition comparable, à moins d'indication contraire.

Le profit économique net est le revenu net avant amortissement attribuable aux actionnaires ordinaires, moins une charge au titre du capital, et constitue une mesure efficace de la valeur économique ajoutée.

Change

Les équivalents en dollars canadiens du revenu net, du revenu, des frais, des dotations à la provision pour pertes sur créances et des impôts sur les bénéfices de BMO en dollars américains ont diminué par rapport au troisième trimestre de 2007, en raison de l'affaiblissement du dollar américain au cours de l'année dernière. Au troisième trimestre, le taux de change moyen du dollar canadien par rapport au dollar américain, exprimé par le coût d'un dollar américain en dollars canadiens, a chuté de 5 % par rapport à la même période l'an dernier, mais a augmenté de 1 % par rapport au deuxième trimestre de 2008. Le tableau suivant fait état des taux de change moyens entre les dollars canadien et américain et de l'incidence des fluctuations du taux de change.

Effets des fluctuations du taux de change par rapport au dollar américain sur les résultats de BMO

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)	T3-2008 c. T3-2007	c. T2-2008	Cumul 2008 c. cumul 2007
Taux de change entre les dollars canadien et américain (moyenne)			
Période courante	1,0122	1,0122	1,0057
Période précédente	1,0673	1,0065	1,1243
Revenu augmenté (diminué)	(23)	2	(118)
Frais diminués (augmentés)	23	(2)	138
Dotation à la provision pour pertes sur créances diminuée (augmentée)	24	(3)	58
Impôts sur les bénéfices diminués (augmentés)	(18)	2	(12)
Revenu net augmenté (diminué)	6	(1)	66

Au début de chaque trimestre, BMO prend part à des opérations de couverture destinées à compenser partiellement l'effet avant impôts des fluctuations du taux de change au cours du trimestre sur son revenu net en dollars américains prévu pour ce trimestre. Habituellement, ces opérations atténuent partiellement l'incidence des fluctuations du taux de change à l'intérieur d'un trimestre. Cependant, les opérations de couverture ne visent pas à annuler l'incidence des fluctuations du taux de change d'une année à l'autre ou d'un trimestre à l'autre. Au cours des premier et deuxième trimestres de 2008, le dollar américain a repris de la vigueur. Il s'est également raffermi, mais plus modérément, au cours du troisième trimestre, et le taux de change est passé de 1,0072 \$ CA par dollar américain au 30 avril 2008 à une moyenne de 1,0122 \$ CA. Les transactions de couverture ont entraîné un gain après impôts de 1 million de dollars pour le trimestre et une perte après impôts de 7 millions pour les neuf premiers mois de 2008. Dans les périodes futures, les gains ou les pertes résultant de ces opérations de couverture seront déterminés à la fois par les fluctuations monétaires futures et par la valeur des opérations de couverture sous-jacentes futures, car les transactions sont conclues chaque trimestre en rapport avec le revenu net prévu en dollars américains des trois prochains mois.

Les effets des fluctuations du taux de change sur nos investissements dans des établissements à l'étranger sont analysés dans la section Impôts sur les bénéfices.

Autres mesures de la valeur

Le profit économique net s'établit à 122 millions de dollars (voir la section Mesures non conformes aux PCGR), alors qu'il se chiffrait à 280 millions au troisième trimestre de 2007 et à 266 millions au deuxième trimestre de 2008.

Le rendement total des capitaux propres (RTCP), soit le rendement total d'un placement dans des actions ordinaires de BMO, s'établit à -2,9 % pour le troisième trimestre et à -24,4 % pour les douze mois terminés le 31 juillet 2008. Le RTCP annuel moyen de BMO pour la période de cinq ans terminée le 31 juillet 2008 s'établit à 5,1 %.

Revenu net

Comparaison du troisième trimestre de 2008 et du troisième trimestre de 2007

Le revenu net s'établit à 521 millions de dollars pour le troisième trimestre de 2008, soit une baisse de 139 millions ou de 21 % comparativement à la même période l'an dernier. Le résultat par action se chiffre à 0,98 \$, alors qu'il était de 1,28 \$ au troisième trimestre de 2007. Les résultats du trimestre incluent des charges de 96 millions de dollars après impôts (0,19 \$ par action) liées à la conjoncture des marchés financiers, tel que nous l'expliquons dans la section Incidence de la conjoncture des marchés financiers sur les résultats du troisième trimestre. Les résultats du troisième trimestre de l'an dernier incluaient des pertes sur produits de base de 149 millions de dollars (97 millions après impôts et 0,19 \$ par action) attribuées à BMO Marchés des capitaux.

Les dotations à la provision pour pertes sur créances ont augmenté de 393 millions de dollars par rapport à la même période l'an dernier. Les dotations à la provision pour pertes sur créances totalisent 484 millions de dollars, incluant une hausse de 50 millions de la provision générale. Les dotations à la provision spécifique ont été haussées à 434 millions de dollars en raison de l'inclusion de dotations de 247 millions de dollars pour deux comptes d'entreprises, qui sont liés au marché de l'habitation aux États-Unis et ont été classés dans les prêts douteux au cours de la première moitié de l'exercice en cours. La taille des dotations pour ces deux prêts reflète la faiblesse persistante du marché immobilier résidentiel aux États-Unis et la nature spécifique des prêts sous-jacents. BMO a financé ces deux comptes à partir de son conduit de titrisation américain plus tôt cette année. Le reste de la hausse reflète la détérioration de la conjoncture économique.

Le revenu net de PE Canada a diminué de 13 millions de dollars ou de 3,2 % par rapport à la même période l'an dernier. Les résultats du troisième trimestre de l'an dernier incluaient un recouvrement de 14 millions de dollars d'impôts sur les bénéfices de périodes antérieures. Rajusté pour tenir compte de cet élément, le revenu net s'est accru de 1 million de dollars ou de 0,8 %. La forte croissance des volumes de la plupart des produits s'est poursuivie en dépit du ralentissement économique, tandis que les marges se rétrécissaient en raison de la hausse des coûts de mobilisation des fonds et des pressions concurrentielles sur les prix. Comme prévu, les frais ont augmenté en raison d'impôts sur le capital plus élevés et du moment choisi pour effectuer des dépenses stratégiques.

Le revenu net de PE États-Unis s'est accru de 4 millions de dollars américains ou de 12 %. Les volumes, les marges et les revenus de commissions ont tous augmenté.

Le revenu net du groupe Gestion privée a progressé de 8 millions de dollars ou de 8,4 %, atteignant un niveau record. La progression est due principalement à la hausse des revenus des services de courtage et de la gestion bancaire privée en Amérique du Nord. Les frais ont augmenté, en raison surtout de la hausse des frais liés aux revenus et à l'élargissement de l'équipe de vente.

Le revenu net de BMO Marchés des capitaux s'est accru de 65 millions de dollars ou de 34 %. La conjoncture des marchés financiers demeure difficile, mais nos secteurs sensibles aux taux d'intérêt continuent à bien performer et les revenus de négociation ont augmenté considérablement par rapport au résultat de la même période l'an dernier qui incluait d'importantes pertes sur produits de base. Les commissions sur les fusions et acquisitions et sur les prises fermes de titres de participation ont baissé par rapport aux niveaux élevés atteints pour la même période l'an dernier. Les résultats du trimestre ont subi le contrecoup d'une charge de 96 millions de dollars après impôts liée à la conjoncture des marchés financiers et d'une charge de 19 millions après impôts pour des indemnités de licenciement. Ils ont cependant bénéficié d'un recouvrement d'impôts sur les bénéfices de périodes antérieures, dont 82 millions de dollars ont été attribués au groupe.

Le revenu net des Services d'entreprise a diminué de 202 millions de dollars comparativement à la même période l'an dernier, en raison principalement de la hausse des dotations à la provision spécifique pour pertes sur créances et de la provision générale. BMO impute les pertes sur créances prévues aux groupes d'exploitation et porte le reste des dotations à la provision pour pertes sur créances au crédit ou au débit des Services d'entreprise.

Comparaison du troisième trimestre de 2008 et du deuxième trimestre de 2008

Le revenu net a diminué de 121 millions de dollars ou de 19 %. Cette diminution est attribuable aux rajustements d'évaluation et à la hausse des dotations à la provision pour pertes sur créances. De plus, les résultats du deuxième trimestre bénéficiaient de l'effet positif de rajustements d'évaluation de 42 millions de dollars (28 millions après impôts) comptabilisés dans les résultats de BMO Marchés des capitaux. Pour plus de détails, voir la section Éléments significatifs ou notables.

Le revenu net de PE Canada s'est accru de 12 millions de dollars ou de 3,4 %. Le revenu a fortement progressé, grâce au fait que le troisième trimestre comptait deux jours civils de plus que le précédent, à la croissance des volumes de la plupart des produits, à l'accroissement de la marge nette d'intérêts et à l'augmentation des revenus des services de cartes et des revenus de Moneris. Les frais autres que d'intérêts ont augmenté en raison de la hausse des dépenses liées à des initiatives stratégiques, des impôts sur le capital et des dépenses publicitaires.

Le revenu net de PE États-Unis a reculé de 2 millions de dollars américains ou de 5,2 %. Les résultats du trimestre précédent incluaient un gain de 13 millions de dollars américains après impôts, déduction faite d'une provision pour litiges liée au premier appel public à l'épargne de Visa Inc., ainsi que des frais exceptionnellement élevés et des revenus réduits. Au cours du troisième trimestre, les volumes des principaux produits, les marges et les commissions ont augmenté. La marge nette d'intérêts s'est elle aussi accrue et nous avons observé les premiers signes d'une stabilisation des marges des prêts et des dépôts dans les segments des particuliers et des entreprises.

Le groupe Gestion privée a augmenté son revenu net de 1 million de dollars ou de 1,0 % par rapport au deuxième trimestre. Le revenu a fortement progressé, principalement grâce à l'augmentation des revenus des secteurs du courtage et des fonds d'investissement. Les frais ont eux aussi augmenté de façon appréciable, principalement en raison de la hausse des frais liés aux revenus.

Le revenu net de BMO Marchés des capitaux a augmenté de 77 millions de dollars ou de 42 %. La conjoncture du troisième trimestre était difficile, mais nos activités de négociation et nos secteurs sensibles aux taux d'intérêt ont été solides et les commissions sur prises fermes de titres de participation et de titres d'emprunt ont augmenté. Les pertes sur titres de placement ont augmenté elles aussi et l'activité a diminué dans le secteur des fusions et acquisitions. Comme il est expliqué ci-dessus, les résultats du trimestre ont subi le contrecoup de charges liées à la situation actuelle des marchés financiers et à des indemnités de licenciement, mais ils ont bénéficié d'un recouvrement d'impôts sur les bénéfices de périodes antérieures. Les résultats du deuxième trimestre incluaient un gain net lié à la conjoncture des marchés du crédit.

Le revenu net des Services d'entreprises a diminué de 209 millions de dollars, principalement à cause de la hausse des dotations à la provision pour pertes sur créances.

Comparaison des neuf premiers mois de 2008 et des neuf premiers mois de 2007

Le revenu net a diminué de 261 millions de dollars ou de 16 % et s'établit à 1 418 millions de dollars. Il a été réduit par des charges nettes de 392 millions de dollars après impôts liées à la conjoncture des marchés financiers et par une hausse de 68 millions de dollars après impôts de la provision générale pour pertes sur créances. Le revenu net du troisième trimestre a bénéficié d'un recouvrement d'impôts sur les bénéfices de périodes antérieures de 95 millions de dollars. Le revenu net de la période comparable en 2007 avait été diminué par des éléments significatifs totalisant 512 millions de dollars liés à des pertes sur produits de base (424 millions) et à une charge de restructuration (88 millions). Les dotations à la provision spécifique pour pertes sur créances ont augmenté de 553 millions de dollars comparativement à la même période l'an dernier, en raison du contexte du crédit et de la faiblesse du marché de l'habitation aux États-Unis.

Le revenu net de PE Canada a diminué de 4 millions de dollars ou de 0,3 %, mais il a augmenté de 42 millions ou de 4,6 % après rajustement pour tenir compte des gains sur assurances et sur titres de placement et d'un recouvrement d'impôts sur les bénéfices d'exercices antérieurs comptabilisés en 2007. Les volumes de la plupart des produits ont

nettement augmenté. La marge nette d'intérêts s'est contractée de 2 points de base par rapport à la même période l'an dernier. Quant aux frais, ils ont augmenté en raison de la hausse des dépenses liées à des initiatives, notamment l'expansion et la rénovation de notre réseau de succursales ainsi que l'augmentation du nombre de nos spécialistes des prêts hypothécaires et de nos planificateurs financiers, de même qu'en raison de la hausse des impôts sur le capital.

PE États-Unis a augmenté son revenu net de 10 millions de dollars américains ou de 12 %. L'augmentation est due à la transaction liée à Visa ainsi qu'aux acquisitions, à la croissance des volumes et à la progression des commissions et des autres revenus autres que d'intérêts, partiellement neutralisées par un contexte du crédit plus difficile, la poursuite de nos investissements et de notre expansion dans certains secteurs ciblés ainsi que par le rétrécissement des marges nettes d'intérêts.

Le revenu net du groupe Gestion privée s'est accru de 25 millions de dollars ou de 8,9 %. Le revenu, en dépit de la faiblesse du marché, a progressé de 29 millions de dollars ou de 1,9 %. Si on exclut l'incidence de l'affaiblissement du dollar américain et le gain de 7 millions sur la vente des actions ordinaires de la Bourse de Montréal en 2007, la progression est de 60 millions de dollars ou de 3,9 %. La croissance est due à la progression des dépôts dans le secteur du courtage et à celle des revenus des services de placement et de fiducie de la gestion privée.

Le revenu net de BMO Marchés des capitaux a augmenté de 36 millions de dollars ou de 9,6 %. En 2008, les conditions des marchés financiers sont beaucoup plus difficiles qu'en 2007 pour plusieurs de nos secteurs d'activité, mais les secteurs sensibles aux taux d'intérêt continuent à bien performer. Les résultats depuis le début du présent exercice ont subi le contrecoup des charges de 392 millions de dollars après impôts liées à la détérioration des marchés financiers, mais ils ont bénéficié du recouvrement de 82 millions de dollars d'impôts sur les bénéfices de périodes antérieures. Les résultats de la période comparable en 2007 incluaient des charges liées à des pertes sur produits de base de 424 millions de dollars, déduction faite des impôts et des rajustements relatifs à la rémunération.

Le revenu net des Services d'entreprise a diminué de 319 millions de dollars, surtout à cause de la hausse des dotations à la provision pour pertes sur créances, y compris l'augmentation de la provision générale pour pertes sur créances. En 2007, les résultats incluaient une charge de restructuration de 135 millions de dollars (88 millions après impôts).

Revenu

BMO analyse son revenu consolidé selon les PCGR. Cependant, comme plusieurs autres banques, BMO analyse le revenu de ses groupes d'exploitation, et les ratios connexes établis d'après leur revenu, sur une base d'imposition comparable (bic). Selon cette méthode, on augmente les revenus calculés selon les PCGR et la provision pour impôts sur les bénéfices déterminée selon les PCGR d'un montant qui porterait les revenus tirés de certains titres exonérés d'impôt à un niveau auquel ces revenus seraient assujettis à l'impôt, au taux d'imposition prévu par la loi. La compensation des rajustements sur une base d'imposition comparable des groupes est reflétée dans les résultats des Services d'entreprise.

Le revenu total du troisième trimestre de 2008 représente une augmentation de 191 millions de dollars ou de 7,5 % par rapport à la même période l'an dernier. Le revenu du troisième trimestre de 2008 a subi le contrecoup des charges liées à la conjoncture des marchés financiers, alors que les revenus de la même période en 2007 incluaient des pertes sur produits de base. Par rapport au deuxième trimestre, le revenu a augmenté de 126 millions de dollars, grâce à la croissance des volumes de PE Canada, à l'augmentation des revenus des services de gestion bancaire privée du groupe Gestion privée ainsi qu'aux revenus de négociation et des secteurs sensibles aux taux d'intérêt de BMO Marchés des capitaux.

L'affaiblissement du dollar américain a réduit la croissance du revenu de 23 millions de dollars ou de 0,9 point de pourcentage par rapport à la même période l'an dernier. L'incidence des fluctuations du taux de change entre les dollars canadien et américain par rapport au deuxième trimestre était non significative. Les variations du revenu net d'intérêts et du revenu autre que d'intérêts sont analysées dans les sections qui suivent.

Revenu net d'intérêts

Le revenu net d'intérêts a augmenté de 39 millions de dollars ou de 3,0 % par rapport à la même période l'an dernier. Le revenu net d'intérêts de chacun des groupes d'exploitation a augmenté mais celui des Services d'entreprise a diminué. L'actif productif moyen s'est accru de 14 milliards de dollars, ayant progressé dans chacun des groupes d'exploitation. L'actif productif de PE Canada s'est accru de 6 milliards de dollars, la croissance s'étant manifestée dans tous les secteurs d'activité à l'exception des prêts hypothécaires, qui ont diminué en raison de notre retrait du circuit des courtiers hypothécaires et de l'incidence des opérations de titrisation. L'actif productif de BMO Marchés des capitaux s'est accru de 4 milliards de dollars, principalement grâce à la croissance des prêts aux grandes entreprises.

Par rapport au deuxième trimestre, le revenu net d'intérêts a progressé de 112 millions de dollars, ayant augmenté dans chacun des groupes d'exploitation. L'actif productif moyen de BMO a diminué de 2 milliards de dollars, en raison d'une réduction des actifs de négociation de BMO Marchés des capitaux.

Au cours des neuf premiers mois de l'exercice, le revenu net d'intérêts a augmenté de 27 millions de dollars. PE Canada, le groupe Gestion privée, BMO Marchés des capitaux et PE États-Unis (en dollars américains) ont enregistré une hausse à ce chapitre, contrairement aux Services d'entreprise. L'actif productif moyen a augmenté de 28 milliards de dollars. L'actif productif de PE Canada a progressé de 6 milliards de dollars, grâce à la croissance de tous ses secteurs d'activité sauf les prêts hypothécaires, en raison de notre retrait du circuit des courtiers hypothécaires et de l'incidence des opérations de titrisation. L'actif productif de BMO Marchés des capitaux s'est accru de 20 milliards de dollars, grâce à la progression des prêts aux grandes entreprises et des actifs du marché monétaire. Le revenu net d'intérêts des Services d'entreprise a diminué en raison de la hausse des coûts de mobilisation des fonds et d'un grand nombre d'éléments peu significatifs qui ont eu une incidence négative sur les résultats du premier trimestre.

La marge nette d'intérêts globale sur l'actif productif de BMO s'établit à 1,59 % pour le troisième trimestre de 2008, soit 2 points de base de moins qu'au troisième trimestre de l'exercice précédent et 11 points de base de plus qu'au deuxième trimestre. Les marges individuelles et les variations dans l'ampleur de l'actif de chaque groupe d'exploitation constituent les deux principaux facteurs susceptibles d'influer sur la marge nette d'intérêts globale de BMO. La diminution de 2 points de base sur un an est principalement attribuable à la croissance des actifs à plus faible marge de BMO Marchés des capitaux, à la baisse du revenu net d'intérêts des Services d'entreprise et à la réduction des marges des groupes d'exploitation à l'exception de BMO Marchés des capitaux. Comme ce fut le cas aux premier et deuxième trimestres, les marges de PE États-Unis et du groupe Gestion privée ont toutes deux sensiblement diminué, mais comme il s'agit de groupes relativement plus petits, l'effet de ces diminutions sur la marge totale de BMO a été minime.

Comparativement à la même période l'an dernier, la marge nette d'intérêts de PE Canada s'est rétrécie de 5 points de base, en raison de la baisse des frais de refinancement des prêts hypothécaires, de la hausse des coûts de mobilisation des fonds et des pressions concurrentielles sur les prix, partiellement compensées par une meilleure répartition des produits. Par rapport au deuxième trimestre, la marge nette d'intérêts de PE Canada s'est accrue de 2 points de base, grâce à une meilleure répartition des produits et à la hausse des frais de refinancement des prêts hypothécaires, partiellement neutralisées par la hausse des coûts de mobilisation des fonds. La marge nette d'intérêts de PE États-Unis s'est contractée de 26 points de base comparativement à la même période l'an dernier, dont 22 points de base en raison d'un transfert de portefeuille au premier trimestre. La marge nette d'intérêts a subi les effets de l'affaiblissement des marchés du crédit et des pressions concurrentielles continues, mais elle s'est accrue de 18 points de base par rapport au deuxième trimestre et présente les premiers signes d'une stabilisation des marges sur les prêts et les dépôts. La marge de BMO Marchés des capitaux s'est améliorée comparativement à la même période l'an dernier et au deuxième trimestre, grâce à de meilleures marges dans les secteurs de la négociation et des prêts aux grandes entreprises. Le revenu net d'intérêts des Services d'entreprise a diminué de 45 millions de dollars comparativement à la même période l'an

dernier, en partie à cause de la hausse des coûts nets de mobilisation de fonds. Ce recul a diminué la marge globale de BMO.

Pour les neuf premiers mois de l'exercice, la marge nette d'intérêts de BMO a perdu 13 points de base. Cette diminution est attribuable à la

Marge nette d'intérêts (bic)*

(en points de base)	T3-2008	Augmentation (Diminution) c. T3-2007	Augmentation (Diminution) c. T2-2008	Cumul 2008	Augmentation (Diminution) c. cumul 2007
PE Canada	268	(5)	2	266	(2)
PE États-Unis	311	(26)	18	301	(37)
Services bancaires Particuliers et entreprises	275	(8)	4	272	(7)
Groupe Gestion privée	887	(70)	(33)	891	(94)
BMO Marchés des capitaux	67	6	12	62	(1)
Services d'entreprise, y compris Technologie et opérations (T&O)	n.s.	n.s.	n.s.	n.s.	n.s.
Total de BMO	159	(2)	11	150	(13)
Total des services de détail au Canada**	303	(5)	1	300	(4)

* La marge nette d'intérêts est calculée et présentée par rapport à l'actif productif moyen plutôt que par rapport à l'actif total. Cette méthode produit une mesure plus pertinente des marges et de leurs variations. Les marges des groupes d'exploitation sont présentées sur une base d'imposition comparable, tandis que la marge globale de BMO est présentée selon les PCGR.

** La marge totale des services de détail au Canada représente la marge nette d'intérêts des activités combinées des secteurs canadiens de PE Canada et du groupe Gestion privée.
n.s. – non significatif

Revenu autre que d'intérêts

Le revenu autre que d'intérêts a augmenté de 152 millions de dollars ou de 12 % par rapport à la même période l'an dernier. Tous les groupes d'exploitation et les Services d'entreprise ont connu une croissance significative à ce chapitre. Les revenus de négociation ont augmenté principalement en raison des pertes sur produits de base subies au cours de la période correspondante l'an dernier et de la hausse des taux d'intérêt et des revenus de négociation de contrats de change. Le revenu tiré des frais des services bancaires d'investissement et des commissions sur titres a diminué en raison des conditions difficiles sur les marchés financiers. Les revenus de titrisation ont augmenté grâce à des gains totalisant 41 millions de dollars tirés d'opérations de titrisation de prêts hypothécaires à l'habitation de 1,7 milliard de dollars et de prêts sur cartes de crédit de 1 milliard de dollars, et à une hausse de 33 millions de dollars des gains à la vente de prêts à des entités de titrisation à rechargement.

Par rapport au deuxième trimestre, le revenu autre que d'intérêts s'est accru de 14 millions de dollars, grâce à la progression des revenus de négociation et des commissions sur prêts. Les revenus des prises fermes de titres de participation et d'emprunt, les revenus de commissions et les frais des services de cartes ont aussi augmenté. Les gains sur titres ont sensiblement baissé et les commissions sur les fusions et acquisitions ont aussi diminué.

Pour les neuf premiers mois de l'exercice, le revenu autre que d'intérêts s'est accru de 216 millions de dollars ou de 6,2 %. Les revenus de négociation ont fortement progressé, les pertes sur produits de base comptabilisées en 2007 ayant été supérieures aux charges liées à la détérioration des marchés financiers en 2008. Les revenus de titrisation ont aussi fortement augmenté grâce à la hausse des gains à la vente et les revenus tirés des fonds d'investissement ont progressé. Des baisses considérables ont été enregistrées au chapitre des frais liés aux marchés financiers, notamment les commissions et droits sur titres, les commissions sur les prises fermes de titres de participation ainsi que les commissions sur les fusions et acquisitions. Les gains sur titres de placement et les autres revenus ont également connu une baisse importante.

Frais autres que d'intérêts

Les frais autres que d'intérêts ont augmenté de 123 millions de dollars ou de 7,4 % comparativement à la même période l'an dernier et ils s'établissent à 1 782 millions. L'augmentation est attribuable aux investissements dans nos activités, notamment le développement de notre équipe de vente et les acquisitions, à une charge imputée à BMO Marchés des capitaux pour des indemnités de licenciement et à des impôts sur le capital plus élevés, facteurs partiellement compensés par la baisse de la rémunération liée au rendement, principalement à l'intérieur de BMO Marchés des capitaux. L'affaiblissement du dollar américain a réduit la croissance des frais de 23 millions de dollars ou de 1,4 point de pourcentage par rapport à la même période l'an dernier.

Le levier d'exploitation avant amortissement s'établit à 0 % pour le troisième trimestre.

croissance des niveaux d'actifs de BMO Marchés des capitaux, à la réduction des marges de chacun des groupes d'exploitation et à la baisse du revenu net d'intérêts des Services d'entreprise.

Par rapport au deuxième trimestre, les frais autres que d'intérêts ont augmenté de 102 millions de dollars ou de 6,0 %. L'augmentation est attribuable à la hausse de la rémunération liée au rendement correspondant à la progression des revenus, aux investissements dans nos activités y compris les acquisitions, à une charge liée aux indemnités de licenciement attribuée à BMO Marchés des capitaux et à des impôts sur le capital plus élevés. Au deuxième trimestre, les frais incluaient une provision pour litiges liée à Visa Inc. et des coûts d'avantages sociaux exceptionnellement élevés. L'incidence des fluctuations du taux de change entre les dollars canadien et américain par rapport au deuxième trimestre était non significative.

Pour les neuf premiers mois de l'exercice, les frais autres que d'intérêts ont augmenté de 130 millions de dollars ou de 2,6 % et s'établissent à 5 076 millions de dollars. Il y a eu des investissements dans nos activités, notamment des acquisitions, de nouvelles succursales et la création de nouveaux postes dans les services à la clientèle, ainsi qu'une charge liée à des indemnités de licenciement à l'intérieur de BMO Marchés des capitaux, tandis que les coûts des avantages sociaux diminuaient. L'affaiblissement du dollar américain a réduit la croissance des frais de 138 millions de dollars ou de 2,9 points de pourcentage par rapport à la même période l'an dernier. Les frais de la période correspondante l'an dernier incluaient une charge de restructuration de 135 millions de dollars, déduction faite d'une réduction de 120 millions de la rémunération liée au rendement.

Pour les neuf premiers mois de l'exercice en cours, le levier d'exploitation avant amortissement s'établit à 0,7 %.

Gestion des risques

Les conditions des marchés sont restées instables au cours du troisième trimestre, en raison des inquiétudes suscitées par le marché de l'immobilier aux États-Unis, des activités liées au financement structuré et de la situation des liquidités. Ces inquiétudes, de même que les prix de l'énergie qui sont restés élevés, un dollar canadien fort pendant une grande partie du troisième trimestre et le ralentissement de l'économie américaine, ont contribué à la détérioration du contexte du crédit.

Les dotations à la provision spécifique pour pertes sur créances ont été exceptionnellement élevées et ont totalisé 434 millions de dollars au troisième trimestre. Ces dotations incluaient une charge de 27 millions de dollars liée à un client dans le secteur du pétrole et du gaz, ainsi qu'une charge de 247 millions pour deux prêts à de grandes entreprises, qui sont liés au marché de l'habitation aux États-Unis et qui ont été classés comme douteux plus tôt cette année. La taille de cette dernière dotation reflète la faiblesse persistante du marché de l'immobilier résidentiel aux États-Unis et la nature spécifique des prêts sous-jacents. Un des prêts servait à fournir des fonds à une entreprise qui achetait des prêts hypothécaires en difficulté, tandis que l'autre avait été octroyé à une société de promotion immobilière dans le secteur résidentiel.

Les dotations à la provision spécifique pour pertes sur créances se chiffraient à 91 millions de dollars au troisième trimestre de 2007 et à 151 millions au deuxième trimestre de 2008. La provision générale pour pertes sur créances a été majorée de 50 millions de dollars au cours du troisième trimestre de 2008. Il n'y a pas eu de modification correspondante au cours des périodes comparées. L'augmentation de la provision générale indique un ralentissement économique en perspective.

Pour les neuf premiers mois de l'exercice, la dotation à la provision pour pertes sur créances s'élève à 865 millions de dollars, soit 755 millions de dotations à la provision spécifique et une hausse de 110 millions de la provision générale. Pour la période comparable en 2007, les dotations à la provision spécifique se chiffraient à 202 millions de dollars et aucun changement n'avait été apporté à la provision générale.

Les dotations à la provision spécifique annualisées pour les neuf premiers mois de l'exercice représentent 46 points de base du solde net moyen des prêts et acceptations, y compris les titres pris en pension ou empruntés, alors qu'ils en représentaient 13 points de base il y a un an, 30 points de base pour les deux premiers trimestres et 15 points de base en moyenne pour les cinq derniers exercices.

Le solde des nouveaux prêts douteux se chiffre à 438 millions de dollars pour le trimestre, alors qu'il s'élevait à 554 millions au deuxième trimestre et à 106 millions il y a un an. Au troisième trimestre de 2008, la plus grande partie des nouveaux prêts douteux se retrouve dans les secteurs de la production manufacturière ainsi que dans les secteurs de l'immobilier commercial et du pétrole et du gaz aux États-Unis. Au deuxième trimestre, des nouveaux prêts douteux de 234 millions de dollars étaient attribuables au secteur immobilier commercial américain tandis que le secteur manufacturier était responsable de nouveaux prêts douteux de 100 millions de dollars. Au deuxième trimestre, les nouveaux prêts douteux du secteur immobilier commercial américain incluaient des prêts de 150 millions de dollars octroyés à une seule entreprise.

Les ventes de prêts douteux s'élèvent à 5 millions de dollars pour le troisième trimestre et les reprises et recouvrements correspondants, à 2 millions. Il n'y a pas eu de ventes de prêts douteux au trimestre précédent ni au troisième trimestre de 2007.

Le solde brut des prêts et acceptations douteux a légèrement diminué par rapport au deuxième trimestre, mais il a augmenté par rapport au premier trimestre en raison des nouveaux prêts douteux mentionnés plus haut. Reflétant notre position dans le cycle du crédit, le solde brut des prêts douteux devrait demeurer plus élevé pour l'exercice 2008, comparativement au plancher historique atteint en 2007.

La provision totale pour pertes sur créances, qui a augmenté de 158 millions de dollars au cours du trimestre, s'établissait à 1 494 millions à la fin du trimestre et était constituée d'une provision spécifique de 427 millions de dollars et d'une provision générale de 1 067 millions. La provision pour pertes sur créances s'établissait à 1 494 millions de dollars, alors que le solde brut des prêts douteux s'élevait à 1 798 millions à la fin du troisième trimestre; à la fin du deuxième trimestre, cette provision se chiffrait à 1 336 millions de dollars et le solde brut des prêts douteux, à 1 820 millions.

La provision générale couvre toute perte de valeur dans le portefeuille qui ne peut être associée à un crédit en particulier. Réévaluée chaque trimestre, elle a augmenté de 169 millions de dollars depuis la fin de l'exercice précédent. Une partie de cette somme, soit 110 millions de dollars, correspond aux augmentations de la provision comptabilisées aux premier et troisième trimestres de 2008 et le reste, à l'acquisition de banques au Wisconsin et à l'incidence de l'évolution du taux de change entre les dollars canadien et américain.

Le portefeuille de prêts de BMO demeure constitué en grande partie de prêts aux particuliers et de prêts aux entreprises, qui sont plus stables et qui, abstraction faite des titres pris en pension ou empruntés, représentaient 77,8 % du portefeuille de prêts à la fin du trimestre, alors qu'ils en représentaient 80,9 % il y a un an et 78,7 % à la fin du deuxième trimestre.

Nous nous attendons à ce que les conditions du crédit demeurent difficiles d'ici la fin de l'exercice, car le secteur immobilier et celui de la production manufacturière restent faibles aux États-Unis.

Nous avons indiqué à la fin du deuxième trimestre que les dotations à la provision spécifique trimestrielles moyennes pour le reste de l'exercice seraient plus élevées qu'aux premier et deuxième trimestres, en raison de la dégradation continue du contexte du crédit, entre autres dans le secteur immobilier aux États-Unis. Comme nous l'avons indiqué plus tôt, les dotations à la provision pour pertes sur créances au troisième trimestre ont été exceptionnellement élevées comparativement aux trimestres antérieurs, en raison des dotations considérables établies en rapport avec deux comptes. Au quatrième trimestre, les dotations à la provision spécifique devraient être moins élevées qu'au troisième trimestre.

Le cadre de gestion de BMO à l'égard du risque de marché et du risque de liquidité et de financement ainsi que ses principales mesures à l'égard de ces risques sont exposés aux pages 68 à 71 du Rapport annuel 2007 de BMO. Le risque lié à la valeur de marché à l'égard des activités de négociation et de prise ferme et à la volatilité du revenu net a augmenté par rapport au trimestre précédent, principalement en raison d'une plus grande instabilité des écarts de taux et des taux d'intérêt observés. Depuis le début de l'exercice 2008, dans un but d'harmonisation avec les définitions réglementaires des catégories de risque, le risque général d'écart de taux et le risque général de taux d'intérêt ont été réunis et sont maintenant indiqués ensemble sur la ligne Risque lié aux taux d'intérêt (marché), dans le Sommaire du risque total lié à la valeur de marché – Négociation et prise ferme. Ce changement n'a pas d'incidence sur le risque total lié à la valeur de marché, mais seulement sur la façon dont les résultats sont présentés. Les données sur le risque lié à la valeur de marché pour le 31 octobre 2007 ont été retraitées pour tenir compte de ce changement. Aucun changement important n'a été apporté à nos pratiques de gestion du risque de marché au cours du troisième trimestre. Aucun changement important n'a été apporté aux niveaux du risque structurel de marché et du risque de liquidité et de financement au cours du trimestre. Aucun changement important n'a été apporté à nos pratiques de gestion du risque structurel de marché au cours du trimestre. Nous demeurons d'avis que notre cadre de gestion du risque de liquidité et de financement nous place dans une position solide malgré l'évolution du marché. L'encaisse et les valeurs mobilières en pourcentage de l'actif total de BMO s'établissaient à 29,6 % à la fin du trimestre, soit le même pourcentage qu'à la fin du deuxième trimestre, et à 33,1 % à la fin de l'exercice 2007.

Cette section sur la gestion des risques et la section suivante qui traite des impôts sur les bénéfices contiennent des déclarations prospectives. Voir la mise en garde concernant les déclarations prospectives.

Dotations à la provision pour pertes sur créances

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)

	T3-2008	T2-2008	T3-2007	Cumul 2008	Cumul 2007
Nouvelles dotations à la provision spécifique	475	201	129	881	308
Reprises sur provisions établies précédemment	(7)	(15)	(14)	(35)	(39)
Recouvrement de prêts radiés précédemment	(34)	(35)	(24)	(91)	(67)
Dotation à la provision spécifique pour pertes sur créances	434	151	91	755	202
Augmentation de la provision générale	50	-	-	110	-
Dotation à la provision pour pertes sur créances	484	151	91	865	202

Dotation à la provision spécifique pour pertes sur créances en pourcentage du solde net moyen des prêts et acceptations (annualisée)	0,80 %	0,28 %	0,18 %	0,46 %	0,13 %
Dotation à la provision pour pertes sur créances en pourcentage du solde net moyen des prêts et acceptations (annualisée)	0,89 %	0,28 %	0,18 %	0,53 %	0,13 %

Modifications du solde brut des prêts et acceptations douteux (SBPAD)

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)

SBPAD au début de la période	1 820	1 347	688	720	666
Transfert de prêts et acceptations à l'état douteux	438	554	106	1 700	350
Réduction des prêts et acceptations douteux 1)	(91)	31	(60)	(39)	(124)
Radiations	(369)	(112)	(116)	(583)	(274)
SBPAD à la fin de la période	1 798	1 820	618	1 798	618

SBPAD en pourcentage du solde brut des prêts et acceptations	0,86 %	0,88 %	0,30 %	0,86 %	0,30 %
SBPAD en pourcentage du total des capitaux propres et de la provision pour pertes sur créances	9,09 %	9,54 %	3,49 %	9,09 %	3,49 %

1) Comprend le montant des prêts douteux classés de nouveau dans les prêts productifs, les ventes de prêts, les remboursements, l'incidence des fluctuations du taux de change et les compensations des radiations des prêts à la consommation qui n'ont pas été comptabilisés dans les nouveaux prêts douteux (T3 08 : 106 millions de dollars; T2 08 : 98 millions de dollars; T3 07 : 76 millions de dollars).

Risques globaux liés à la valeur de marché et à la volatilité du revenu net pour les activités de négociation et de prise ferme et pour les placements du portefeuille structurel (en millions de dollars)*

(équivalent en dollars canadiens après impôts)	Risque lié à la valeur de marché			Volatilité du revenu net sur 12 mois		
	31 juillet 2008	30 avril 2008	31 octobre 2007	31 juillet 2008	30 avril 2008	31 octobre 2007
Activité de négociation et de prise ferme	(24,0)	(18,3)	(18,2)	(21,5)	(16,1)	(12,6)
Éléments du portefeuille structurel	(256,8)	(231,1)	(231,6)	(21,7)	(24,3)	(24,2)
BMO Groupe financier	(280,8)	(249,4)	(249,8)	(43,2)	(40,4)	(36,8)

* Selon un niveau de confiance de 99 %. Les pertes sont indiquées entre parenthèses.

Sommaire du risque total lié à la valeur de marché – Négociation et prise ferme (en millions de dollars)*

(équivalent en dollars canadiens avant impôts)	Pour le trimestre terminé le 31 juillet 2008				Au 30 avril 2008	Au 31 octobre 2007
	À la fin du trimestre	Moyenne	Haut	Bas	À la fin du trimestre	À la fin du trimestre
Risque lié aux produits de base	(1,2)	(3,0)	(6,8)	(1,1)	(2,7)	(2,7)
Risque lié aux actions	(9,3)	(9,6)	(14,8)	(6,4)	(12,7)	(9,5)
Risque lié au change	(1,9)	(1,5)	(3,5)	(0,3)	(1,3)	(0,9)
Risque lié aux taux d'intérêt (marché)	(22,7)	(18,0)	(27,0)	(10,9)	(12,3)	(10,0)
Diversification	8,3	8,8	n.s. ¹	n.s. ¹	8,3	9,1
Risque global	(26,8)	(23,3)	(32,1)	(17,3)	(20,7)	(14,0)
Risque lié aux taux d'intérêt (comptabilité d'exercice)	(6,3)	(6,0)	(8,4)	(4,2)	(4,6)	(9,1)
Risque lié à l'émetteur	(3,9)	(3,7)	(5,0)	(2,7)	(2,8)	(4,9)
Risque total lié à la valeur de marché	(37,0)	(33,0)	(43,3)	(25,4)	(28,1)	(28,0)

n.s. – non significatif

* Mesure sur un jour selon un niveau de confiance de 99 %. Les pertes sont indiquées par des montants entre parenthèses et les gains, par des montants positifs.

¹ Le calcul de l'effet de la diversification sur le cours le plus haut et sur le cours le plus bas n'est pas considéré comme significatif.

Sensibilité du revenu net et de la valeur du portefeuille structurel inscrits au bilan à l'évolution des taux d'intérêt (en millions de dollars)*

(équivalent en dollars canadiens après impôts)	Sensibilité de la valeur économique			Sensibilité du revenu net au cours des 12 mois à venir		
	31 juillet 2008	30 avril 2008	31 octobre 2007	31 juillet 2008	30 avril 2008	31 octobre 2007
Hausse de 100 points de base	(212,7)	(187,9)	(201,1)	2,5	(20,2)	6,6
Baisse de 100 points de base	152,8	141,5	138,6	(4,2)	27,5	(15,4)
Hausse de 200 points de base	(476,9)	(439,4)	(438,1)	(8,3)	(47,0)	0,4
Baisse de 200 points de base	280,0	280,9	234,0	(111,4)	(14,3)	(17,0)

* Les pertes sont indiquées par des montants entre parenthèses et les gains, par des montants positifs.

Impôts sur les bénéfices

Comme il est expliqué à la section Revenu, la direction évalue les résultats consolidés de BMO pour l'exercice 2008, ainsi que les provisions pour impôts sur les bénéfices connexes, selon les PCGR. Nous continuons à évaluer et à présenter les résultats des groupes d'exploitation et les impôts sur les bénéfices connexes sur une base d'imposition comparable.

La provision pour impôts, en baisse de 186 millions de dollars par rapport au troisième trimestre de 2007 et de 187 millions de dollars par rapport au deuxième trimestre de 2008, est devenue un recouvrement d'impôts de 59 millions de dollars. Le taux d'imposition effectif pour le trimestre est un taux de recouvrement de 12,2 %, comparativement à une charge fiscale de 15,7 % au troisième trimestre de 2007 et de 16,3 % au deuxième trimestre de 2008. Pour les neuf premiers mois de l'exercice en cours, le taux effectif correspond à un taux de recouvrement de 1,5 %, alors qu'il correspondait à une charge fiscale de 13,3 % pour la même période l'an dernier.

Les baisses du taux effectif par rapport au deuxième trimestre de 2008 et au troisième trimestre de 2007 s'expliquent surtout par des recouvrements d'impôts sur les bénéfices d'exercices antérieurs de 95 millions de dollars et la proportion plus importante de revenus provenant de territoires où les taux d'imposition sont moins élevés. Abstraction faite des charges liées à la situation des marchés financiers, des changements à la provision générale et des recouvrements d'impôts, le taux effectif pour les neuf premiers mois de l'exercice 2008 s'établit à 14,5 %, comparativement à 21,0 % il y a un an, sur une base qui exclut les pertes sur produits de base et la charge de restructuration. La baisse

du taux en 2008 s'explique par les raisons indiquées ci-dessus ainsi que par la réduction du taux d'imposition prévu par la loi. Même si les taux vont continuer à varier d'un trimestre à l'autre en raison de rajustements et d'éléments significatifs ponctuels, nous estimons actuellement que le taux d'imposition effectif normal sera compris entre 17 % et 21 %.

BMO couvre le risque de change découlant de ses investissements dans des établissements aux États-Unis en finançant ces investissements en dollars américains. Dans le cadre de ce programme, le gain ou la perte provenant des opérations de couverture et le gain ou la perte non réalisé provenant de la conversion des investissements dans des établissements aux États-Unis viennent diminuer ou augmenter les capitaux propres. Aux fins de l'impôt sur les bénéfices, le gain ou la perte sur les opérations de couverture entraîne une charge ou un crédit d'impôt sur les bénéfices durant la période en cours, qui vient réduire ou augmenter les capitaux propres, tandis que le gain ou la perte non réalisé sur les investissements dans des établissements aux États-Unis n'est pas assujéti à l'impôt sur les bénéfices avant la réalisation de ces investissements. La charge fiscale ou l'avantage fiscal découlant d'un gain ou d'une perte sur des opérations de couverture est tributaire des fluctuations des taux aux États-Unis d'une période à l'autre. Les opérations de couverture effectuées sur les investissements dans des établissements aux États-Unis ont entraîné des recouvrements d'impôts sur les bénéfices affectés aux capitaux propres de 57 millions de dollars pour le trimestre et de 253 millions de dollars pour les neuf premiers mois de l'exercice. L'état consolidé de la variation des capitaux propres, qui fait partie des états financiers consolidés non vérifiés ci-joints, contient plus de détails à ce sujet.

Sommaire des tendances trimestrielles relatives aux résultats

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)

	T3-2008	T2-2008	T1-2008	T4-2007	T3-2007	T2-2007	T1-2007	T4-2006
Revenu total	2 746	2 620	2 026	2 200	2 555	2 528	2 066	2 461
Dotation à la provision spécifique pour pertes sur créances	434	151	170	101	91	59	52	51
Dotation à la provision générale pour pertes sur créances	50	-	60	50	-	-	-	(35)
Frais autres que d'intérêts	1 782	1 680	1 614	1 631	1 659	1 614	1 538	1 613
Charge de restructuration	-	-	-	24	-	-	135	-
Total des frais autres que d'intérêts	1 782	1 680	1 614	1 655	1 659	1 614	1 673	1 613
Impôts sur les bénéfices (recouvrement) (bic)	(59)	128	(91)	(77)	127	165	(26)	117
Revenu net	521	642	255	452	660	671	348	696
Résultat de base par action (en dollars)	1,00	1,25	0,48	0,89	1,30	1,31	0,68	1,37
Résultat dilué par action (en dollars)	0,98	1,25	0,47	0,87	1,28	1,29	0,67	1,35
Marge nette d'intérêts sur l'actif productif (%)	1,59	1,48	1,45	1,47	1,61	1,65	1,64	1,78
Taux d'imposition effectif (%)	(12,2)	16,3	(50,3)	(19,3)	15,7	19,4	(7,8)	14,1
Taux de change entre les dollars canadien et américain (moyenne)	1,01	1,01	1,00	1,00	1,07	1,14	1,16	1,12
Revenu net :								
PE Canada	343	331	302	287	356	327	297	277
PE États-Unis	28	30	26	33	25	29	29	24
Services bancaires Particuliers et entreprises	371	361	328	320	381	356	326	301
Groupe Gestion privée	110	109	98	103	102	99	91	80
BMO Marchés des capitaux	259	182	(34)	46	194	197	(20)	185
Services d'entreprise, y compris T&O	(219)	(10)	(137)	(17)	(17)	19	(49)	130
BMO Groupe financier	521	642	255	452	660	671	348	696

Les tendances trimestrielles relatives au revenu net de BMO sont présentées en détail aux pages 75 et 76 du Rapport annuel 2007. Nous invitons les lecteurs à se reporter à cette analyse pour obtenir une explication plus complète de ces tendances et des facteurs qui ont influé sur les résultats trimestriels antérieurs, y compris la légère influence des variations saisonnières sur les résultats. Le tableau ci-dessus présente un sommaire des résultats, allant du quatrième trimestre de 2006 jusqu'au troisième trimestre de 2008.

Des éléments significatifs ont eu une incidence sur les revenus de BMO Marchés des capitaux. Les pertes sur produits de base de 509 millions de dollars, 171 millions de dollars et 149 millions de dollars aux premier, deuxième et troisième trimestres de 2007, respectivement, ont baissé à 24 millions de dollars au quatrième trimestre de 2007. Les pertes sont demeurées modestes aux premier, deuxième et troisième

trimestres de 2008, la taille et le risque du portefeuille ayant été réduits. La rémunération liée au rendement connexe a beaucoup diminué au premier et au deuxième trimestres de 2007. De plus, les résultats du quatrième trimestre de 2007 et des premier et troisième trimestres de 2008 comprennent des charges de 318 millions, de 488 millions et de 134 millions, respectivement, liées à certaines activités de négociation et à certains rajustements d'évaluation. Au cours du deuxième trimestre de 2008, le revenu a bénéficié de l'incidence favorable de rajustements d'évaluation de 42 millions de dollars. Les autres secteurs de BMO Marchés des capitaux qui n'ont pas été touchés par les éléments significatifs ont dégagé des rendements très solides en 2007, mais les conditions du marché se sont affaiblies en 2008.

Les Services bancaires Particuliers et entreprises ont continué de bénéficier de la forte croissance des volumes en 2007 et au début de 2008, avec des marges stables au Canada. Les marges de PE États-Unis étaient sous pression en 2006 et au début de 2007, mais se sont stabilisées plus tard en 2007. Au premier trimestre de 2008, les marges de PE États-Unis ont fléchi en raison de l'environnement concurrentiel, mais elles se sont stabilisées au troisième trimestre.

Les résultats du groupe Gestion privée ont progressé assez régulièrement en 2006 et 2007, sous l'effet de la vigueur relative des marchés financiers, et la croissance des revenus a ralenti à la fin de 2007 et en 2008.

Les résultats des Services d'entreprise ont subi l'incidence de l'augmentation des dotations à la provision pour pertes sur créances en raison de la répartition par BMO des dotations à la provision selon les pertes prévues de chaque groupe d'exploitation.

Les frais autres que d'intérêts ont augmenté au cours des deux plus récents trimestres. Cette augmentation est attribuable à une hausse de la rémunération liée au rendement, correspondant à la progression des revenus, aux investissements dans nos activités, soit nos acquisitions, l'élargissement de notre équipe de vente et diverses initiatives, ainsi qu'à la hausse des honoraires professionnels.

Les dotations à la provision pour pertes sur créances ont amorcé une tendance à la hausse en 2008, les conditions économiques s'affaiblissant par rapport à l'environnement de crédit particulièrement favorable des dernières années. Les dotations à la provision spécifique ont été exceptionnellement élevées au cours du troisième trimestre de 2008 en raison de dotations, pour un montant de 247 millions de dollars, relatives à deux comptes de grandes entreprises liés au marché de l'habitation aux États-Unis. Le recul de la marge nette d'intérêts de BMO au cours des deux derniers exercices est largement attribuable à la croissance des actifs de BMO Marchés des capitaux, dont la marge nette d'intérêts est inférieure à celle d'autres groupes. Les taux d'imposition effectifs favorables sont en partie attribuables au fait que les pertes ont été enregistrées dans des territoires où les taux d'imposition sont élevés et aux gains supérieurs réalisés dans des territoires où les taux sont bas. Des recouvrements d'impôts sur les bénéfices d'exercices antérieurs ont été enregistrés au troisième trimestre de 2008. Le dollar américain s'est affaibli au cours des deux dernières années, mais a été plus stable en 2008, proche de la parité avec le dollar canadien jusqu'à la fin du troisième trimestre, mais se raffermissant en août. Un dollar américain plus faible (plus fort) diminue (augmente) les valeurs après conversion des revenus et des frais de BMO libellés en dollars américains.

Bilan

L'actif total, qui se chiffre à 375,0 milliards de dollars, a augmenté de 8,5 milliards de dollars alors qu'il était de 366,5 milliards au 31 octobre 2007. Le raffermissement du dollar américain a eu comme incidence, après conversion des actifs libellés en dollars américains, d'augmenter les actifs à la fin du trimestre de 12,1 milliards de dollars par rapport à la fin du dernier exercice. En dollars canadiens, l'augmentation de 8,5 milliards de dollars reflète essentiellement la croissance des actifs dérivés (10,6 milliards de dollars), du solde net des prêts et acceptations (7,1 milliards de dollars) et des autres actifs (1,1 milliard de dollars), partiellement neutralisée par la baisse des valeurs mobilières (9,4 milliards de dollars) et de l'encaisse (0,8 milliard de dollars).

L'augmentation de 7,1 milliards de dollars du solde net des prêts et acceptations est attribuable à la hausse de 7,1 milliards de dollars des prêts à tempérament et autres prêts aux particuliers, et à la hausse de 2 milliards de dollars du solde net des prêts aux entreprises et aux administrations publiques et des acceptations connexes. Nous avons par ailleurs enregistré une diminution de 1,0 milliard de dollars des prêts sur cartes de crédit en raison de titrisations à hauteur de 1,6 milliard de dollars, et une baisse de 0,7 milliard de dollars des prêts hypothécaires à l'habitation en raison de titrisations à hauteur de 4,3 milliards de dollars. La provision pour pertes sur créances a augmenté de 0,4 milliard de dollars en raison des conditions du marché du crédit. L'acquisition de deux banques du Wisconsin a contribué à hauteur de 1,5 milliard de dollars à la hausse globale des prêts. Le solde net des prêts aux

entreprises et aux administrations publiques a augmenté et s'établit à 9,3 milliards de dollars, facteur neutralisé par une baisse des titres pris en pension ou empruntés qui se chiffrent à 4,7 milliards de dollars et des acceptations de 2,6 milliards de dollars.

La progression des actifs dérivés de 10,6 milliards de dollars s'explique par une hausse de 9,9 milliards de dollars des contrats de taux d'intérêt, une baisse de 8,3 milliards de dollars des contrats de change et une augmentation de 9,0 milliards de dollars de l'ensemble des contrats sur créances, sur titres de participation et sur produits de base. Les actifs dérivés ont augmenté essentiellement en raison des changements dans les taux d'intérêt, les écarts de taux et les évaluations à la valeur de marché sous-jacente de titres de participation.

La baisse de 9,4 milliards de dollars des valeurs mobilières est attribuable principalement à la diminution des titres de négociation détenus par BMO Marchés des capitaux, partiellement neutralisée par la hausse des titres disponibles à la vente. L'augmentation des titres du gouvernement du Canada et des gouvernements provinciaux détenus a été plus que neutralisée par la diminution de titres de sociétés.

Le passif et les capitaux propres, qui se chiffrent à 375,0 milliards de dollars, ont progressé de 8,5 milliards de dollars depuis le 31 octobre 2007, date à laquelle ils se chiffraient à 366,5 milliards. Le raffermissement du dollar américain a eu comme incidence, après conversion des passifs et des capitaux propres libellés en dollars américains, d'augmenter les passifs et les capitaux propres à la fin du trimestre de 12,1 milliards de dollars par rapport à la fin du dernier exercice. L'accroissement de 8,5 milliards en dollars canadiens reflète la hausse des éléments suivants : dépôts (en hausse de 16,6 milliards), passifs dérivés (en hausse de 3,2 milliards), capitaux propres (en hausse de 1,7 milliard) et dette subordonnée (0,8 milliard). Nous avons enregistré une réduction de 7,6 milliards de dollars des titres vendus à découvert, une baisse de 3,1 milliards de dollars des titres mis en pension ou prêtés et une diminution de 2,6 milliards de dollars des acceptations.

Les dépôts des entreprises et des administrations publiques, qui représentent 53 % du total des dépôts, soit 131,7 milliards de dollars, ont progressé de 10,0 milliards de dollars et ont compensé la baisse du financement garanti qui comprend les titres vendus à découvert et les titres mis en pension ou prêtés. Les dépôts des particuliers, qui représentent 35 % du total des dépôts, soit 86,9 milliards de dollars, ont augmenté de 10,7 milliards de dollars et ont servi à financer la croissance des prêts. Les dépôts des banques, qui représentent les 12 % restants du total des dépôts, soit 30,0 milliards de dollars, ont baissé de 4,1 milliards de dollars en raison d'une réduction des besoins en matière de financement découlant d'une diminution des titres. L'acquisition de deux banques du Wisconsin a contribué à hauteur de 1,6 milliard de dollars à la hausse des dépôts.

La baisse des titres de négociation correspond à la baisse nette des titres mis en pension ou prêtés et des titres vendus à découvert.

Le tableau 24, à la page 89 du Rapport annuel 2007 de BMO, présente les obligations contractuelles selon l'échéance. Il n'y a pas eu de changement important dans les obligations contractuelles qui ne soit pas dans le cours normal des activités.

Gestion du capital

Depuis le 1^{er} novembre 2007, BMO calcule ses exigences relatives au capital réglementaire en vertu d'un nouveau cadre de gestion du capital. Ce nouveau cadre, le Nouvel accord de Bâle (« Bâle II »), a remplacé le précédent Accord de Bâle I qui avait été en vigueur au cours des 20 dernières années.

BMO utilise l'approche fondée sur les notations internes (NI) avancée à l'égard du risque de crédit de son portefeuille et l'approche standard à l'égard du risque d'exploitation. Le Bureau du surintendant des institutions financières (BSIF), qui régleme nos activités, nous a accordé une exemption afin de mettre en œuvre l'approche standard pour établir l'actif pondéré en fonction des risques de crédit de notre filiale Harris Bankcorp, Inc. La méthode utilisée pour établir l'actif pondéré en fonction des risques à l'égard du risque de marché n'a pas changé sensiblement entre Bâle I et Bâle II.

L'Accord de Bâle II est présenté plus en détail aux pages 66 et 67 du Rapport annuel 2007 de BMO.

Au 31 juillet 2008, le ratio du capital de première catégorie de BMO s'établit à 9,90 %, avec un actif pondéré en fonction des risques de 182,3 milliards de dollars et un capital de première catégorie de 18 milliards de dollars. Le ratio, qui se chiffrait à 9,42 % au deuxième trimestre, a ainsi gagné 48 points de base, en raison de la hausse du capital et de la baisse de l'actif pondéré en fonction des risques. Le capital a augmenté en raison de l'émission, le 23 juin 2008, de 300 millions de dollars d'actions privilégiées de série 16, portant intérêt à un taux de 5,20 %, et de la croissance des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires. L'actif pondéré en fonction des risques a diminué principalement en raison de la baisse du risque de crédit et de marché. Le ratio demeure solide et est nettement supérieur à notre cible minimale de 8,0 %.

Le ratio du capital total de BMO s'établit à 12,29 % au 31 juillet 2008. Il a progressé de 65 points de base, par rapport à 11,64 % au deuxième trimestre, en raison de la hausse du capital et de la baisse de l'actif pondéré en fonction des risques mentionnée plus haut. Le capital total a augmenté en raison des facteurs décrits ci-dessus et d'une déduction moins élevée pour les investissements dans des filiales non consolidées.

Les accords de Bâle II et de Bâle I ne sont pas comparables. À des fins de comparaison uniquement, le ratio du capital de première catégorie selon Bâle I s'établissait à 9,45 % et le ratio du capital total, à 12,07 % au 31 juillet 2008, comparativement à 9,51 % et à 11,74 %, respectivement, à la fin de 2007.

Au cours du trimestre, 1 010 806 actions ont été émises, au titre de l'exercice d'options sur actions, de l'échange d'actions et du Régime de réinvestissement des dividendes. Nous n'avons pas racheté d'actions ordinaires de la Banque de Montréal en vertu de notre programme de rachat d'actions ordinaires au cours du trimestre et des neuf premiers mois de 2008.

Le 26 août 2008, nous avons annoncé notre intention, sous réserve de l'approbation des organismes de réglementation et de la Bourse de Toronto, de déposer auprès de la Bourse de Toronto une nouvelle offre publique de rachat dans le cours normal de nos activités, qui nous permettra de racheter jusqu'à 15 millions d'actions ordinaires, soit environ 3 % de nos actions ordinaires en circulation, entre le 8 septembre 2008 et le 7 septembre 2009. Notre programme de rachat d'actions ordinaires vise principalement à compenser, à la longue, l'effet de dilution causé par l'exercice d'options d'achat d'actions, le Régime de réinvestissement des dividendes et les actions convertibles.

Le 26 août 2008, nous avons annoncé que le Conseil d'administration de BMO a déclaré un dividende trimestriel de 0,70 \$ par action, payable aux détenteurs d'actions ordinaires, soit un dividende équivalent à celui d'il y a un an et à celui du trimestre précédent.

Capital réglementaire admissible

Accord de Bâle II sur le capital réglementaire et l'actif pondéré en fonction des risques

(en millions de dollars canadiens)	T3 2008	T2 2008
Capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires	15 120	14 866
Actions privilégiées non cumulatives	1 996	1 696
Instruments novateurs inclus dans le capital de première catégorie	2 442	2 438
Part des actionnaires sans contrôle dans des filiales	37	31
Écarts d'acquisition et actifs incorporels excédentaires	(1 449)	(1 398)
Capital net de première catégorie	18 146	17 633
Déductions liées à la titrisation	(86)	(81)
Perte prévue excédant la provision – Approche NI avancée	-	-
Autres déductions	(13)	(1)
Capital de première catégorie rajusté	18 047	17 551
Dette subordonnée	4 065	4 060
Billets de fiducie secondaires	800	800
Cumul des gains non réalisés nets après impôts sur titres de participation disponibles à la vente	7	7
Provision générale pour pertes sur créances admissible	293	268
Total du capital de deuxième catégorie	5 165	5 135
Déductions liées à la titrisation	(10)	(12)
Perte prévue excédant la provision – Approche NI avancée	-	-
Investissements dans des filiales non consolidées/investissements importants	(799)	(998)
Autres déductions	(3)	(1)
Capital de deuxième catégorie rajusté	4 353	4 124
Capital total	22 400	21 675

Actif pondéré en fonction des risques

(en millions de dollars canadiens)	T3 2008	T2 2008
Risque de crédit	146 535	151 840
Risque de marché	16 207	18 206
Risque d'exploitation	16 426	15 990
Total de l'actif pondéré en fonction des risques	179 168	186 036
Plancher réglementaire	3 090	216
Total de l'actif pondéré en fonction des risques pendant la transition	182 258	186 252

Actions en circulation et titres convertibles en actions ordinaires

Au 20 août 2008	Nombre d'actions ou montant en dollars canadiens
Actions ordinaires	
Actions privilégiées de catégorie B	500 488 000
Série 5	200 000 000 \$
Série 13	350 000 000 \$
Série 14	250 000 000 \$
Série 15	250 000 000 \$
Série 16	300 000 000 \$
Titres convertibles en actions ordinaires :	
Actions privilégiées de catégorie B	
Série 6	250 000 000 \$
Série 10	396 000 000 \$
Options sur actions	
– droits acquis	15 134 000
– droits non acquis	5 693 000

Les notes 21 et 22 afférentes aux états financiers vérifiés, aux pages 121 et 122 du Rapport annuel 2007, ainsi que le tableau de la page 58 du Rapport de gestion annuel inclus dans le Rapport annuel 2007, traitent en détail du capital-actions.

Désignation des dividendes admissibles

Pour les fins de la *Loi de l'impôt sur le revenu* (Canada) et de toute autre loi provinciale ou territoriale similaire, BMO désigne tous les dividendes versés sur ses actions ordinaires et privilégiées au cours de l'année civile 2006, et tous les dividendes (y compris les dividendes réputés) versés par la suite, comme « dividendes admissibles », à moins d'indication contraire par BMO.

Cote de crédit

Les cotes de crédit attribuées aux créances prioritaires de BMO demeurent inchangées avec une perspective stable. Les quatre cotes de crédit attribuées à BMO sont réservées à des émissions de premier ordre et de grande qualité. Elles demeurent les suivantes : AA pour DBRS, AA- pour Fitch, Aa1 pour Moody's et A+ pour Standard & Poor's.

Opérations entre apparentées

Dans le cours normal des affaires, nous fournissons des services bancaires à nos administrateurs, à nos dirigeants et aux entités qui leur sont affiliées, ainsi qu'à nos coentreprises et à nos sociétés satellites selon les mêmes modalités que celles que nous offrons à nos clients. Nous offrons un ensemble sélectionné de produits de prêts hypothécaires et autres prêts à nos employés aux taux que nous accordons généralement à nos clients privilégiés. Nous offrons également aux employés une subvention à l'égard des frais annuels de cartes de crédit basée sur ces frais.

Les options d'achat d'actions et les unités d'actions différées octroyées aux administrateurs sont expliquées à la note 27 afférente aux états financiers consolidés vérifiés, à la page 132 du Rapport annuel 2007.

Les contrats de prêt à taux réduits consentis aux dirigeants, par suite de mutations effectuées à notre demande, sont analysés à la note 27 afférente aux états financiers consolidés vérifiés, à la page 132 du Rapport annuel 2007.

Arrangements hors bilan

Dans le cours normal de ses activités, BMO prend un certain nombre d'arrangements hors bilan. Nos arrangements hors bilan les plus importants sont les instruments de crédit et les entités à détenteurs de droits variables (EDDV), qui sont décrits aux pages 59 et 60 du Rapport annuel de 2007 et aux notes 5 et 6 afférentes aux états financiers consolidés non vérifiés ci-joints. Les modifications qui ont été apportées aux arrangements hors bilan au cours des trois mois terminés le 31 juillet 2008 sont présentées aux sections Incidence de la conjoncture des marchés financiers sur les résultats du troisième trimestre et Instruments financiers dans des conditions de crédit plus difficiles.

Conventions comptables et principales estimations comptables

Les notes afférentes aux états financiers consolidés vérifiés du 31 octobre 2007 de BMO contiennent un résumé de nos principales conventions comptables. Il n'y a pas eu de changement à nos conventions comptables pendant les trois premiers trimestres de 2008.

Le Rapport annuel 2007 contient, aux pages 61 à 63, des explications sur certaines estimations comptables qui sont considérées comme particulièrement importantes parce qu'elles exigent que la direction fasse preuve d'un haut degré de jugement sur des sujets qui sont parfois imprécis par leur nature même. Nous invitons le lecteur à se reporter au Rapport annuel afin de prendre connaissance de ces explications.

Modifications des conventions comptables

Instruments financiers – Informations à fournir et présentation

Le 1^{er} novembre 2007, nous avons adopté les nouvelles règles énoncées dans le Manuel de l'ICCA concernant les informations à fournir sur les instruments financiers et la présentation de ces informations. Ces nouvelles règles visent à améliorer la possibilité, pour les utilisateurs des états financiers, d'évaluer l'importance des instruments financiers pour une entité et les risques qu'ils comportent, et de comprendre comment l'entité gère ces risques. Concernant les nouvelles informations à fournir, voir les notes 4 et 13 afférentes aux états financiers consolidés intermédiaires non vérifiés ci-joints.

Informations à fournir concernant le capital

Le 1^{er} novembre 2007, nous avons adopté les dispositions du nouveau chapitre du Manuel de l'ICCA qui établit des normes pour la communication d'informations qualitatives et quantitatives sur la gestion du capital. Ces normes visent à aider les lecteurs des états financiers à évaluer les objectifs, les politiques et les méthodes d'une entité en ce qui concerne la gestion du capital. Concernant les nouvelles informations à fournir, voir la note 12 afférente aux états financiers consolidés intermédiaires non vérifiés ci-joints.

Instruments financiers dans des conditions de crédit plus difficiles

À la demande des ministres et des gouverneurs des banques centrales des pays membres du G7, le Forum sur la stabilité financière a publié en avril un rapport concernant l'amélioration de la résilience des institutions et des marchés financiers. Ses recommandations préconisent notamment d'améliorer la communication de l'information sur les instruments financiers que les marchés considèrent aujourd'hui comme très risqués. Depuis le deuxième trimestre de 2008, nous avons étendu notre présentation des instruments financiers pour tenir compte de ces nouveaux développements.

Prêts sur hypothèque de premier rang à risque

Aux États-Unis, les prêts sont généralement considérés à risque lorsque la cote de solvabilité du client fournie par un bureau de crédit est égale ou inférieure à 620. Nous n'octroyons pas de prêts hypothécaires à risque dans le cadre d'un programme conçu à cette fin, aux États-Unis; nous offrons toutefois des prêts à des personnes ayant des cotes de solvabilité inférieures à 620 conformément à nos exigences de crédit découlant du *Community Reinvestment Act*. Ponctuellement, nous accordons également des prêts à des clients dont la cote de solvabilité est inférieure à 620 lorsqu'ils remplissent d'autres critères d'admissibilité solides. Ainsi, nous avons autorisé pour 0,2 milliard de dollars américains de prêts sur hypothèque de premier rang présentant des caractéristiques de prêts à risque à la date d'autorisation, dont l'équivalent de 0,2 milliard de dollars américains était en cours au 31 juillet 2008 (0,2 milliard de dollars américains au 30 avril 2008). Sur ce montant, 5 millions de dollars, soit 2,11 %, représentaient des prêts en souffrance depuis 90 jours ou plus à la fin de juillet (3 millions de dollars ou 1,38 % au 30 avril 2008). À titre de comparaison, ce taux est de 0,59 % pour le portefeuille total de prêts sur hypothèque de premier rang de BMO aux États-Unis.

Au Canada, BMO n'a pas de programme de prêts hypothécaires à risque et n'achète pas de tels prêts auprès de tiers prêteurs. Les décisions d'octroi de prêts hypothécaires de BMO intègrent une évaluation complète du client et de la structure du prêt. La cote de solvabilité n'est qu'un élément du processus d'octroi et, par conséquent, nous ne classifions pas les prêts sur la seule base de la cote de solvabilité. Un petit montant de prêts hypothécaires à risque est inclus dans certains conduits de titrisation canadiens soutenus par BMO qui détiennent des actifs de tiers comme nous l'expliquons dans la présentation de ces conduits ci-après.

Nous avons aussi une exposition nette de 208 millions de dollars américains au 31 juillet 2008 (396 millions de dollars américains au 30 avril 2008) à une société qui achète des prêts hypothécaires en difficulté (y compris des prêts à risque) à prix réduit. Cette exposition fait partie des trois comptes dont il est question à la rubrique Conduits américains soutenus par BMO ci-dessous.

Prêts sur hypothèque de premier rang Alt-A

Aux États-Unis, les prêts Alt-A sont généralement considérés comme des prêts pour lesquels les critères d'admissibilité de l'emprunteur font l'objet d'une vérification limitée. Le portefeuille américain comprenait deux programmes de prêts correspondant à cette définition : les programmes Easy Doc et No Doc. Les prêts du programme No Doc, qui comprend la plus grande part de cette catégorie, nécessitaient une cote de solvabilité fournie par un bureau de crédit d'un minimum de 660 et des quotités de financement d'un maximum de 80 % (90 % avec une assurance hypothécaire privée). Compte tenu de ces exigences de prêt, la qualité de crédit des portefeuilles est solide et la marche des comptes est satisfaisante. Au 31 juillet 2008, nos prêts Alt-A directs totalisent 1,6 milliard de dollars américains (1,7 milliard de dollars américains au 30 avril 2008). Sur ce montant, 6 millions de dollars, soit 0,35 %, représentent des prêts en souffrance depuis 90 jours ou plus (5 millions ou 0,29 % au 30 avril 2008). À titre de comparaison, ce taux est de 0,59 % pour le portefeuille total de prêts sur hypothèque de premier rang de BMO aux États-Unis. Nous avons cessé d'offrir les programmes Easy Doc et No Doc au troisième trimestre.

Les prêts à risque et Alt-A sont généralement considérés plus risqués que les prêts de première qualité. Nous considérons également les prêts

dont la cote de solvabilité est comprise entre 620 et 660 et dont la quotité de financement est supérieure à 80 % (sans assurance hypothécaire privée) comme des éléments plus risqués de notre portefeuille. Cette composante représentait une part négligeable du portefeuille.

Au Canada, nous n'avons pas de programme de prêts hypothécaires considérés comme des prêts Alt-A. Dans le cadre de notre programme d'octroi de crédit, nous pouvons décider de ne pas vérifier le revenu ou l'emploi de clients existants de la Banque lorsqu'ils présentent par ailleurs des caractéristiques de solvabilité suffisantes. Nous avons également un programme de prêts hypothécaires pour les nouveaux arrivants au Canada et les non-résidents qui permet une vérification limitée du revenu, mais qui comporte d'autres critères stricts d'admissibilité. Au 31 juillet 2008, il y a environ 2,9 milliards de dollars (2,7 milliards au 30 avril 2008) de prêts en cours en vertu de ce programme. Sur ce montant, seulement 10 millions de dollars, soit 0,34 % (9 millions ou 0,34 % au 30 avril 2008) représentent des prêts en souffrance depuis 90 jours ou plus, ce qui reflète la bonne qualité de ces prêts.

Produits sur valeur domiciliaire

Les produits sur valeur domiciliaire sont garantis par la valeur d'un bien immobilier et sont subordonnés à toute hypothèque de premier rang grevant ce bien. Aux États-Unis, notre portefeuille de prêts sur valeur domiciliaire se chiffre à 4,8 milliards de dollars américains, ce qui représente 2 % du portefeuille total de prêts de BMO au 31 juillet 2008. Dans l'ensemble du portefeuille, un montant de 0,4 milliard de dollars américains (0,4 milliard au 30 avril 2008) a été octroyé à des clients ayant une cote de solvabilité initiale inférieure à 620 et serait classé dans la catégorie des prêts à risque. Sur ce montant, seulement 4 millions de dollars américains, soit 1,3 %, représentent des prêts en souffrance depuis plus de 90 jours au 31 juillet 2008 (4 millions de dollars américains ou 1,1 % au 30 avril 2008).

BMO a également offert deux programmes à vérification restreinte au sein du portefeuille des produits sur valeur domiciliaire aux États-Unis, qui seraient classés dans la catégorie Alt-A s'ils figuraient dans le portefeuille des prêts sur hypothèque de premier rang. Au 31 juillet 2008, le montant autorisé en vertu de ces programmes s'élève à 1,1 milliard de dollars américains et l'encours, à 0,6 milliard. Les prêts accordés en vertu de ces programmes présentent des exigences en termes de cote de solvabilité et de quotité de financement aussi solides que celles du portefeuille des prêts sur hypothèque de premier rang; le portefeuille s'est donc bien comporté. Au 31 juillet 2008, 4 millions de dollars américains, soit 0,66 % du portefeuille, représentent des prêts en souffrance depuis plus de 90 jours (3 millions ou 0,46 % au 30 avril 2008). À titre de comparaison, ce taux s'établit à 0,74 % pour le portefeuille total de prêts sur valeur domiciliaire de BMO aux États-Unis. Nous avons cessé d'offrir les programmes Easy Doc et No Doc au troisième trimestre.

Nous considérons également que les prêts sur valeur domiciliaire dont la cote de crédit est supérieure à 620 et inférieure à 660 constituent des éléments plus risqués pour le portefeuille. Cette composante du portefeuille représente 0,3 milliard de dollars américains au 31 juillet 2008 (0,3 milliard au 30 avril 2008). Au 31 juillet 2008, 5 millions de dollars américains, soit 1,87 %, de ces prêts représentent des prêts en souffrance depuis plus de 90 jours (5 millions de dollars américains ou 1,67 % au 30 avril 2008).

Les prêts dont la quotité de financement est supérieure à 90 % au moment de leur octroi représentent 0,4 milliard de dollars américains, soit 8 % du portefeuille des prêts sur valeur domiciliaire aux États-Unis. Les prêts ayant à la fois une quotité de financement supérieure à 80 % et une cote de solvabilité inférieure à 660 au moment de l'octroi représentent à peine 0,3 milliard de dollars.

Au Canada, nous avons un portefeuille de marges de crédit sur valeur domiciliaire de 12,7 milliards de dollars. Ce portefeuille est de première qualité, la proportion de prêts en souffrance depuis plus de 90 jours n'étant que de 0,08 %. L'une de ces marges de crédit est offerte exclusivement sur des hypothèques de premier rang. Ce produit compte pour environ 50 % du portefeuille total. Nous avons également un portefeuille de prêts sur valeur domiciliaire remboursables à tempérament dont la valeur est de 0,3 milliard de dollars. La proportion de prêts en souffrance depuis plus de 90 jours dans le cadre de ce portefeuille s'établit à 0,41 %.

Financement à levier financier

Les prêts à levier financier sont définis par BMO comme les prêts aux sociétés de capital-investissement et les prêts mezzanine pour lesquels notre évaluation indique un niveau de risque de crédit élevé. BMO fait l'objet d'une exposition limitée aux prêts à levier financier correspondant à moins de 1 % de notre actif total avec un encours de 2,9 milliards de dollars au 31 juillet 2008 (4,4 milliards autorisés), comparativement à un encours de 2,8 milliards de dollars (4,3 milliards autorisés) au 30 avril 2008.

Assureurs spécialisés et sociétés d'instruments dérivés de crédit

Au 31 juillet, les expositions directes de BMO aux sociétés spécialisées dans la fourniture d'une protection contre la défaillance s'élevaient à 242 millions de dollars (214 millions de dollars au 30 avril 2008) au titre de la valeur de marché d'instruments dérivés de contrepartie et à 10 millions de dollars (6 millions de dollars au 30 avril 2008) au titre de la valeur de marché de titres de créance négociables.

L'exposition de 242 millions de dollars est liée à des contreparties ayant une cote AA ou plus élevée et celle de 10 millions de dollars est liée à des contreparties ayant une cote BBB- ou plus élevée. La valeur notionnelle des contrats directs mettant en présence des assureurs spécialisés et des sociétés d'instruments dérivés de crédit est d'environ 3,9 milliards de dollars, pratiquement inchangée depuis le 30 avril 2008. Les contrats avec ces sociétés étaient liés principalement à des structures d'obligations adossées à des actifs et à des swaps sur défaillance de notre portefeuille de négociation et ont fourni une protection contre les pertes découlant des défaillances. Le risque de ces instruments lié aux prêts hypothécaires à risque est minime. BMO détient aussi 924 millions de dollars (999 millions au 30 avril 2008) de titres assurés par des assureurs spécialisés, dont 595 millions de dollars d'obligations municipales. Environ 97 % du portefeuille d'obligations municipales sont de qualité investissement, y compris celles qui font l'objet d'une garantie d'assurance. Environ 61 % des obligations municipales détenues ont des cotes qui ne tiennent pas compte de la garantie de l'assureur spécialisé et toutes sont de qualité investissement.

Conduits de titrisation canadiens soutenus par BMO

BMO a fourni des facilités de trésorerie à six conduits non consolidés qu'elle soutient au Canada pour un total de 18,2 milliards de dollars au 31 juillet 2008 (20,6 milliards au 30 avril 2008). Toutes ces facilités demeurent inutilisées. Les billets émis par les six conduits de ces programmes sont cotés R-1 (élevée) par DBRS et Prime-1 par Moody's. Deux de ces conduits ne détiennent que des prêts hypothécaires à l'habitation de qualité transférés de BMO et comptent pour 5,1 milliards de dollars de l'engagement de trésorerie de BMO. Les quatre autres conduits détiennent des actifs de clients et comptent pour 13,1 milliards de dollars de l'engagement de trésorerie de BMO. Les actifs de chacun des quatre conduits de financement de clients tiers consistent essentiellement en des lots de qualité diversifiés de créances automobiles canadiennes et de prêts hypothécaires canadiens. Ces deux catégories d'actifs représentent entre 69 % et 93 % des actifs de chacun des conduits.

Les actifs des quatre conduits de financement de clients incluent 201 millions de dollars de prêts hypothécaires à l'habitation canadiens ayant des caractéristiques de prêts à risque, 1,03 milliard de dollars de prêts hypothécaires à l'habitation canadiens ayant des caractéristiques de prêts Alt-A et 244 millions de dollars de prêts hypothécaires peu élevés aux entreprises. Ces conduits ne comptent aucun titre adossé à des instruments de dette ni aucune exposition à des assureurs spécialisés.

Les investissements de BMO dans le PCAA des six conduits non consolidés totalisent 1,3 milliard de dollars au 31 juillet 2008, comparativement à 3,1 milliards au 30 avril 2008 et 5,9 milliards au 31 octobre 2007. Aucune perte n'a été comptabilisée en rapport avec les investissements de BMO dans le PCAA de ces conduits.

BMO consolide les comptes de deux véhicules qu'elle soutient au Canada où la majeure partie du gain ou de la perte des véhicules devrait être comptabilisée par BMO. L'un des véhicules comprend les séries de billets cotés R-1 (faible) par DBRS de l'un des six conduits précités. L'autre véhicule est un conduit dont les billets sont cotés R-1 (moyen) par DBRS. L'actif de ces

deux véhicules se chiffre respectivement à 67 millions de dollars et 210 millions de dollars au 31 juillet 2008. Ces deux actifs combinés comprennent 12 millions de dollars de prêts hypothécaires présentant des caractéristiques de prêts à risque, 70 millions de prêts présentant des caractéristiques de prêts Alt-A et 14 millions de prêts hypothécaires peu élevés aux entreprises. Aucune perte n'a été comptabilisée en rapport avec l'exposition de BMO à ces véhicules.

Conduits américains soutenus par BMO

BMO a fourni des facilités de trésorerie de 9,2 milliards de dollars américains à Fairway Finance Company LLC, un conduit américain émetteur de PCAA soutenu par BMO, au 31 juillet 2008 (9,6 milliards au 30 avril 2008). Fairway fournit du financement à des lots diversifiés de portefeuilles, au moyen de 99 transactions de titrisation, la valeur moyenne des facilités étant de 93 millions de dollars américains. Actuellement, la taille des lots varie de 1,2 million à 510 millions de dollars américains. Les dix lots les plus importants représentent 31 % du portefeuille.

Les sommes engagées comprennent un large éventail de catégories d'actifs, notamment des prêts aux moyennes entreprises (22 %), des prêts automobiles et des contrats de crédit-bail automobile (13 %), des prêts et des baux pour immeubles commerciaux (13 %), des prêts aux entreprises (11 %), des prêts à tempérament aux particuliers (10 %) et des prêts et des contrats de crédit-bail pour équipement (8 %). Les prêts hypothécaires à l'habitation représentent 2,2 % du portefeuille, sur lesquels les prêts classés à risque ou Alt-A représentent à peine 0,3 %.

Environ 60 % des engagements de Fairway ont été cotés par Moody's ou S&P, et tous ont reçu la cote A ou une cote plus élevée. Environ 1,9 milliard de dollars d'engagements sont assurés par des assureurs spécialisés, principalement MBIA et Ambac, dont les cotes, bien qu'abaissées à AA pendant le trimestre, ont été récemment confirmées. L'abaissement des cotes n'a aucun effet sur le rendement des actifs sous-jacents. Aucune des garanties des assureurs spécialisés ne vise des hypothèques ou des titres adossés à des créances mobilières ou des titres adossés à des instruments de dette à financement structuré. Toutes les transactions sous-jacentes sont effectuées en conformité avec leurs modalités et conditions.

Au 31 juillet 2008, Fairway a du papier commercial en circulation pour 6,8 milliards de dollars américains, en baisse par rapport à 7,2 milliards de dollars américains au 30 avril 2008. Le PCAA de Fairway est coté A1/P1 par S&P et Moody's. BMO n'a pas investi dans le PCAA du conduit. Le papier commercial en circulation s'est échangé avec régularité avec les tiers investisseurs malgré les perturbations du marché, et les niveaux de prix sont en phase avec ceux des conduits émetteurs de PCAA de première qualité aux États-Unis.

Au premier semestre de l'exercice, en raison de la détérioration du crédit et conformément aux modalités des accords relatifs aux facilités de trésorerie, BMO a mis des fonds directement dans trois comptes commerciaux particuliers exposés au secteur américain de l'habitation, pour un total de 851 millions de dollars américains. La qualité de crédit de deux de ces comptes a commencé à se détériorer et des dotations à la provision spécifique ont été comptabilisées pour en tenir compte. Pour le trimestre, BMO a comptabilisé un montant de 247 millions de dollars à la dotation à la provision pour pertes sur créances relativement à ces comptes.

Conduits de titrisation canadiens non soutenus par des banques

Nous détenons du PCAA de six conduits de titrisation canadiens non soutenus par des banques, dont la valeur comptable s'élevait à 201 millions de dollars au 31 juillet 2008 (229 millions au 30 avril 2008). Nous n'avons pas fourni de concours de trésorerie pour ces conduits. Nous avons comptabilisé des charges pour dépréciation de 28 millions de dollars au troisième trimestre (36 millions au deuxième trimestre). Nos investissements dans le PCAA reflètent une perte à la valeur de marché cumulative de 124 millions de dollars. La réalisation de notre investissement dans le PCAA des conduits non soutenus par des banques sera fonction du résultat de l'accord conclu par certains conduits canadiens de PCAA non soutenus par des banques et des investisseurs, accord connu sous le nom de « Proposition de Montréal ». BMO appuie totalement la résolution de la Proposition de Montréal.

Apex Trust

Nous parrainons également Apex Trust (auparavant Apex/Sitka Trust), entité ad hoc canadienne qui fournit une protection contre le risque de crédit lié à des tranches de titres de grande qualité, à levier financier, cotés super senior, provenant d'un lot diversifié de titres de crédit aux entreprises américains et européens, sous forme de swaps sur défaillance.

Le 13 mai 2008, les fiducies ont été restructurées et les investisseurs des fiducies ont échangé leurs billets initiaux contre des billets à moyen terme de Apex Trust d'une durée de cinq à huit ans. Selon les modalités de la restructuration, BMO a conclu des contrats de swaps sur défaillance avec les contreparties des swaps et des swaps de compensation avec Apex. Une facilité de financement de premier rang de 1,13 milliard de dollars a été mise en place, BMO fournissant 1,03 milliard de cette facilité. Les avances dans le cadre de la facilité de financement de premier rang ont priorité de rang sur les billets à moyen terme. Au 31 juillet 2008, 124 millions de dollars de l'engagement de BMO à hauteur de 1,03 milliard de dollars dans le cadre de la facilité de financement de premier rang ont été utilisés.

Aux termes de la restructuration, BMO a une exposition aux contreparties des swaps pour les pertes sur créances réalisées sur les positions de crédit notionnelles détenues par les fiducies, si ces pertes sur créances dépassent la protection de premier niveau et la sûreté inscrite. La valeur totale de la sûreté existante et du financement de premier rang supplémentaire, qui sont disponibles pour épouger les pertes sur créances dépassant la protection de premier niveau, s'élève à environ 3,3 milliards de dollars et représente environ 16 % des positions de crédit notionnelles nettes détenues par les fiducies.

Le 13 mai 2008, dans le cadre de la restructuration, BMO a converti son exposition de 705 millions de dollars en billets à moyen terme et a investi 110 millions de plus dans les billets, pour une exposition totale de 815 millions. Une autre partie à la restructuration a une exposition de 600 millions de dollars aux billets à moyen terme par le biais d'un swap sur rendement total avec BMO.

Au troisième trimestre, nous avons contrepassé 40 millions de dollars des charges comptabilisées précédemment en lien avec notre exposition de 815 millions de dollars et constaté une charge de 55 millions de dollars en relation avec la transaction du swap sur rendement total décrite plus haut, pour une perte nette de 15 millions de dollars pendant le trimestre. La valeur comptable de l'exposition de BMO aux billets à moyen terme d'Apex s'élève à 730 millions de dollars au 31 juillet 2008.

BMO ne considère pas que l'achat des billets à moyen terme fait en mai 2008 et décrit plus haut implique ou laisse entendre que BMO a l'intention de fournir un soutien aux autres porteurs de billets à moyen terme ni un soutien subordonné supplémentaire à Apex. Cet achat constitue plutôt un événement unique et isolé dans le cadre de la restructuration d'Apex. Nous n'avons pas l'intention d'acheter d'autres billets à moyen terme d'Apex, et nous n'avons pas non plus l'intention de rembourser aux autres détenteurs de billets à moyen terme les pertes qu'ils pourraient subir.

BMO croit que le crédit d'Apex est de grande qualité, en raison de la diversification sectorielle et géographique des expositions au crédit sous-jacentes dans les transactions des swaps sur défaillance d'Apex ainsi que de la protection de premier niveau qui soutient les positions super senior d'Apex dans le cadre des swaps sur défaillance, qui est considérablement plus élevée que les pertes sur créances passées des crédits d'entreprise sous-jacents.

Apex Trust a une exposition à quelque 450 émetteurs, dont 79 % sont de première qualité. Les entreprises sont diversifiées géographiquement et par secteur, les expositions sectorielles les plus importantes étant l'assurance (9 %) et les télécommunications (8 %).

Links et Parkland

Nous détenons des billets de capital subordonnés de Links Finance Corporation et de Parkland Finance Corporation, deux entités de gestion de placements structurés basées à Londres et gérées par BMO, billets dont la valeur comptable se chiffre à 8 millions de dollars canadiens. Au 31 juillet 2008, les valeurs liquidatives des billets de capital des entités

étaient d'environ 140 millions de dollars américains pour Links et d'environ 100 millions d'euros pour Parkland (382 millions de dollars américains et 108 millions d'euros au 30 avril 2008). La valeur nominale des billets de capital subordonnés de Links et Parkland, réduite des pertes réalisées, est respectivement de 1,27 milliard de dollars américains et de 158 millions d'euros au 31 juillet 2008. Les actifs détenus par Links et Parkland, qui s'élevaient respectivement à 9,3 milliards de dollars américains et à 802 millions d'euros au 30 avril 2008, ont diminué et s'établissent à 8,2 milliards de dollars américains et à 780 millions d'euros au 31 juillet 2008. Au 31 juillet 2008 et au 30 avril 2008, nous ne détenons pas de billets de premier rang des entités de gestion de placements structurés, nos billets de premier rang en cours au 31 janvier 2008, équivalant à 1,4 milliard de dollars, ayant été remboursés à leur échéance.

Le 3 mars 2008, nous avons accepté de fournir un soutien de premier rang pour le financement de Links et de Parkland au moyen de facilités de trésorerie de BMO. Les facilités soutiennent le remboursement de billets de premier rang pour aider ces entités à accéder à d'autres fonds de premier rang, pour leur procurer des fonds supplémentaires et leur permettre de maintenir la stratégie consistant à vendre des actifs de façon méthodique. Les facilités de trésorerie totalisent un maximum d'environ 7,9 milliards de dollars américains pour Links et de 686 millions d'euros pour Parkland au 31 juillet 2008, en baisse par rapport à 8,8 milliards de dollars américains et 750 millions d'euros au 30 avril 2008. Les avances faites dans le cadre des facilités de trésorerie sont d'un rang supérieur à celui des billets de capital subordonnés. Compte tenu des conditions générales de ces facilités de trésorerie et du profil des échéances des billets de premier rang, la somme à prélever devrait représenter moins de 70 % du montant maximal des facilités pour les deux entités de gestion de placements structurés. Au 31 juillet 2008, les sommes utilisées dans le cadre des facilités s'élèvent au total à 3,3 milliards de dollars américains et à 423 millions d'euros (288 millions de dollars américains et 90 millions d'euros au 30 avril 2008). Les détenteurs de billets de capital vont continuer à assumer le risque économique lié aux pertes réelles jusqu'à concurrence de la valeur totale de leur investissement et BMO ne fournit actuellement aucune protection contre le risque économique aux détenteurs de billets de capital, et n'en fournira pas dans l'avenir.

La qualité des actifs de ces entités est élevée, environ 86 % des actifs ayant reçu une cote Aa ou supérieure de Moody's, 75 % des actifs ayant reçu une cote AA ou supérieure de Standard & Poor's (S&P) et 98 % des actifs ayant reçu la cote catégorie investissement; certaines des cotes des actifs sont sous surveillance. Les billets de premier rang des entités de gestion de placements structurés sont cotés AA- par S&P et Aaa par Moody's. Les entités de gestion de placements structurés ne détiennent pas de prêts hypothécaires américains à risque. L'actif de Links comprend des actifs diversifiés, notamment des titres de premier rang et subordonnés de banques commerciales (34,9 %), des titres adossés à des obligations et à des prêts avec flux groupés dont les actifs sous-jacents sont essentiellement des obligations de sociétés (19,3 %), des actifs rehaussés par des assureurs spécialisés (Ambac, FGIC, FSA et MBIA) (9,6 %), des titres adossés à des créances immobilières résidentielles (13,1 %) et des titres adossés à des créances immobilières commerciales (6,0 %). Les titres adossés à des obligations avec flux groupés incluent une somme de 107 millions de dollars américains (1,27 % des actifs) soutenue principalement par des garanties de prêts hypothécaires à risque et de titres adossés à des créances immobilières résidentielles de type Alt-A aux États-Unis. Les actifs de Parkland s'élèvent à 780 millions d'euros et sont en général aussi diversifiés que ceux de Links.

Titres adossés à des instruments de dette

Les titres adossés à des instruments de dette sont des obligations d'une entité ad hoc créée pour une opération de financement précise. L'entité ad hoc a généralement un montant nominal de capitaux propres. Elle émet, en diverses tranches, des titres de créance cotés et non cotés (dont la cote varie généralement de AAA à BB) assortis de droits bien définis à l'égard des sommes générées par la gestion et la liquidation des actifs de l'entité. Le risque de perte lié au portefeuille de l'entité ad hoc varie

selon la tranche. La tranche equity est la première à être touchée par les pertes, puis suivent les tranches mezzanine et, finalement, la tranche senior. La tranche super-senior est généralement la plus sûre. L'entité ad hoc utilise les sommes générées par l'émission des titres adossés à des instruments de dette pour investir dans un ou plusieurs types d'actifs, notamment des obligations, des prêts et des prêts hypothécaires. Les obligations correspondantes de l'entité sont, respectivement, des titres adossés à des obligations avec flux groupés, des titres adossés à des prêts avec flux groupés et des titres adossés à des créances immobilières avec flux groupés. Les titres adossés à des créances immobilières avec flux groupés dont les actifs sous-jacents sont des propriétés résidentielles sont appelés titres adossés à des créances immobilières résidentielles; les titres adossés à des créances immobilières avec flux groupés dont les actifs sous-jacents sont des propriétés commerciales sont appelés titres adossés à des créances immobilières commerciales.

Les expositions aux titres adossés à des instruments de dette sont présentées dans le tableau suivant.

Titres adossés à des instruments de dette liés à des titres adossés à des instruments de dette

Les titres adossés à des instruments de dette liés à des titres adossés à des instruments de dette sont des titres adossés à des instruments de dette qui sont garantis principalement par des tranches d'autres titres adossés à des instruments de dette émis par d'autres entités. Nous ne détenons aucun investissement dans des titres adossés à des instruments de dette qui détiennent des investissements dans d'autres titres adossés à des instruments de dette.

Titres à enchères

Les titres à enchères (Auction Rate Securities ou ARS) sont généralement des billets à court terme émis par des fiduciaires aux États-Unis pour financer des titres d'emprunt à long terme et à taux fixe (obligations de sociétés et obligations municipales, principalement émises par des municipalités, des organismes de prêts étudiants et d'autres émetteurs). Le taux d'intérêt sur les titres à enchères est régulièrement recalculé, tous les 7 à 35 jours, au moyen d'enchères organisées par des institutions financières. Le marché des titres à enchères a été perturbé au début de 2008.

Il n'y a aucun programme de titres à enchères soutenu par BMO sur le marché et BMO ne détient aucun titre à enchères dans ses portefeuilles de négociation. BMO a aujourd'hui des clients qui détiennent des titres à enchères dont la valeur nominale est de l'ordre de 480 millions de dollars. Les enchères fonctionnent actuellement pour environ 160 millions de ce total. Sur les 320 millions de dollars de titres restants, dont le marché est perturbé, environ 130 millions représentent des ordres non sollicités exécutés au nom de nos clients.

Mise en garde

Compte tenu de la conjoncture incertaine des marchés financiers, l'évaluation de nos instruments financiers pourrait subséquemment refléter des gains et des pertes en raison des variations de la valeur de marché.

La présente section Instruments financiers dans des conditions de crédit plus difficiles contient des déclarations prospectives. Voir la mise en garde concernant les déclarations prospectives.

Le tableau suivant présente des renseignements supplémentaires sur certains instruments financiers que les marchés pourraient considérer comme comportant un risque accru et qui sont détenus dans nos portefeuilles de placement et de négociation. La plupart de nos titres adossés à des instruments de dette et de nos titres adossés à des prêts sont détenus au nom de nos clients et le risque de perte est entièrement couvert avec d'autres grandes institutions financières. L'exposition nette à des titres adossés à des instruments de dette est faible, à 33 millions de dollars, et comprend la valeur comptable d'investissements non couverts et rehaussés, à hauteur de 16 millions, ainsi qu'une perte nette cumulative sur placements couverts de 17 millions. L'exposition nette à des titres adossés à des prêts est également peu élevée, à 191 millions de dollars, et comprend la valeur comptable de placements non couverts et rehaussés, à hauteur de 114 millions, ainsi qu'une perte nette cumulée sur investissements couverts de 77 millions.

Risques liés à certains instruments financiers

en millions de dollars canadiens au 31 juillet 2008	Cotes des tranches	Valeur comptable des placements non couverts et rehaussés	Placements couverts	Valeur comptable des placements couverts	Perte de valeur cumulée des placements couverts	Gain cumulé sur couvertures	Pertes nettes sur placements couverts	
Titres adossés à des instruments de dette**								
	AAA	16						
	AAA		967	669	298	298	-	Couverts avec des IF de cote A ou supérieure
	AAA		263	238	(25)	9	(16)	Couverts avec des assureurs spécialisés de cote AA ou supérieure
	A- à AA+		1 557	731	(826)	826	-	Couverts avec des IF de cote A ou supérieure
	BBB- à BBB+		163	160	(3)	3	-	Couverts avec des IF de cote AA- ou supérieure*
	B- à BB+		855	201	(654)	653	(1)	Couverts avec des IF de cote A ou supérieure*
	CCC ou inférieure		1 077	270	(807)	807	-	Couverts avec des IF de cote A ou supérieure
		16	4 882	2 269	(2 613)	2 596	(17)	
Titres adossés à des prêts								
	AAA	114						Principalement des prêts à des entreprises de taille moyenne au Royaume-Uni et en Europe
	AAA		1 026	910	(116)	39	(77)	Couverts avec des assureurs spécialisés de cote AA ou supérieure
		114	1 026	910	(116)	39	(77)	
Titres adossés à des créances immobilières résidentielles***								
Sans prêt hypothécaire à risque	AAA	60						Principalement des prêts hypothécaires au Royaume-Uni et en Australie
Prêts hypothécaires américains à risque - rehaussés	A- à AA+	24						Rehaussés par des assureurs spécialisés de cote AA ou supérieure
	B- à BB+	12						Rehaussés par des assureurs spécialisés de cote BB
Prêts hypothécaires américains à risque	AAA	2						Prêts hypothécaires plus anciens
	AAA		220	133	(87)	87	-	Couverts avec des IF de cote AA ou supérieure
	A- à AA+	4						Principalement des prêts hypothécaires américains à faible quotité de financement ou plus anciens
	A- à AA+		94	65	(29)	29	-	Couverts avec des instruments financiers de cote AA
		102	314	198	(116)	116	-	
Titres adossés à des créances immobilières commerciales								
	AAA	61						Prêts immobiliers à des entreprises en Europe, au Royaume-Uni et aux États-Unis
	A- à AA+	96						Principalement des prêts à des entreprises et des prêts résidentiels à utilisation multiple au Canada
		157						
Titres adossés à des créances mobilières								
	AAA	213						Principalement des créances sur cartes de crédit et des prêts automobiles au Canada
	AAA		103	103			-	Couverts avec des assureurs spécialisés de cote AAA
	A- à AA+	114						Principalement des créances sur cartes de crédit et des prêts automobiles au Canada
	BBB- à BBB+	69						Billets adossés à des créances sur cartes de crédit au Canada
		396	103	103			-	

IF = institutions financières

* Certaines cotes sont sous surveillance.

** Les titres adossés à des instruments de dette incluent une exposition indirecte d'environ 1,7 milliard de dollars à des prêts hypothécaires résidentiels à risque aux États-Unis. Comme nous l'avons indiqué plus haut, cette exposition est couverte au moyen de swaps sur rendement total avec trois grandes institutions financières qui ne sont pas des assureurs spécialisés. Ces montants excluent le montant notionnel de 1,5 milliard de dollars lié à des protections par swap sur défaillance de titres adossés à des instruments de dette, achetées à deux contreparties qui sont des sociétés de dérivés de crédit cotées AAA, et à des swaps sur défaillance correspondants fournis à d'autres institutions financières dans notre rôle d'intermédiaire.

*** Les titres adossés à des créances immobilières rehaussés sont dotés d'une garantie d'assurance et sont cotés en tenant compte du rehaussement. Les titres adossés à des créances immobilières résidentielles inclus dans les placements couverts de 314 millions de dollars ont une exposition d'environ 153 millions de dollars à des prêts à risques américains sous-jacents.

BMO n'a investi que dans des tranches senior et super-senior de titres adossés à des instruments de dette et de titres adossés à des prêts. Le tableau indique la plus faible cote externe établie par S&P, Moody's ou Fitch pour chaque tranche. La différence entre les montants des placements couverts et la valeur comptable des montants des placements couverts reflète des rajustements de la valeur de marché, qui sont généralement recouvrables par le biais de swaps sur rendement total ou sur défaillance. Les titres sous-jacents comprennent une gamme étendue d'actifs. Les placements de BMO représentent généralement environ 20 % des actifs, mais peuvent en représenter 5 % au minimum et 50 % au maximum. Environ 80 % des montants des placements couverts le sont par des swaps avec trois contreparties qui sont des institutions financières cotées A+ à AA. La valeur de la participation de BMO dans ces couvertures est soutenue par une garantie, à l'exception de montants relativement restreints autorisés aux termes des accords avec les contreparties. Le reste des placements couverts est couvert par trois contreparties qui sont des assureurs spécialisés cotés AA à AAA.

Analyse des résultats des groupes d'exploitation

État sommaire des résultats et statistiques des groupes d'exploitation pour le troisième trimestre de 2008

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)	T3-2008					Cumul 2008				
	Services bancaires PE	Groupe GP	BMO MC	Services d'entreprise, y compris T&O	Total BMO	Services bancaires PE	Groupe GP	BMO MC	Services d'entreprise, y compris T&O	Total BMO
Revenu net d'intérêts (bic) ¹⁾	1 019	167	287	(187)	1 286	2 937	487	824	(574)	3 674
Revenu autre que d'intérêts	521	377	459	103	1 460	1 504	1 086	873	255	3 718
Revenu total (bic) ¹⁾	1 540	544	746	(84)	2 746	4 441	1 573	1 697	(319)	7 392
Dotation à la provision pour (recouvrement de) pertes sur créances	99	1	29	355	484	283	3	87	492	865
Frais autres que d'intérêts	904	380	477	21	1 782	2 621	1 096	1 301	58	5 076
Charge de restructuration	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Total des frais autres que d'intérêts	904	380	477	21	1 782	2 621	1 096	1 301	58	5 076
Revenu avant impôts sur les bénéfices et part des actionnaires sans contrôle dans des filiales	537	163	240	(460)	480	1 537	474	309	(869)	1 451
Impôts sur les bénéfices (recouvrement) (bic) ¹⁾	166	53	(19)	(259)	(59)	477	157	(98)	(558)	(22)
Part des actionnaires sans contrôle dans des filiales	-	-	-	18	18	-	-	-	55	55
Revenu net T3-2008	371	110	259	(219)	521	1 060	317	407	(366)	1 418
Revenu net T2-2008	361	109	182	(10)	642					
Revenu net T3-2007	381	102	194	(17)	660	1 063	292	371	(47)	1 679
Autres statistiques										
Profit économique net	178	81	107	(244)	122	519	233	(41)	(450)	261
Rendement des capitaux propres	20,0 %	39,6 %	18,5 %	n.s.	13,5 %	20,4 %	39,5 %	9,5 %	n.s.	12,7 %
Rendement des capitaux propres avant amortissement	20,4 %	39,9 %	18,5 %	n.s.	13,7 %	20,8 %	39,8 %	9,5 %	n.s.	12,9 %
Levier d'exploitation	(3,5 %)	(0,3 %)	1,3 %	n.s.	0,1 %	(2,5 %)	1,3 %	(1,1 %)	n.s.	0,8 %
Levier d'exploitation avant amortissement	(3,7 %)	(0,4 %)	1,3 %	n.s.	-	(2,7 %)	1,3 %	(1,1 %)	n.s.	0,7 %
Ratio de productivité (bic)	58,7 %	69,9 %	64,0 %	n.s.	64,9 %	59,0 %	69,7 %	76,7 %	n.s.	68,7 %
Ratio de productivité avant amortissement (bic)	58,0 %	69,7 %	64,0 %	n.s.	64,5 %	58,4 %	69,5 %	76,6 %	n.s.	68,2 %
Marge nette d'intérêts sur l'actif productif ¹⁾	2,75 %	8,87 %	0,67 %	n.s.	1,59 %	2,72 %	8,91 %	0,62 %	n.s.	1,50 %
Capitaux propres moyens attribuables aux actionnaires ordinaires	7 123	1 093	5 314	1 254	14 784	6 706	1 059	5 280	1 384	14 429
Actif productif moyen (en milliards de dollars)	147,6	7,5	169,4	(2,5)	322,0	144,4	7,3	176,8	(2,3)	326,2
Effectif – équivalent de durée normale	20 957	4 517	2 449	9 442	37 365					

n.s. – non significatif

¹⁾ Les revenus des groupes d'exploitation, les impôts sur les bénéfices et la marge nette d'intérêts sont présentés sur une base d'imposition comparable (bic). Les rajustements bic du groupe s'annulent dans le revenu des Services d'entreprise, et le revenu total de BMO, les impôts sur les bénéfices et la marge nette d'intérêt sont présentés selon les PCGR. Voir la section Mesures non conformes aux PCGR.

Les sections ci-après présentent une analyse des résultats financiers de chacun de nos groupes et unités d'exploitation pour le troisième trimestre de 2008.

De temps à autre, il arrive que la responsabilité de certains secteurs d'activité et de certaines unités sous-jacentes soit transférée d'un groupe client à un autre afin d'harmoniser plus étroitement la structure organisationnelle de BMO à ses priorités stratégiques. Toutes les données correspondantes sont alors reclassées pour tenir compte de ces transferts.

La note 15 afférente aux états financiers consolidés intermédiaires non vérifiés ci-joints explique comment les éléments de l'état des résultats requérant une répartition sont distribués entre les groupes d'exploitation, y compris la répartition de la dotation à la provision pour pertes sur créances. Les écarts entre les dotations à la provision pour pertes sur créances imputées aux groupes clients, qui sont calculées selon la méthode de la perte prévue, et les dotations à la provision pour pertes sur créances pour la période, calculées conformément aux PCGR, sont généralement imputés (ou crédités) aux Services d'entreprise.

Services bancaires Particuliers et entreprises (PE)

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)	T3-2008	Augmentation (Diminution) c. T3-2007		Augmentation (Diminution) c. T2-2008		Cumul 2008	Augmentation (Diminution) c. cumul 2007	
Revenu net d'intérêts (bic)	1 019	37	4 %	61	6 %	2 937	83	3 %
Revenu autre que d'intérêts	521	22	5 %	4	1 %	1 504	38	3 %
Revenu total (bic)	1 540	59	4 %	65	4 %	4 441	121	3 %
Dotation à la provision pour pertes sur créances	99	9	10 %	7	7 %	283	14	5 %
Frais autres que d'intérêts	904	65	8 %	48	5 %	2 621	135	5 %
Revenu avant impôts sur les bénéfices et part des actionnaires sans contrôle dans des filiales	537	(15)	(2 %)	10	2 %	1 537	(28)	(2 %)
Impôts sur les bénéfices (bic)	166	(5)	(1 %)	-	-	477	(25)	(4 %)
Part des actionnaires sans contrôle dans des filiales	-	-	-	-	-	-	-	-
Revenu net	371	(10)	(3 %)	10	3 %	1 060	(3)	-
Amortissement des actifs incorporels (après impôts)	8	-	-	1	13 %	22	(3)	(15 %)
Revenu net avant amortissement	379	(10)	(3 %)	11	3 %	1 082	(6)	(1 %)
Rendement des capitaux propres	20,0 %		(2,4 %)		(1,0 %)	20,4 %		(1,3 %)
Rendement des capitaux propres avant amortissement	20,4 %		(2,5 %)		(1,0 %)	20,8 %		(1,5 %)
Lever d'exploitation	(3,5 %)		n.s.		n.s.	(2,5 %)		n.s.
Lever d'exploitation avant amortissement	(3,7 %)		n.s.		n.s.	(2,7 %)		n.s.
Ratio de productivité (bic)	58,7 %		1,9 %		0,6 %	59,0 %		1,4 %
Ratio de productivité avant amortissement (bic)	58,0 %		1,9 %		0,5 %	58,4 %		1,5 %
Marge nette d'intérêts sur l'actif productif (bic)	2,75 %		(0,08 %)		0,04 %	2,72 %		(0,07 %)
Actif productif moyen	147 616	10 031	7 %	3 709	3 %	144 405	7 924	6 %

n.s. – non significatif

Les Services bancaires Particuliers et entreprises (Services bancaires PE) englobent nos deux unités d'exploitation de services bancaires aux particuliers et aux entreprises : Services bancaires Particuliers et entreprises – Canada (PE Canada) et Services bancaires Particuliers et entreprises – États-Unis (PE États-Unis). Ces unités d'exploitation sont passées en revue séparément dans les sections ci-après.

Services bancaires Particuliers et entreprises – Canada (PE Canada)

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)	T3-2008	Augmentation (Diminution) c. T3-2007		Augmentation (Diminution) c. T2-2008		Cumul 2008	Augmentation (Diminution) c. cumul 2007	
Revenu net d'intérêts (bic)	822	21	3 %	36	5 %	2 401	105	5 %
Revenu autre que d'intérêts	469	14	4 %	36	9 %	1 320	(14)	(1 %)
Revenu total (bic)	1 291	35	3 %	72	6 %	3 721	91	3 %
Dotation à la provision pour pertes sur créances	87	6	8 %	5	6 %	252	10	4 %
Frais autres que d'intérêts	710	46	7 %	53	8 %	2 062	108	6 %
Revenu avant impôts sur les bénéfices et part des actionnaires sans contrôle dans des filiales	494	(17)	(3 %)	14	4 %	1 407	(27)	(2 %)
Impôts sur les bénéfices (bic)	151	(4)	(1 %)	2	4 %	431	(23)	(5 %)
Part des actionnaires sans contrôle dans des filiales	-	-	-	-	-	-	-	-
Revenu net	343	(13)	(3 %)	12	3 %	976	(4)	-
Amortissement des actifs incorporels (après impôts)	(1)	-	-	(4)	n.s.	2	(3)	n.s.
Revenu net avant amortissement	342	(13)	(4 %)	8	3 %	978	(7)	(1 %)
Revenus des services aux particuliers, d'assurance et autres	654	14	2 %	32	5 %	1 885	19	1 %
Revenus des services aux entreprises	343	(6)	(1 %)	9	3 %	1 026	10	1 %
Revenu des services de cartes	294	27	10 %	31	12 %	810	62	8 %
Lever d'exploitation	(3,8 %)		n.s.		n.s.	(3,0 %)		n.s.
Lever d'exploitation avant amortissement	(4,1 %)		n.s.		n.s.	(3,2 %)		n.s.
Ratio de productivité (bic)	54,9 %		1,9 %		0,9 %	55,4 %		1,5 %
Ratio de productivité avant amortissement (bic)	54,9 %		2,1 %		1,0 %	55,3 %		1,6 %
Marge nette d'intérêts sur l'actif productif (bic)	2,68 %		(0,05 %)		0,02 %	2,66 %		(0,02 %)
Actif productif moyen	122 153	6 143	5 %	1 866	2 %	120 567	6 154	5 %

n.s. – non significatif

Comparaison du troisième trimestre de 2008 et du troisième trimestre de 2007

Le revenu net, qui s'élève à 343 millions de dollars, a baissé de 13 millions de dollars, ou de 3,2 % par rapport à il y a un an. Au troisième trimestre de l'an dernier, le revenu net comprenait un recouvrement d'impôts sur les bénéfices de périodes antérieures de 14 millions de dollars. Après rajustement pour tenir compte de cet élément, le revenu net a augmenté de 1 million de dollars, ou de 0,8 %.

Le revenu a progressé de 35 millions de dollars, ou de 3,0 %. La solide croissance des volumes s'est poursuivie pour la plupart des produits dans un contexte de ralentissement de l'économie. La fidélisation de la clientèle continue de s'améliorer, le nombre de nos clients est en hausse et nous renforçons nos relations avec eux.

La marge nette d'intérêts a reculé de 5 points de base en raison de la baisse des frais de refinancement des prêts hypothécaires, de la hausse des coûts de mobilisation des fonds et des pressions concurrentielles sur la tarification, éléments partiellement compensés par l'amélioration de la répartition des produits.

Dans le secteur des services aux particuliers, le revenu a augmenté de 14 millions de dollars, ou de 2,3 %, la plupart des produits enregistrant une hausse.

La croissance des prêts aux particuliers comparativement au troisième trimestre de 2007 a été forte, s'établissant à 19 %, et nous avons accru notre part de marché de 87 points de base par rapport à la même période l'an dernier et de 29 points de base par rapport au deuxième trimestre. Notre MargExpress sur valeur domiciliaire a joué un rôle important dans la croissance accélérée des prêts aux particuliers. Nous continuons d'observer une progression dans notre portefeuille de prêts hypothécaires établis par nos succursales, les nouveaux prêts établis ayant plus que compensé l'effet de notre retrait du circuit des courtiers. Comme prévu, notre part du marché des prêts hypothécaires a reculé de 148 points de base par rapport à la même période l'an dernier et de 33 points de base par rapport au deuxième trimestre, avec la poursuite de l'abandon des prêts provenant de courtiers.

Les dépôts des particuliers ont augmenté de 1,2 % par rapport au troisième trimestre de 2007, le nombre des titulaires de comptes de chèques actifs et le pourcentage de ménages fidélisés ayant progressé. Notre part de marché a reculé de 6 points de base par rapport au deuxième trimestre et de 10 points de base comparativement à la même période l'an dernier, dans un environnement très concurrentiel.

Dans le secteur des services aux entreprises, le revenu a diminué de 6 millions de dollars, ou de 1,2 %. La forte croissance des prêts se poursuit, se chiffrant à 9,3 % sur 12 mois malgré une concurrence toujours intense; l'incidence a toutefois été contrebalancée par les coûts de mobilisation des fonds plus élevés, les pressions concurrentielles sur la tarification en 2008 et les recouvrements d'intérêts plus élevés sur les prêts à la même période l'an dernier. BMO se classe au deuxième rang pour ce qui est de la part du marché des services aux entreprises au Canada, avec une part de marché de 19,89 %. Notre objectif est d'atteindre le premier rang et, au troisième trimestre, nous avons accru notre part de marché de 69 points de base par rapport à la même période l'an dernier et de 29 points de base par rapport au deuxième trimestre. Dans le secteur des prêts de 1 million à 5 millions de dollars, la croissance s'est chiffrée à 10,5 % et notre part de marché a augmenté de 88 points de base par rapport au troisième trimestre de 2007 et de 47 points de base par rapport au deuxième trimestre. Concernant les dépôts, la croissance des soldes de 4,5 % a été accompagnée d'une hausse constante des comptes d'entreprises.

Le revenu tiré des services de cartes et de règlement s'est accru de 27 millions de dollars, ou de 10 %, grâce à l'augmentation des transactions et à la croissance accélérée des soldes, ainsi qu'à la hausse des revenus de Moneris. La croissance de nos produits de cartes a encore une fois été forte au troisième trimestre. Notre programme de récompense AIR MILES et notre programme de remise en espèces, récemment bonifiés par nos deux derniers lancements de produits, sont très attrayants pour nos clients. Notre offre en partenariat avec Shell pousse encore plus loin les options que nous leur offrons pour choisir le programme qui comble le mieux leurs besoins – AIR MILES ou remise en espèces. Les offres complémentaires de milles AIR MILES sur nos cartes de crédit et de débit ont permis d'augmenter les volumes de cartes ainsi que les dépôts en succursale. La qualité de nos récompenses, associée à nos stratégies de tarification et de crédit, continue de soutenir la forte croissance des soldes et des profits dans un secteur où la concurrence est vive. Nous observons aussi une amélioration de l'expérience client dans ce domaine.

Les frais autres que d'intérêts ont augmenté de 46 millions de dollars, ou de 6,8 %, essentiellement en raison de la hausse des dépenses liées aux initiatives stratégiques et de la charge d'impôts sur le capital, éléments partiellement compensés par la diminution des coûts des avantages sociaux pour les employés. Nous continuons à investir dans nos activités, en rénovant et en étendant notre réseau de succursales, et en accroissant le nombre de nos spécialistes des prêts hypothécaires et de nos planificateurs financiers afin de générer des ventes supplémentaires. Depuis le début de l'exercice, nous avons ouvert sept nouvelles succursales, nous en avons relocalisé quatre et agrandi six. Nous continuons aussi à veiller à ce que nos frais, y compris l'élément le plus important, la rémunération du personnel, demeurent à un niveau approprié compte tenu des difficultés économiques.

Le solde moyen des prêts et acceptations, y compris les prêts titrisés, a progressé de 8,7 milliards de dollars, ou de 7,0 %, par rapport au troisième trimestre de 2007. Les dépôts des particuliers et des entreprises se sont accrus de 1,1 milliard de dollars, ou de 2,4 %, par rapport à la même période l'an dernier. Le levier d'exploitation avant amortissement s'est établi à -4,1 %.

Au cours du trimestre, nous avons conclu une entente en vue de transférer le passif associé à notre programme de récompense et de fidélisation des clients titulaires de cartes de crédit à Loyalty Management Group Canada Inc (LMGCI), notre partenaire du programme de milles de récompense AIR MILES. Le transfert n'a donné lieu à aucun gain significatif. De plus, nous avons renégocié et prolongé notre entente avec LMGCI concernant l'émission de milles de récompense AIR MILES. Aux termes de cette entente, nous ne conservons plus au passif la charge correspondant aux futurs échanges de milles de récompense AIR MILES et, en conséquence, nous ne sommes plus exposés au risque lié à la modification des habitudes en matière d'échange. Nous prévoyons que l'incidence de cette entente sur les frais courants sera négligeable.

Comparaison du troisième trimestre de 2008 et du deuxième trimestre de 2008

Le revenu net a augmenté de 12 millions de dollars, ou de 3,4 %.

Le revenu a augmenté de 72 millions de dollars, ou de 5,9 %, par rapport au deuxième trimestre. Cette hausse s'explique par l'incidence de 18 millions de dollars des deux jours civils supplémentaires du troisième trimestre, par la croissance des volumes de la plupart des produits, par l'amélioration de la marge nette d'intérêts ainsi que par la hausse des revenus des services de cartes et des revenus liés à Moneris. La marge nette d'intérêts a augmenté de 2 points de base grâce à une répartition des produits favorable et à la hausse des frais de refinancement, partiellement contrebalancées par la hausse des coûts de mobilisation des fonds et les pressions concurrentielles sur la tarification.

Les frais autres que d'intérêts ont augmenté de 53 millions de dollars, ou de 7,8 % en raison de la hausse des dépenses liées aux initiatives, des impôts sur le capital et des frais de publicité, et du fait que le trimestre comptait deux jours civils de plus.

Le solde moyen des prêts et acceptations, y compris les prêts titrisés, a progressé de 2,9 milliards de dollars, ou de 2,3 %, par rapport au deuxième trimestre, tandis que les dépôts des particuliers et des entreprises ont augmenté de 1,3 milliard de dollars, ou de 2,9 %.

Comparaison des neuf premiers mois de 2008 et des neuf premiers mois de 2007

Le revenu net a diminué de 4 millions de dollars, ou de 0,3 %, mais a augmenté de 42 millions de dollars, ou de 4,6 %, après rajustement pour tenir compte de l'incidence de 46 millions de dollars en 2007 d'un gain sur assurances, de gains sur placements et d'un recouvrement d'impôts sur les bénéfices de périodes antérieures. Le revenu a crû de 91 millions de dollars, ou de 2,5 %, mais de 131 millions, ou de 3,7 %, une fois rajusté pour tenir compte du gain sur assurances de 26 millions et des gains sur placements de 14 millions de l'exercice précédent. Les volumes de la plupart des produits ont augmenté. La marge nette d'intérêts a baissé de 2 points de base par rapport à l'an dernier.

Les frais autres que d'intérêts ont augmenté de 108 millions de dollars, ou de 5,5 %, essentiellement en raison des dépenses liées aux initiatives, y compris l'expansion et la rénovation du réseau des succursales et l'augmentation du nombre de nos spécialistes des prêts hypothécaires et de nos planificateurs financiers.

Services bancaires Particuliers et entreprises – États-Unis (PE États-Unis)

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)	T3-2008	Augmentation (Diminution) c. T3-2007		Augmentation (Diminution) c. T2-2008		Cumul 2008	Augmentation (Diminution) c. cumul 2007	
Revenu net d'intérêts (bic)	197	16	9 %	25	15 %	536	(22)	(4 %)
Revenu autre que d'intérêts	52	8	16 %	(32)	(39 %)	184	52	40 %
Revenu total (bic)	249	24	10 %	(7)	(3 %)	720	30	5 %
Dotation à la provision pour pertes sur créances	12	3	33 %	2	19 %	31	4	13 %
Frais autres que d'intérêts	194	19	11 %	(5)	(3 %)	559	27	5 %
Revenu avant impôts sur les bénéficiaires et part des actionnaires sans contrôle dans des filiales	43	2	4 %	(4)	(10 %)	130	(1)	-
Impôts sur les bénéficiaires (bic)	15	(1)	(6 %)	(2)	(19 %)	46	(2)	-
Part des actionnaires sans contrôle dans des filiales	-	-	-	-	-	-	-	-
Revenu net	28	3	6 %	(2)	(4 %)	84	1	-
Amortissement des actifs incorporels (après impôts)	9	-	-	5	n.s.	20	-	-
Revenu net avant amortissement	37	3	8 %	3	9 %	104	1	1 %
Levier d'exploitation	(0,3 %)		n.s.		n.s.	(0,6 %)		n.s.
Levier d'exploitation avant amortissement	(0,2 %)		n.s.		n.s.	(0,7 %)		n.s.
Ratio de productivité (bic)	78,1 %		0,2 %		0,4 %	77,6 %		0,4 %
Ratio de productivité avant amortissement (bic)	74,5 %		0,1 %		(0,2 %)	74,3 %		0,6 %
Marge nette d'intérêts sur l'actif productif (bic)	3,11 %		(0,26 %)		0,18 %	3,01 %		(0,37 %)
Actif productif moyen	25 463	3 888	18 %	1 843	8 %	23 838	1 770	8 %

États-Unis – Points saillants (en millions de dollars américains)

Revenu net d'intérêts (bic)	195	26	15 %	24	14 %	533	37	7 %
Revenu autre que d'intérêts	51	9	22 %	(33)	(39 %)	183	66	56 %
Revenu total (bic)	246	35	16 %	(9)	(4 %)	716	103	17 %
Frais autres que d'intérêts	192	27	17 %	(6)	(3 %)	556	82	17 %
Revenu net	28	4	12 %	(2)	(5 %)	84	10	12 %
Actif productif moyen	25 156	4 942	24 %	1 690	7 %	23 697	4 050	21 %

n.s. – non significatif

Comparaison du troisième trimestre de 2008 et du troisième trimestre de 2007

Le revenu net a augmenté de 3 millions de dollars, ou de 6,4 %. En dollars américains, le revenu net a progressé de 4 millions de dollars, ou de 12 %, et s'établit à 28 millions. La solide croissance des volumes et les premiers signes de stabilisation des marges ont été partiellement contrebalancés par l'effet des conditions de crédit difficiles et la poursuite ciblée des investissements dans nos activités et notre expansion.

Le revenu a augmenté de 35 millions de dollars américains, ou de 16 %, principalement en raison des acquisitions au Wisconsin (18 millions de dollars américains) et de la croissance du revenu lié aux activités de base en lien avec l'amélioration des volumes, des marges et des commissions. La marge nette d'intérêts a diminué de 26 points de base, dont 22 points de base découlent d'un transfert de portefeuille au premier trimestre. La marge nette d'intérêts a également subi l'effet défavorable de l'affaiblissement des conditions du marché du crédit.

Les frais autres que d'intérêts ont augmenté de 27 millions de dollars américains, ou de 17 %. L'augmentation est attribuable à l'incidence des acquisitions (16 millions), à la croissance des volumes d'affaires, aux effets de l'affaiblissement des conditions du marché du crédit et aux initiatives d'expansion de nos activités. Le levier d'exploitation avant amortissement s'est établi à -0,2 %.

Comparaison du troisième trimestre de 2008 et du deuxième trimestre de 2008

Le revenu net a diminué de 2 millions de dollars, ou de 4,3 %. En dollars américains, le revenu net a diminué de 2 millions de dollars, ou de 5,2 %. Les résultats du deuxième trimestre incluaient un gain après impôts sur la transaction liée à Visa de 13 millions de dollars américains, des frais exceptionnellement élevés et des revenus réduits.

Le revenu a baissé de 9 millions de dollars américains, ou de 3,6 %, les résultats du deuxième trimestre ayant bénéficié du gain lié à Visa de 38 millions de dollars américains. Le revenu a augmenté de 29 millions de dollars américains, ou de 13 %, si on exclut le gain lié à Visa,

essentiellement en raison des acquisitions au Wisconsin (11 millions de dollars américains) et des hausses du volume des activités de base, des marges et des commissions. La marge nette d'intérêts a augmenté de 18 points de base en raison de la stabilisation des marges dans les activités de base et de l'effet moins important des marchés du crédit au troisième trimestre en raison de recouvrements au comptant. Nous observons les premiers signes d'une stabilisation des marges pour les particuliers et les entreprises, dans les prêts comme les dépôts, en partie du fait des initiatives liées à la tarification.

Les frais autres que d'intérêts ont diminué de 6 millions de dollars américains, ou de 3,0 %, en raison de la réserve de 17 millions de dollars américains au titre du litige avec Visa constituée au trimestre précédent. Sans tenir compte du litige avec Visa ni de l'incidence des acquisitions au Wisconsin (11 millions de dollars américains), les frais sont restés inchangés par rapport au deuxième trimestre.

Notre taux de recommandation net, qui mesure la fidélité de la clientèle, a été comparable à celui du trimestre précédent, à 42 %.

Comparaison des neuf premiers mois de 2008 et des neuf premiers mois de 2007

Le revenu net, qui se chiffre à 84 millions de dollars, a augmenté de 1 million de dollars, ou de 0,3 %. En dollars américains, le revenu net a progressé de 10 millions de dollars, ou de 12 %.

Le revenu a augmenté de 103 millions de dollars américains, ou de 17 %. L'augmentation est attribuable à la transaction liée à Visa, aux acquisitions, à la hausse des volumes et à la progression des revenus de commissions et d'autres éléments du revenu autre que d'intérêts. La marge nette d'intérêts a reculé de 37 points de base en raison de l'incidence, à hauteur de 22 points de base, du transfert de portefeuille, de l'augmentation des prêts non productifs et de l'environnement hautement concurrentiel.

Les frais autres que d'intérêts se sont accrus de 82 millions de dollars américains, ou de 17 %, compte tenu de la charge pour litiges, des acquisitions, de la poursuite ciblée des investissements dans nos activités et de notre expansion, ainsi que de l'effet des marchés du crédit.

Groupe Gestion privée (groupe GP)

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)	T3-2008	Augmentation (Diminution) c. T3-2007		Augmentation (Diminution) c. T2-2008		Cumul 2008	Augmentation (Diminution) c. cumul 2007	
Revenu net d'intérêts (bic)	167	13	9 %	2	2 %	487	29	6 %
Revenu autre que d'intérêts	377	11	3 %	32	9 %	1 086	-	-
Revenu total (bic)	544	24	5 %	34	7 %	1 573	29	2 %
Dotation à la provision pour pertes sur créances	1	-	-	-	-	3	1	26 %
Frais autres que d'intérêts	380	18	5 %	32	10 %	1 096	6	1 %
Revenu avant impôts sur les bénéfices	163	6	4 %	2	1 %	474	22	5 %
Impôts sur les bénéfices (bic)	53	(2)	(4 %)	1	1 %	157	(3)	(2 %)
Revenu net	110	8	8 %	1	1 %	317	25	9 %
Amortissement des actifs incorporels (après impôts)	1	-	-	-	-	3	-	-
Revenu net avant amortissement	111	8	8 %	1	1 %	320	25	9 %
Rendement des capitaux propres	39,6 %		5,0 %		(1,9 %)	39,5 %		5,8 %
Rendement des capitaux propres avant amortissement	39,9 %		5,0 %		(2,0 %)	39,8 %		5,7 %
Levier d'exploitation	(0,3 %)		n.s.		n.s.	1,3 %		n.s.
Levier d'exploitation avant amortissement	(0,4 %)		n.s.		n.s.	1,3 %		n.s.
Ratio de productivité (bic)	69,9 %		0,2 %		1,8 %	69,7 %		(0,9 %)
Ratio de productivité avant amortissement (bic)	69,7 %		0,3 %		1,8 %	69,5 %		(0,8 %)
Marge nette d'intérêts sur l'actif productif (bic)	8,87 %		(0,70 %)		(0,33 %)	8,91 %		(0,94 %)
Actif productif moyen	7 493	1 140	18 %	235	3 %	7 293	1 082	17 %

États-Unis – Points saillants (en millions de dollars américains)

Revenu total (bic)	62	-	-	3	7 %	183	2	1 %
Frais autres que d'intérêts	58	(1)	(2 %)	5	11 %	170	(7)	(4 %)
Revenu net	3	1	58 %	(1)	(16 %)	9	6	+100 %
Revenu net avant amortissement	3	1	40 %	(1)	(15 %)	10	6	+100 %
Actif productif moyen	2 134	197	10 %	4	-	2 119	209	11 %

n.s. – non significatif

Comparaison du troisième trimestre de 2008 et du troisième trimestre de 2007

Le revenu net a augmenté de 8 millions de dollars, ou de 8,4 %, pour atteindre le chiffre record de 110 millions de dollars en dépit de conditions d'exploitation plus difficiles.

Le revenu a progressé de 24 millions de dollars, ou de 4,8 %, et de 29 millions de dollars, ou de 5,6 %, abstraction faite de l'incidence de l'affaiblissement du dollar américain. Le revenu net d'intérêts a crû, principalement grâce à l'augmentation des soldes des dépôts dans le secteur du courtage. L'augmentation des soldes des prêts et des dépôts dans notre secteur de la gestion bancaire privée en Amérique du Nord a également contribué à la croissance. Le revenu autre que d'intérêts a augmenté essentiellement grâce à la hausse des revenus des services tarifés relatifs aux activités de placement traditionnelles et à celle des revenus des services fiduciaires et des services d'investissement dans notre secteur de la gestion bancaire privée en Amérique du Nord. Les frais de gestion fixes de BMO Fonds d'investissement mis en œuvre au premier trimestre de 2008 ont également contribué à la croissance.

Les frais autres que d'intérêts ont augmenté de 18 millions de dollars, ou de 5,1 %, et de 22 millions, ou de 6,0 %, abstraction faite de l'incidence de l'affaiblissement du dollar américain, principalement en raison de la hausse des frais liés aux revenus, de l'élargissement de l'équipe de vente et de l'incidence des frais de gestion fixes.

Le levier d'exploitation avant amortissement s'est établi à -0,4 %.

L'actif sous gestion et sous administration et les dépôts à terme du groupe, qui se chiffrent à 286 milliards de dollars, ont beaucoup souffert de la faiblesse des conditions du marché. L'actif a augmenté de 4,2 milliards de dollars, ou de 1,5 %, sur 12 mois, abstraction faite de l'incidence du change.

Comparaison du troisième trimestre de 2008 et du deuxième trimestre de 2008

Le revenu net a augmenté de 1 million de dollars, ou de 1,0 %.

Le revenu a augmenté de 34 millions de dollars, ou de 6,9 %, essentiellement grâce à la hausse des revenus de commissions et des revenus tirés des services de placement traditionnels. L'augmentation des soldes des dépôts dans le secteur du courtage et la hausse des

revenus liés aux fonds d'investissement ont également contribué à cette augmentation.

Les frais autres que d'intérêts ont crû de 32 millions de dollars, ou de 9,7 %, en raison, principalement, de la hausse des frais liés aux revenus. Le groupe continue à investir afin de stimuler la croissance future des revenus.

Comparaison des neuf premiers mois de 2008 et des neuf premiers mois de 2007

Le revenu net a progressé de 25 millions de dollars ou de 8,9 %.

En dépit de la faiblesse des conditions du marché, le revenu a progressé de 29 millions de dollars, ou de 1,9 %, et de 60 millions de dollars, ou de 3,9 %, abstraction faite de l'incidence de l'affaiblissement du dollar américain et du gain de 7 millions de dollars comptabilisé l'an dernier à la vente des actions ordinaires de la Bourse de Montréal. Le revenu net d'intérêts a crû, principalement grâce à l'augmentation des soldes des dépôts dans le secteur du courtage. L'augmentation des soldes des dépôts et des prêts dans notre secteur de la gestion bancaire privée en Amérique du Nord a également contribué à la croissance. Le revenu autre que d'intérêts, après rajustement pour tenir compte du gain et de l'affaiblissement du dollar américain, a augmenté essentiellement grâce à la hausse des revenus des services fiduciaires et des services d'investissement dans notre secteur de la gestion bancaire privée en Amérique du Nord et à la croissance des revenus tirés de fonds d'investissement y compris les frais de gestion fixes. Ces facteurs ont toutefois été partiellement neutralisés par le recul des revenus tirés des commissions dans le secteur du courtage.

Les frais autres que d'intérêts ont augmenté de 6 millions de dollars, ou de 0,6 %, et de 26 millions, ou de 2,4 %, abstraction faite de l'incidence de l'affaiblissement du dollar américain, principalement en raison de l'incidence des frais de gestion fixes et de l'élargissement de l'équipe de vente, facteurs partiellement compensés par la baisse des frais liés aux revenus. Le groupe continue à mettre l'accent sur la gestion des frais dans la conjoncture actuelle du marché, tout en investissant dans l'équipe de vente et dans les technologies de soutien afin de stimuler la croissance future des revenus.

Le levier d'exploitation avant amortissement s'est établi à 1,3 %.

BMO Marché des capitaux (BMO MC)

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)	T3-2008	Augmentation (Diminution) c. T3-2007		Augmentation (Diminution) c. T2-2008		Augmentation (Diminution) c. cumul 2007		Cumul 2008
Revenu net d'intérêts (bic)	287	34	13 %	53	22 %	824	83	11 %
Revenu autre que d'intérêts	459	22	5 %	8	2 %	873	66	8 %
Revenu total (bic)	746	56	8 %	61	9 %	1 697	149	10 %
Dotation à la provision pour pertes sur créances	29	10	52 %	-	-	87	29	48 %
Frais autres que d'intérêts	477	29	7 %	36	8 %	1 301	126	11 %
Revenu (perte) avant impôts sur les bénéfices	240	17	7 %	25	11 %	309	(6)	(2 %)
Impôts sur les bénéfices (recouvrement) (bic)	(19)	(48)	(+100 %)	(52)	(+100 %)	(98)	(42)	(75 %)
Revenu net	259	65	34 %	77	42 %	407	36	10 %
Amortissement des actifs incorporels (après impôts)	-	-	-	-	-	-	(1)	(7 %)
Revenu net avant amortissement	259	65	34 %	77	42 %	407	35	10 %
Revenu de produits de négociation	390	116	42 %	30	9 %	715	432	+100 %
Revenu d'investissements et service aux grandes entreprises et autre revenu	356	(60)	(15 %)	31	9 %	982	(283)	(23 %)
Rendement des capitaux propres	18,5 %		3,8 %		5,3 %	9,5 %		0,1 %
Rendement des capitaux propres avant amortissement	18,5 %		3,8 %		5,3 %	9,5 %		0,1 %
Levier d'exploitation	1,3 %		n.s.		n.s.	(1,1 %)		n.s.
Levier d'exploitation avant amortissement	1,3 %		n.s.		n.s.	(1,1 %)		n.s.
Ratio de productivité (bic)	64,0 %		(0,8 %)		(0,3 %)	76,7 %		0,8 %
Ratio de productivité avant amortissement (bic)	64,0 %		(0,8 %)		(0,3 %)	76,6 %		0,8 %
Marge nette d'intérêts sur l'actif productif (bic)	0,67 %		0,06 %		0,12 %	0,62 %		(0,01 %)
Actif productif moyen	169 410	4 452	3 %	(5 333)	(3 %)	176 840	19 853	13 %

États-Unis - Points saillants (en millions de dollars américains)

Revenu total (bic)	297	147	98 %	50	21 %	838	705	+100 %
Frais autres que d'intérêts	197	35	22 %	46	30 %	556	111	25 %
Revenu net	59	57	+100 %	(5)	(7 %)	179	338	+100 %
Actif moyen	66 968	12 445	23 %	(4 276)	(6 %)	70 869	21 861	45 %

n.s. - non significatif

Comparaison du troisième trimestre de 2008 et du troisième trimestre de 2007

Le revenu net, qui se chiffre à 259 millions de dollars, a augmenté de 65 millions de dollars, ou de 34 %, par rapport au troisième trimestre de 2007. Le revenu a crû de 56 millions de dollars, ou de 7,9 %, et s'établit à 746 millions de dollars, en raison de la forte hausse des revenus de négociation et des bons résultats des secteurs sensibles aux taux d'intérêt, facteurs partiellement contrebalancés par la baisse des commissions sur les fusions et acquisitions, des revenus tirés des prises fermes de titres de participation et du revenu net d'intérêts des services aux grandes entreprises. Les résultats du trimestre ont été réduits par l'effet, d'un montant net de 33 millions de dollars, des éléments suivants : des charges liées aux conditions des marchés financiers de 96 millions après impôts, une charge liée aux indemnités de licenciement de 19 millions après impôts et la part du groupe de 82 millions d'un recouvrement d'impôts sur les bénéfices de périodes antérieures. Le revenu net du troisième trimestre de 2007 avait été réduit de 97 millions de dollars compte tenu de pertes dans notre secteur des produits de base. Pour plus de détails sur les charges liées à la conjoncture des marchés financiers, reportez-vous à la section Incidence de la conjoncture des marchés financiers sur les résultats du troisième trimestre.

Nous avons réorienté certaines de nos activités pendant le trimestre dans le but d'améliorer notre profil risque-rendement et de nous concentrer sur les relations avec la clientèle importantes et rentables.

Le revenu de produits de négociation a progressé de 116 millions de dollars, ou de 42 %, en raison des pertes sur produits de base en 2007. L'augmentation du revenu des secteurs sensibles aux taux d'intérêt a été partiellement contrebalancée par les niveaux plus élevés des dévaluations pour perte de valeur autres que temporaires et les charges liées au papier commercial adossé à des actifs d'Apex et de tiers. Nos activités de négociation ont encore été volatiles; toutefois, la direction met l'accent sur la réduction de la volatilité des résultats du groupe.

Le revenu d'Investissements et services aux grandes entreprises et autre revenu a fléchi de 60 millions de dollars, ou de 15 %. Les commissions sur les fusions et acquisitions ainsi que sur les prises fermes de titres de participation et de titres d'emprunt ont diminué en raison de la conjoncture difficile. La conjoncture était beaucoup plus favorable il y a un an et les conditions restent précaires pour nos services tarifés.

Le revenu net d'intérêts a augmenté par rapport à la même période il y a un an, grâce à la hausse des revenus de nos secteurs sensibles aux taux d'intérêt et du revenu net d'intérêts lié aux activités de négociation, facteurs partiellement contrebalancés par le repli du revenu net d'intérêts des services aux grandes entreprises. La marge nette d'intérêts a augmenté de 6 points de base par rapport à la même période l'an dernier en raison de marges sur les produits de négociation plus élevées et de marges accrues dans nos secteurs sensibles aux taux d'intérêt.

Les frais autres que d'intérêts ont augmenté de 29 millions de dollars, ou de 6,6 %, principalement en raison d'une charge liée aux indemnités de licenciement de 28 millions. Le levier d'exploitation avant amortissement s'est établi à 1,3 %.

Comparaison du troisième trimestre de 2008 et du deuxième trimestre de 2008

Le revenu net a augmenté de 77 millions de dollars, ou de 42 %. Les résultats du deuxième trimestre incluaient un recouvrement net de 42 millions de dollars (28 millions après impôts) lié à des rajustements d'évaluation, y compris des reprises de certaines des charges du premier trimestre liées à la valeur de marché.

Le revenu a progressé de 61 millions de dollars, ou de 8,6 %, grâce à la hausse des revenus tirés des activités de négociation et de nos secteurs sensibles aux taux d'intérêt ainsi qu'à l'amélioration des résultats des prises fermes de titres d'emprunt et de titres de participation. Ces facteurs ont été partiellement contrebalancés par l'augmentation des pertes nettes sur placements qui comprennent les dévaluations pour perte de valeur autres que temporaires et les charges liées au papier

commercial adossé à des actifs d'Apex et de tiers. Les commissions sur les fusions et acquisitions ont baissé.

Les frais autres que d'intérêts ont augmenté 36 millions de dollars, ou de 8,1 %, principalement en raison de la charge liée aux indemnités de licenciement de 28 millions de dollars et d'une augmentation de la rémunération variable.

Comparaison des neuf premiers mois de 2008 et des neuf premiers mois de 2007

Le revenu net a augmenté de 36 millions de dollars, ou de 9,6 %. L'incidence de la détérioration des marchés financiers sur les résultats des neuf premiers mois de 2008 s'est traduite par des charges de 580 millions de dollars (392 millions après impôts). Pendant la même période de 2007, les résultats tenaient compte de charges de 829 millions de dollars (424 millions, déduction faite des impôts et des rajustements relatifs à la rémunération) liées aux pertes sur produits de base.

Services d'entreprise, y compris Technologie et opérations

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)	T3-2008	Augmentation (Diminution) c. T3-2007		Augmentation (Diminution) c. T2-2008		Cumul 2008	Augmentation (Diminution) c. cumul 2007	
Revenu net d'intérêts (bic)	(187)	(45)	(34 %)	(4)	(2 %)	(574)	(168)	(42 %)
Revenu autre que d'intérêts	103	97	+100 %	(30)	(21 %)	255	112	77 %
Revenu total (bic)	(84)	52	38 %	(34)	(65 %)	(319)	(56)	(22 %)
Dotation à la provision pour (recouvrement de) pertes sur créances	355	374	+100 %	326	+100 %	492	619	+100 %
Frais autres que d'intérêts	21	11	98 %	(14)	(41 %)	58	(2)	(3 %)
Charge de restructuration	-	-	-	-	-	-	(135)	(100 %)
Total des frais autres que d'intérêts	21	11	98 %	(14)	(41 %)	58	(137)	(70 %)
Revenu (perte) avant impôts sur les bénéfices et part des actionnaires sans contrôles dans des filiales	(460)	(333)	(+100 %)	(346)	(+100 %)	(869)	(538)	(+100 %)
Impôts sur les bénéfices (recouvrement) (bic)	(259)	(131)	(+100 %)	(136)	(+100 %)	(558)	(218)	(65 %)
Part des actionnaires sans contrôle dans des filiales	18	-	-	(1)	(5 %)	55	(1)	(3 %)
Revenu net (perte nette)	(219)	(202)	(+100 %)	(209)	(+100 %)	(366)	(319)	(+100 %)

États-Unis - Points saillants (en millions de dollars américains)

Revenu total (bic)	(35)	7	17 %	(4)	(18 %)	(134)	(29)	(27 %)
Dotation à la provision pour pertes sur créances	412	403	+100 %	369	+100 %	574	601	+100 %
Frais autres que d'intérêts	(20)	(11)	(+100 %)	(14)	(+100 %)	(45)	(36)	(+100 %)
Charge de restructuration	-	-	-	-	-	-	(18)	(100 %)
Total des frais autres que d'intérêts	(20)	(11)	(+100 %)	(14)	(+100 %)	(45)	(54)	(+100 %)
Impôts sur les bénéfices (recouvrement) (bic)	(152)	(129)	(+100 %)	(120)	(+100 %)	(256)	(209)	(+100 %)
Revenu net (perte nette)	(280)	(256)	(+100 %)	(240)	(+100 %)	(421)	(367)	(+100 %)

Services d'entreprise

Les Services d'entreprise comprennent les unités fonctionnelles qui offrent à BMO Groupe financier une expertise et un soutien en matière de gouvernance dans les domaines tels que la planification stratégique, le droit, les finances, la vérification interne, la gestion des risques, les communications, le marketing, les ressources humaines et la formation. Les résultats d'exploitation comprennent les revenus et les frais liés à certaines activités de titrisation, aux opérations de couverture visant les revenus de sources étrangères et aux activités relevant de la gestion de certains postes du bilan et de la structure globale de l'actif et du passif de BMO.

Les écarts entre les dotations à la provision pour pertes sur créances imputées aux groupes clients, qui sont calculées selon la méthode de la perte prévue, et les dotations à la provision pour pertes sur créances pour la période, calculées conformément aux PCGR, sont généralement imputés (ou crédités) aux Services d'entreprise.

Technologie et opérations

Le groupe Technologie et opérations (T&O) assure à BMO Groupe financier des services de gestion, de soutien et de gouvernance en matière de technologie de l'information, de services d'exploitation, d'opérations immobilières et d'impartition. Le groupe axe ses efforts sur les priorités établies à l'échelle de l'organisation afin de maximiser la qualité et l'efficacité de l'exploitation et de permettre aux clients de vivre une excellente expérience.

Analyse des résultats financiers

Aux fins de la communication de l'information financière, les résultats d'exploitation de Technologie et opérations sont inclus dans ceux des

Le revenu a progressé de 149 millions de dollars, ou de 9,6 %, en raison des pertes sur produits de base de l'exercice précédent et des bons résultats obtenus dans les secteurs sensibles aux taux d'intérêt. Cette progression a été partiellement contrebalancée par des pertes nettes sur placements et la baisse du revenu tiré des prêts, y compris la diminution des recouvrements de prêts douteux, ainsi que par le repli des commissions sur les fusions et acquisitions et sur les prises fermes de titres de participation par rapport aux niveaux records atteints au cours de l'exercice précédent.

Les frais autres que d'intérêts ont augmenté de 126 millions de dollars, ou de 11 %, compte tenu de la hausse des frais liés au personnel, y compris la rémunération liée au rendement et les charges liées aux indemnités de licenciement, et de l'augmentation des coûts répartis.

Services d'entreprise. Cependant, les coûts des services de Technologie et opérations sont transférés aux groupes clients (Services bancaires PE, groupe GP et BMO Marchés des capitaux), et seules des sommes peu élevées sont conservées dans les résultats de Technologie et opérations. Par conséquent, les résultats de la présente section reflètent en grande partie les résultats des autres unités fonctionnelles susmentionnées.

La perte nette du trimestre s'établit à 219 millions de dollars, comparativement à une perte nette de 17 millions au troisième trimestre de l'exercice précédent, principalement en raison de dotations à la provision pour pertes sur créances élevées, dues à la politique de BMO qui consiste à imputer à chaque groupe d'exploitation les pertes prévues pour ce groupe. Ce facteur a toutefois été partiellement compensé par la hausse des revenus tirés de la titrisation et des autres revenus ainsi que des impôts sur les bénéfices plus avantageux découlant de la baisse du revenu et de recouvrements d'impôts sur les bénéfices d'exercices antérieurs de 13 millions de dollars.

Le revenu net a diminué de 209 millions de dollars par rapport au deuxième trimestre, essentiellement en raison de dotations à la provision pour pertes sur créances plus élevées. Les résultats du troisième trimestre comprennent une augmentation de 50 millions de dollars (30 millions après impôts) de la provision générale.

Le revenu net des neuf premiers mois de l'exercice 2008 a diminué de 319 millions de dollars par rapport à la même période l'an dernier, essentiellement à cause de la hausse des dotations à la provision pour pertes sur créances, y compris une augmentation de la provision générale de 110 millions de dollars (68 millions de dollars après impôts).

Éléments significatifs et notables

Troisième trimestre de 2008

Les charges liées à la conjoncture des marchés financiers au troisième trimestre sont présentées en détail dans la section intitulée Incidence de la conjoncture des marchés financiers sur les résultats du troisième trimestre. En outre, une hausse de 50 millions de dollars de la provision générale a été incluse dans les éléments significatifs tels qu'ils sont présentés dans le tableau des mesures conformes aux PCGR et mesures connexes non conformes aux PCGR.

Deuxième trimestre de 2008

Aucun montant n'a été désigné comme élément significatif au deuxième trimestre, car les charges liées aux conditions du crédit n'ont pas eu de répercussions importantes sur une base nette.

Les résultats de BMO au deuxième trimestre incluent un gain net de 42 millions de dollars (28 millions après impôts) attribuable aux charges/recouvrements liés à la conjoncture des marchés financiers. Ces charges/recouvrements sont constitués:

- d'un recouvrement net de 26 millions de dollars (18 millions après impôts) lié à :
 - un recouvrement à la valeur de marché de 85 millions de dollars (57 millions après impôts) en rapport avec la fiducie Apex/Sitka, pour tenir compte de la probabilité accrue de la réussite de la restructuration observée pendant le trimestre;
 - une charge à la valeur de marché de 36 millions de dollars (24 millions après impôts) en rapport avec des placements dans du papier commercial de conduits canadiens administrés par des tiers touchés par la Proposition de Montréal;
 - une charge de 23 millions de dollars (15 millions après impôts) en rapport avec des billets de capital des entités de gestion de placements structurés Links et Parkland;
- d'un recouvrement de 35 millions de dollars (24 millions après impôts) en rapport avec des éléments touchés par les écarts de taux, plus précisément des rajustements de la valeur de marché; ce recouvrement consiste en un bénéfice de 128 millions de dollars (86 millions après impôts) en rapport avec des gains à la valeur de marché découlant de notre exposition au risque de crédit lié aux contreparties d'instruments dérivés, les écarts de taux de BMO s'étant élargis relativement à diverses contreparties, moins une charge de 93 millions de dollars (62 millions après impôts) au titre de positions de négociation et de crédits structurés;
- d'une charge de 19 millions de dollars (14 millions après impôts) liée à quatre éléments moins importants, chacun ayant une incidence de 10 millions de dollars ou moins sur le revenu net et comportant des charges à la valeur de marché attribuables à notre portefeuille de négociation d'actions privilégiées et à notre exposition liée à des assureurs spécialisés.

Le gain net de 42 millions de dollars décrit plus haut a eu un impact sur le revenu autre que d'intérêts lié aux activités de négociation (71 millions de dollars), les autres revenus (6 millions de dollars) et les gains ou pertes sur titres autres que de négociation (-35 millions de dollars).

Premier trimestre de 2008

Des éléments notables ont été signalés comme des éléments significatifs au premier trimestre.

Au premier trimestre de 2008, BMO a comptabilisé des charges de 548 millions de dollars (362 millions après impôts et 0,72 \$ par action) pour certaines activités de négociation et des rajustements d'évaluation, ainsi qu'une augmentation de la provision générale pour pertes sur créances. Ces charges comprenaient 488 millions de dollars (324 millions après impôts) imputés aux résultats de BMO Marchés des capitaux, en rapport avec les éléments suivants: des pertes découlant de l'abandon de positions liées à l'assureur spécialisé ACA Financial Guarantee Corporation (158 millions de dollars); des

positions de négociation et de crédits structurés, des actions privilégiées, des conduits canadiens administrés par des tiers et d'autres pertes liées à la valeur de marché (177 millions); des investissements dans Apex (130 millions); et des billets de capital dans les entités de gestion de placements structurés Links et Parkland (23 millions). BMO n'est pas exposé à d'autres risques liés à ACA. La réduction de la rémunération liée au rendement rattachée aux charges n'était pas incluse dans le calcul de l'incidence des éléments significatifs.

La charge de 177 millions de dollars mentionnée ci-dessus était principalement due à l'incidence de l'élargissement des écarts de taux dans un certain nombre de nos portefeuilles de négociation. Elle était constituée de plusieurs éléments, dont le plus important se chiffrait à 78 millions de dollars pour un risque de contrepartie lié à nos dérivés, dont environ la moitié était liée à des assureurs spécialisés (autres que ACA) et à des sociétés d'instruments dérivés de crédit similaires. La charge de 488 millions de dollars incluait des réductions du revenu autre que d'intérêts lié aux activités de négociation (420 millions), des gains sur titres de placement (23 millions) et d'autres revenus (45 millions).

Les résultats des Services d'entreprise comprenaient une augmentation de 60 millions de dollars (38 millions après impôts) de la provision générale pour pertes sur créances, afin de tenir compte de la croissance du portefeuille et du déplacement du risque.

Troisième trimestre de 2007

Au troisième trimestre de 2008, BMO a comptabilisé des charges de 149 millions de dollars (97 millions après impôts et 0,19 \$ par action) pour des pertes sur produits de base.

Neuf premiers mois de 2008

Les éléments significatifs et notables en 2008 sont présentés en détail ci-dessus.

Neuf premiers mois de 2007

Le revenu net des neuf premiers mois de 2007 a été réduit d'un montant de 512 millions de dollars attribuable aux éléments significatifs. Ils incluaient un montant de 424 millions de dollars après impôts lié à des pertes sur produits de base de 829 millions, déduction faite de la réduction de 120 millions de la rémunération liée au rendement. Ils incluaient également un montant de 88 millions après impôts découlant d'une charge de restructuration de 135 millions.

État consolidé des résultats

(non vérifié) (en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)

	Pour les trois mois terminés le				Pour les neuf mois terminés le		
	31 juillet 2008	30 avril 2008	31 janvier 2008	31 octobre 2007	31 juillet 2007	31 juillet 2008	31 juillet 2007
Revenu d'intérêts, de dividendes et de commissions							
Prêts	2 467 \$	2 609 \$	2 984 \$	2 971 \$	2 935 \$	8 060 \$	8 586 \$
Valeurs mobilières	705	805	948	910	786	2 458	2 243
Dépôts à d'autres banques	203	230	315	387	291	748	741
	3 375	3 644	4 247	4 268	4 012	11 266	11 570
Frais d'intérêts							
Dépôts	1 612	1 842	2 297	2 328	1 968	5 751	5 577
Dettes subordonnées	61	51	49	51	46	161	129
Actions privilégiées et titres d'une fiducie de capital	22	23	23	24	24	68	75
Autres passifs	394	554	664	669	727	1 612	2 142
	2 089	2 470	3 033	3 072	2 765	7 592	7 923
Revenu net d'intérêts	1 286	1 174	1 214	1 196	1 247	3 674	3 647
Dotation à la provision pour pertes sur créances (note 2)	484	151	230	151	91	865	202
Revenu net d'intérêts, déduction faite de la dotation à la provision pour pertes sur créances	802	1 023	984	1 045	1 156	2 809	3 445
Revenu autre que d'intérêts							
Commissions et droits sur titres	294	270	271	265	299	835	880
Frais de service – Dépôts et ordres de paiement	190	181	182	183	180	553	545
Revenus (pertes) de négociation	220	192	(301)	(165)	40	111	(322)
Commissions sur prêts	116	101	92	105	102	309	301
Frais de services de cartes	88	78	67	(105)	79	233	212
Frais de gestion de placements et de garde de titres	86	85	81	83	81	252	239
Revenus tirés de fonds d'investissement	151	144	154	148	151	449	428
Revenus de titrisation	133	133	80	61	65	346	235
Commissions de prise ferme et de consultation	97	98	92	103	160	287	425
Gains (pertes) sur titres, autres que de négociation	(75)	14	(2)	148	6	(63)	98
Revenus de change, autres que de négociation	25	30	29	48	30	84	84
Revenus d'assurance	56	52	62	52	55	170	178
Autres	79	68	5	78	60	152	199
	1 460	1 446	812	1 004	1 308	3 718	3 502
Revenu net d'intérêts et revenu autre que d'intérêts	2 262	2 469	1 796	2 049	2 464	6 527	6 947
Frais autres que d'intérêts							
Rémunération du personnel (note 8)	1 044	980	945	901	1 024	2 969	2 924
Bureaux et matériel	346	335	326	350	325	1 007	953
Amortissement des actifs incorporels	11	10	10	11	11	31	35
Déplacements et expansion des affaires	87	74	72	92	72	233	195
Communications	50	53	42	36	38	145	113
Taxes d'affaires et impôts sur le capital	20	(1)	12	6	-	31	41
Honoraires	102	90	79	108	62	271	193
Autres	122	139	128	127	127	389	357
	1 782	1 680	1 614	1 631	1 659	5 076	4 811
Charge de restructuration (note 9)	-	-	-	24	-	-	135
Revenu avant provision pour (recouvrement des) impôts sur les bénéfices et part des actionnaires sans contrôle dans des filiales	480	789	182	394	805	1 451	2 001
Impôts sur les bénéfices	(59)	128	(91)	(77)	127	(22)	266
	539	661	273	471	678	1 473	1 735
Part des actionnaires sans contrôle dans des filiales	18	19	18	19	18	55	56
Revenu net	521 \$	642 \$	255 \$	452 \$	660 \$	1 418 \$	1 679 \$
Dividendes sur actions privilégiées	19 \$	14 \$	15 \$	12 \$	9 \$	48 \$	31 \$
Résultat net attribuable aux actionnaires ordinaires	502 \$	628 \$	240 \$	440 \$	651 \$	1 370 \$	1 648 \$
Nombre moyen d'actions ordinaires (en milliers)	504 124	502 054	499 067	498 379	499 793	501 746	500 480
Nombre moyen d'actions ordinaires compte tenu des titres dilutifs (en milliers)	508 032	506 638	505 572	506 173	507 913	506 732	509 242
Résultat par action (en dollars canadiens)							
De base	1,00 \$	1,25 \$	0,48 \$	0,89 \$	1,30 \$	2,73 \$	3,29 \$
Dilué	0,98	1,25	0,47	0,87	1,28	2,70	3,24
Dividendes déclarés par action ordinaire	0,70	0,70	0,70	0,70	0,68	2,10	2,01

Les notes afférentes aux états financiers consolidés intermédiaires en font partie intégrante.

Bilan consolidé

(non vérifié) (en millions de dollars canadiens)

	Au				
	31 juillet 2008	30 avril 2008	31 janvier 2008	31 octobre 2007	31 juillet 2007
Actif					
Encaisse	22 054 \$	22 237 \$	26 122 \$	22 890 \$	25 041 \$
Valeurs mobilières					
Titres de négociation	63 628	64 443	63 377	70 773	67 716
Titres disponibles à la vente	23 426	22 453	24 341	26 010	17 046
Titres divers	1 821	1 774	1 747	1 494	1 456
Titres de substituts de prêts	-	-	-	-	11
	88 875	88 670	89 465	98 277	86 229
Prêts					
Prêts hypothécaires à l'habitation	51 757	52 583	53 224	52 429	62 297
Prêts à tempérament et autres prêts aux particuliers	40 292	37 954	34 517	33 189	33 009
Prêts sur cartes de crédit	3 532	4 338	4 685	4 493	4 347
Prêts aux entreprises et aux administrations publiques	71 961	67 942	66 205	62 650	63 795
Titres pris en pension ou empruntés	32 433	33 596	42 937	37 093	34 216
	199 975	196 413	201 568	189 854	197 664
Engagements de clients aux termes d'acceptations	9 834	10 345	11 590	12 389	8 993
Provision pour pertes sur créances (note 2)	(1 494)	(1 336)	(1 227)	(1 055)	(1 045)
	208 315	205 422	211 931	201 188	205 612
Autres actifs					
Instruments dérivés	43 167	44 557	36 857	32 585	30 030
Bureaux et matériel	2 051	2 024	1 977	1 980	2 015
Écarts d'acquisition	1 449	1 398	1 189	1 140	1 232
Actifs incorporels	189	208	152	124	149
Actifs divers	8 947	10 642	9 132	8 340	8 846
	55 803	58 829	49 307	44 169	42 272
Total de l'actif	375 047 \$	375 158 \$	376 825 \$	366 524 \$	359 154 \$
Passif et capitaux propres					
Dépôts					
Banques	29 988 \$	30 938 \$	34 991 \$	34 100 \$	30 561 \$
Entreprises et administrations publiques	131 748	122 707	125 312	121 748	120 757
Particuliers	86 921	84 935	82 608	76 202	77 709
	248 657	238 580	242 911	232 050	229 027
Autres passifs					
Instruments dérivés	36 786	40 347	32 776	33 584	30 543
Acceptations	9 834	10 345	11 590	12 389	8 993
Titres vendus à découvert	17 415	20 053	28 393	25 039	28 551
Titres mis en pension ou prêtés	28 148	29 894	28 331	31 263	30 992
Passif divers	11 650	13 940	12 478	12 055	10 682
	103 833	114 579	113 568	114 330	109 761
Dette subordonnée (note 10)	4 204	4 199	3 446	3 446	3 446
Actions privilégiées (note 11)	250	250	250	250	450
Titres d'une fiducie de capital	1 150	1 150	1 150	1 150	1 150
Capitaux propres					
Capital-actions (note 11)	6 458	6 114	5 648	5 607	5 318
Surplus d'apport	68	67	65	58	56
Bénéfices non répartis	11 471	11 327	11 056	11 166	11 158
Cumul des autres éléments du résultat étendu - Perte	(1 044)	(1 108)	(1 269)	(1 533)	(1 212)
	16 953	16 400	15 500	15 298	15 320
Total du passif et des capitaux propres	375 047 \$	375 158 \$	376 825 \$	366 524 \$	359 154 \$

Les notes afférentes aux états financiers consolidés intermédiaires en font partie intégrante.

État consolidé du résultat étendu

(non vérifié) (en millions de dollars canadiens)

	Pour les trois mois terminés le		Pour les neuf mois terminés le	
	31 juillet 2008	31 juillet 2007	31 juillet 2008	31 juillet 2007
Revenu net	521 \$	660 \$	1 418 \$	1 679 \$
Autres éléments du résultat étendu				
Variation nette des gains (pertes) non réalisés sur les titres disponibles à la vente	(51)	(59)	24	(55)
Variation nette des gains (pertes) non réalisés sur les couvertures de flux de trésorerie	50	(110)	194	(154)
Gain (perte) net provenant de la conversion du montant net des investissements dans des établissements à l'étranger	65	(120)	271	(166)
Total du résultat étendu	585 \$	371 \$	1 907 \$	1 304 \$

État consolidé de la variation des capitaux propres

(non vérifié) (en millions de dollars canadiens)

	Pour les trois mois terminés le		Pour les neuf mois terminés le	
	31 juillet 2008	31 juillet 2007	31 juillet 2008	31 juillet 2007
Actions privilégiées				
Solde au début de la période	1 446 \$	946 \$	1 196 \$	596 \$
Actions émises au cours de la période (note 11)	300	-	550	350
Solde à la fin de la période	1 746	946	1 746	946
Actions ordinaires				
Solde au début de la période	4 668	4 326	4 411	4 231
Actions émises en vertu du régime de réinvestissement de dividendes et d'achat d'actions destiné aux actionnaires	32	30	87	85
Actions émises en vertu du régime d'options sur actions	12	41	34	109
Actions émises en échange d'actions d'une filiale	-	-	-	1
Actions émises lors de l'acquisition d'une entreprise (note 7)	-	-	180	-
Actions rachetées aux fins d'annulation (note 11)	-	(25)	-	(54)
Solde à la fin de la période	4 712	4 372	4 712	4 372
Surplus d'apport				
Solde au début de la période	67	55	58	49
Frais liés aux options sur actions	1	1	10	7
Solde à la fin de la période	68	56	68	56
Bénéfices non répartis				
Solde au début de la période	11 327	11 017	11 166	10 974
Incidence cumulative de l'adoption des nouvelles règles comptables relatives aux instruments financiers (déduction faite d'impôts sur les bénéfices de 39 \$)	-	-	-	(71)
Revenu net	521	660	1 418	1 679
Dividendes – Actions privilégiées	(19)	(9)	(48)	(31)
– Actions ordinaires	(353)	(340)	(1 055)	(1 005)
Actions ordinaires rachetées aux fins d'annulation (note 11)	-	(170)	-	(379)
Frais d'émission d'actions	(5)	-	(10)	(9)
Solde à la fin de la période	11 471	11 158	11 471	11 158
Cumul des autres éléments du résultat étendu – Gain (perte) provenant des titres disponibles à la vente				
Solde au début de la période	110	7	35	-
Incidence de la réévaluation des titres disponibles à la vente à la valeur de marché le 1 ^{er} novembre 2006 (déduction faite d'impôts sur les bénéfices de 1 \$)	-	-	-	3
Pertes non réalisées sur les titres disponibles à la vente survenues au cours de la période (déduction faite d'impôts sur les bénéfices de 42 \$, 39 \$, 25 \$ et 35 \$)	(89)	(73)	(54)	(65)
Reclassement des pertes dans le revenu net au cours de la période (déduction faite d'impôts sur les bénéfices de 18 \$, 10 \$, 37 \$ et 8 \$)	38	14	78	10
Solde à la fin de la période	59	(52)	59	(52)
Cumul des autres éléments du résultat étendu – Gain (perte) provenant des couvertures de flux de trésorerie				
Solde au début de la période	(22)	(95)	(166)	-
Incidence de l'adoption des nouvelles règles comptables relatives aux couvertures de flux de trésorerie le 1 ^{er} novembre 2006 (déduction faite d'impôts sur les bénéfices de 28 \$)	-	-	-	(51)
Gains (pertes) sur couvertures de flux de trésorerie survenus au cours de la période (déduction faite d'impôts sur les bénéfices de 20 \$, 55 \$, 72 \$ et 79 \$)	37	(109)	141	(156)
Reclassement des pertes (gains) sur couvertures de flux de trésorerie dans le revenu net (déduction faite d'impôts sur les bénéfices de 6 \$, 1 \$, 25 \$ et 1 \$)	13	(1)	53	2
Solde à la fin de la période	28	(205)	28	(205)
Cumul des autres éléments du résultat étendu – Perte provenant de la conversion du montant net des investissements dans des établissements à l'étranger				
Solde au début de la période	(1 196)	(835)	(1 402)	(789)
Gain (perte) non réalisé provenant de la conversion du montant net des investissements dans des établissements à l'étranger	182	(375)	800	(501)
Incidence de la couverture des gains (pertes) non réalisés provenant de la conversion du montant net des investissements dans des établissements à l'étranger (déduction faite d'impôts sur les bénéfices de 57 \$, 135 \$, 253 \$ et 178 \$)	(117)	255	(529)	335
Solde à la fin de la période	(1 131)	(955)	(1 131)	(955)
Cumul total des autres éléments du résultat étendu – Perte	(1 044)	(1 212)	(1 044)	(1 212)
Total des capitaux propres	16 953 \$	15 320 \$	16 953 \$	15 320 \$

Les notes afférentes aux états financiers consolidés intermédiaires en font partie intégrante.

État consolidé des flux de trésorerie

(non vérifié) (en millions de dollars canadiens)

Pour les trois mois terminés le Pour les neuf mois terminés le

	31 juillet 2008	31 juillet 2007	31 juillet 2008	31 juillet 2007
Flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation				
Revenu net	521 \$	660 \$	1 418 \$	1 679 \$
Rajustements en vue de déterminer les flux de trésorerie provenant des (affectés aux) activités d'exploitation				
Dévaluation de titres, autres que de négociation	61	-	135	-
Perte (gain) net sur titres, autres que de négociation	14	(6)	(72)	(98)
(Augmentation) diminution nette des titres de négociation	1 158	(5 145)	9 510	(17 042)
Dotation à la provision pour pertes sur créances	484	91	865	202
Gain à la vente de prêts titrisés (note 3)	(113)	(41)	(288)	(155)
Variation des instruments dérivés – (Augmentation) diminution des actifs dérivés	1 918	7 688	(8 949)	(1 130)
– Augmentation (diminution) des passifs dérivés	(4 096)	(8 484)	1 471	880
Amortissement des bureaux et du matériel	98	100	291	291
Amortissement des actifs incorporels	11	11	31	35
Augmentation (diminution) nette des impôts futurs	109	(61)	152	(140)
Diminution nette des impôts exigibles sur les bénéfices	(341)	(5)	(868)	(589)
Variation des intérêts courus – Augmentation des intérêts à recevoir	105	1	435	126
– Augmentation (diminution) des intérêts à payer	(111)	126	(373)	159
Variation nette des autres éléments et charges à payer	15	(263)	(4 492)	489
Gain à la vente de terrains et d'immeubles	(13)	-	(13)	-
Montant net des flux de trésorerie affectés aux activités d'exploitation	(180)	(5 328)	(747)	(15 293)
Flux de trésorerie liés aux activités de financement				
Augmentation nette des dépôts	8 199	11 192	5 924	28 296
Augmentation (diminution) nette des titres vendus à découvert	(2 714)	3 974	(7 962)	13 309
Augmentation (diminution) nette des titres mis en pension ou prêtés	(2 083)	631	(4 886)	(38)
Augmentation (diminution) nette du passif des filiales	(832)	160	2 054	362
Remboursement de la dette subordonnée (note 10)	-	(150)	(150)	(483)
Produit de l'émission de la dette subordonnée (note 10)	-	1 200	900	1 200
Produit de l'émission d'actions privilégiées	300	-	550	350
Produit de l'émission d'actions ordinaires	44	71	121	194
Frais d'émission d'actions	(5)	-	(10)	(9)
Actions ordinaires rachetées aux fins d'annulation (note 11)	-	(195)	-	(433)
Dividendes versés	(372)	(349)	(1 103)	(1 036)
Montant net des flux de trésorerie provenant des (affectés aux) activités de financement	2 537	16 534	(4 562)	41 712
Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement				
(Augmentation) diminution nette des dépôts productifs d'intérêts à d'autres banques	631	(5 226)	1 901	(5 370)
Achats de titres, autres que de négociation	(3 933)	(13 133)	(17 250)	(32 650)
Échéances de titres, autres que de négociation	1 994	6 885	14 188	20 899
Produit de la vente de titres, autres que de négociation	1 169	6 043	6 967	8 355
(Augmentation) nette des prêts, des engagements de clients aux termes d'acceptations et des titres de substituts de prêts	(6 149)	(6 299)	(12 683)	(15 599)
Produit de la titrisation de prêts (note 3)	2 626	1 207	5 771	2 636
(Augmentation) diminution nette des titres pris en pension ou empruntés	1 492	368	6 332	(3 544)
Produit de la vente de terrains et d'immeubles	19	-	19	-
Bureaux et matériel – achats nets	(120)	(96)	(284)	(251)
Acquisitions (note 7)	(31)	(2)	(207)	(387)
Montant net des flux de trésorerie provenant des (affectés aux) activités d'investissement	(2 302)	(10 253)	4 754	(25 911)
Incidence des variations du taux de change sur la trésorerie et les équivalents de trésorerie	41	(63)	149	(23)
Augmentation (diminution) nette de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	96	890	(406)	485
Trésorerie et équivalents de trésorerie au début de la période	3 148	2 053	3 650	2 458
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la fin de la période	3 244 \$	2 943 \$	3 244 \$	2 943 \$

Les notes afférentes aux états financiers consolidés intermédiaires en font partie intégrante.
Certains chiffres de la période antérieure ont été reclassés en fonction de la présentation adoptée pour la période à l'étude.

Notes afférentes aux états financiers consolidés

Le 31 juillet 2008 (non vérifié)

Note 1 : Normes de présentation

Les présents états financiers consolidés intermédiaires doivent être lus en tenant compte des notes afférentes à nos états financiers consolidés annuels de l'exercice terminé le 31 octobre 2007, telles qu'elles figurent aux pages 96 à 137 de notre Rapport annuel 2007. Les présents états financiers consolidés

intermédiaires ont été dressés en conformité avec les principes comptables généralement reconnus (PCGR) du Canada, selon les conventions comptables et méthodes de calcul utilisées pour nos états financiers consolidés annuels de l'exercice terminé le 31 octobre 2007.

Note 2 : Provision pour pertes sur créances

La provision pour pertes sur créances inscrite à notre bilan consolidé est maintenue à un montant que nous considérons adéquat pour éponger les pertes sur créances liées à nos prêts, aux engagements de clients aux termes d'acceptations et à nos autres instruments de crédit. La portion liée aux autres instruments de crédit est comptabilisée dans les passifs divers inscrits à notre

bilan consolidé. Au 31 juillet 2008 et au 31 juillet 2007, il n'y avait pas de provision pour pertes sur créances liée aux autres instruments de crédit comptabilisée dans les passifs divers.

Le tableau ci-dessous présente l'évolution de notre provision pour pertes sur créances :

(en millions de dollars canadiens) Pour les trois mois terminés le

	Prêts hypothécaires à l'habitation		Prêts sur cartes de crédit, prêts à tempérament et autres prêts aux particuliers		Prêts aux entreprises et aux administrations publiques		Engagements de clients aux termes d'acceptations		Total	
	31 juillet 2008	31 juillet 2007	31 juillet 2008	31 juillet 2007	31 juillet 2008	31 juillet 2007	31 juillet 2008	31 juillet 2007	31 juillet 2008	31 juillet 2007
Provision spécifique au début de la période	12 \$	5 \$	1 \$	1 \$	312 \$	152 \$	- \$	- \$	325 \$	158 \$
Dotation à la provision pour pertes sur créances	3	15	82	56	349	20	-	-	434	91
Recouvrements	-	-	24	20	10	4	-	-	34	24
Radiations	-	-	(106)	(76)	(263)	(40)	-	-	(369)	(116)
Écarts de change et autres	-	-	-	-	3	-	-	-	3	-
Provision spécifique à la fin de la période	15	20	1	1	411	136	-	-	427	157
Provision générale au début de la période	7	19	316	336	636	508	52	38	1 011	901
Dotation à la provision pour pertes sur créances	1	(7)	33	1	19	7	(3)	(1)	50	-
Écarts de change et autres	-	-	-	-	6	(13)	-	-	6	(13)
Provision générale à la fin de la période	8	12	349	337	661	502	49	37	1 067	888
Provision totale	23 \$	32 \$	350 \$	338 \$	1 072 \$	638 \$	49 \$	37 \$	1 494 \$	1 045 \$

(en millions de dollars canadiens) Pour les neuf mois terminés le

	Prêts hypothécaires à l'habitation		Prêts sur cartes de crédit, prêts à tempérament et autres prêts aux particuliers		Prêts aux entreprises et aux administrations publiques		Engagements de clients aux termes d'acceptations		Total	
	31 juillet 2008	31 juillet 2007	31 juillet 2008	31 juillet 2007	31 juillet 2008	31 juillet 2007	31 juillet 2008	31 juillet 2007	31 juillet 2008	31 juillet 2007
Provision spécifique au début de la période	14 \$	5 \$	1 \$	1 \$	142 \$	147 \$	- \$	- \$	157 \$	153 \$
Dotation à la provision pour pertes sur créances	3	16	219	160	533	26	-	-	755	202
Recouvrements	-	-	70	55	21	12	-	-	91	67
Radiations	(2)	(1)	(289)	(215)	(292)	(58)	-	-	(583)	(274)
Écarts de change et autres	-	-	-	-	7	9	-	-	7	9
Provision spécifique à la fin de la période	15	20	1	1	411	136	-	-	427	157
Provision générale au début de la période	11	23	327	340	517	506	43	36	898	905
Dotation à la provision pour pertes sur créances	(3)	(11)	22	(3)	85	13	6	1	110	-
Écarts de change et autres	-	-	-	-	59	(17)	-	-	59	(17)
Provision générale à la fin de la période	8	12	349	337	661	502	49	37	1 067	888
Provision totale	23 \$	32 \$	350 \$	338 \$	1 072 \$	638 \$	49 \$	37 \$	1 494 \$	1 045 \$

Vente de prêts douteux

Au cours du trimestre terminé le 31 juillet 2008, nous avons comptabilisé un gain net à la vente de prêts douteux de 2 millions de dollars (aucun montant pour le trimestre terminé le 31 juillet

2007). Pour les neuf mois terminés le 31 juillet 2008, le gain net à la vente de prêts douteux s'élevait à 2 millions de dollars (5 millions pour les neuf mois terminés le 31 juillet 2007).

Note 3 : Titrisation

Les tableaux suivants résument les activités de titrisation de la Banque relatives à ses propres actifs, pour les périodes de trois et neuf mois terminées le 31 juillet :

	Pour les trois mois terminés le					
	Prêts hypothécaires à l'habitation		Prêts sur cartes de crédit		Total	
	31 juillet 2008	31 juillet 2007	31 juillet 2008	31 juillet 2007	31 juillet 2008	31 juillet 2007
Produit net en espèces 1)	1 622 \$	1 217 \$	999 \$	- \$	2 621 \$	1 217 \$
Investissement dans des entités de titrisation	-	-	47	-	47	-
Prix d'achat différé	59	38	25	-	84	38
Passif de gestion	(9)	(8)	(4)	-	(13)	(8)
	1 672	1 247	1 067	-	2 739	1 247
Actifs titrisés et vendus 2)	1 651	1 245	1 047	-	2 698	1 245
Gain à la vente de prêts provenant de nouvelles opérations de titrisation	21 \$	2 \$	20 \$	- \$	41 \$	2 \$
Gain à la vente de prêts vendus à des entités de titrisation à rechargement	19 \$	1 \$	53 \$	38 \$	72 \$	39 \$

	Pour les neuf mois terminés le					
	Prêts hypothécaires à l'habitation		Prêts sur cartes de crédit		Total	
	31 juillet 2008	31 juillet 2007	31 juillet 2008	31 juillet 2007	31 juillet 2008	31 juillet 2007
Produit net en espèces 1)	4 233 \$	2 624 \$	1 524 \$	- \$	5 757 \$	2 624 \$
Investissement dans des entités de titrisation	-	-	71	-	71	-
Prix d'achat différé	193	100	38	-	231	100
Passif de gestion	(28)	(20)	(6)	-	(34)	(20)
	4 398	2 704	1 627	-	6 025	2 704
Actifs titrisés et vendus 2)	4 326	2 692	1 597	-	5 923	2 692
Gain à la vente de prêts provenant de nouvelles opérations de titrisation	72 \$	12 \$	30 \$	- \$	102 \$	12 \$
Gain à la vente de prêts vendus à des entités de titrisation à rechargement	54 \$	20 \$	132 \$	123 \$	186 \$	143 \$

1) Le produit net en espèces représente le produit en espèces, déduction faite des frais d'émission et des radiations des frais de montage de prêts.

2) Les prêts sur cartes de crédit titrisés et vendus comprennent les droits conservés par la Banque, comme l'indique le poste investissement dans des entités de titrisation.

Les moyennes pondérées des hypothèses clés utilisées pour évaluer le prix d'achat différé de ces opérations de titrisation sont les suivantes :

	Pour les trois mois terminés le				Pour les neuf mois terminés le			
	Prêts hypothécaires à l'habitation		Prêts sur cartes de crédit		Prêts hypothécaires à l'habitation		Prêts sur cartes de crédit	
	31 juillet 2008	31 juillet 2007	31 juillet 2008	31 juillet 2007	31 juillet 2008	31 juillet 2007	31 juillet 2008	31 juillet 2007
Durée moyenne (années)	3,7	4,3	0,5	s.o.	4,2	4,5	0,5	s.o.
Taux de remboursement anticipé (%)	14,0	10,0	40,5	s.o.	13,5	9,6	40,7	s.o.
Taux d'intérêt (%)	5,22	5,07	21,25	s.o.	5,42	5,19	21,26	s.o.
Taux d'actualisation (%)	4,19	5,01	10,19	s.o.	4,24	4,57	10,26	s.o.

s.o. – sans objet

Note 4 : Entités à détenteurs de droits variables

Entités de titrisation canadiennes des clients

Les entités de titrisation canadiennes des clients aident nos clients à titriser leurs actifs et à obtenir ainsi des sources de financement de substitution. Les actifs détenus par les entités de titrisation canadiennes des clients non consolidées totalisaient 13 113 millions de dollars au 31 juillet 2008 (17 536 millions au 31 octobre 2007). Notre risque de perte est lié à nos investissements dans le papier commercial émis par ces entités, aux contrats sur instruments dérivés que nous avons conclus avec elles et au soutien de trésorerie que nous leur fournissons sous forme d'engagements de crédit ferme. Au 31 juillet 2008, le montant net de notre exposition au risque lié au papier

commercial que nous détenions, classé dans les titres de négociation, s'élevait à 1 253 millions de dollars (5 564 millions au 31 octobre 2007), et le montant des concours de trésorerie inutilisés s'élevait à 13 073 millions de dollars (20 756 millions au 31 octobre 2007). Aucune somme n'était utilisée dans le cadre de ces facilités canadiennes au 31 juillet 2008 et au 31 octobre 2007. La juste valeur des instruments dérivés conclus avec ces entités à détenteurs de droits variables (EDDV) est comptabilisée dans notre bilan consolidé et représentait un actif dérivé de 38 millions de dollars au 31 juillet 2008 (un passif dérivé de 20 millions de dollars au 31 octobre 2007).

Au 31 juillet 2008, notre bilan consolidé comportait des actifs de 277 millions de dollars classés dans les autres actifs et un passif de 4 millions de dollars classé sous le titre dépôts (respectivement 311 millions et 65 millions au 31 octobre 2007), à la suite de la consolidation de deux entités de titrisation canadiennes des clients.

Entité de titrisation américaine des clients

Notre risque de perte relativement à notre entité de titrisation américaine des clients est lié au soutien de trésorerie que nous lui fournissons sous forme de concours de trésorerie. Les actifs détenus par cette entité de titrisation américaine des clients non consolidée totalisaient 7 189 millions de dollars au 31 juillet 2008 (7 929 millions au 31 octobre 2007). Au 31 juillet 2008, le montant de notre exposition au risque lié aux concours de trésorerie inutilisés s'élevait à 8 580 millions de dollars (10 719 millions au 31 octobre 2007). Au 31 juillet 2008, la Banque avait avancé 851 millions de dollars américains (aucune somme au 31 octobre 2007) conformément aux modalités de ces concours de trésorerie. Nous ne sommes pas tenus de consolider cette entité de titrisation américaine des clients.

Entités de titrisation de la Banque

Nous utilisons des entités de titrisation de la Banque pour titriser nos prêts hypothécaires canadiens et nos prêts sur cartes de crédit canadiens, soit à des fins de gestion de capital, soit pour obtenir des sources de financement de substitution. Les actifs détenus par ces entités totalisaient 8 097 millions de dollars au 31 juillet 2008 (6 552 millions au 31 octobre 2007). Nous ne sommes pas tenus de consolider les entités de titrisation de la Banque. Au 31 juillet 2008, nous détenions du papier commercial émis par ces entités pour un montant de 67 millions de dollars (367 millions au 31 octobre 2007) classé dans les titres de négociation. Nous fournissons également un soutien de trésorerie aux entités de titrisation de la Banque correspondant à la valeur nominale du papier commercial en cours. Le montant contractuel global du soutien de trésorerie s'élevait à 5 100 millions de dollars au 31 juillet 2008 et au 31 octobre 2007. Aucune somme n'était utilisée au 31 juillet 2008 et au 31 octobre 2007. La juste valeur des instruments dérivés en cours avec ces entités et comptabilisés dans notre bilan consolidé était un actif dérivé de 58 millions de dollars au 31 juillet 2008 (un passif dérivé de 52 millions au 31 octobre 2007).

Entités de gestion d'instruments de crédit

Les entités de gestion d'instruments de crédit offrent des possibilités d'investissement dans des portefeuilles de créances sur mesure et diversifiés dans plusieurs catégories d'actifs et de cotes. Nous détenons des droits dans des entités de gestion de placements structurés de premier ordre et nous agissons à titre de gestionnaire d'actifs. Les actifs qui sont détenus par ces entités totalisaient 9 438 millions de dollars, dont 4 millions en espèces, au 31 juillet 2008 (actifs 22 754 millions au 31 octobre 2007). Notre risque de perte est lié à nos investissements dans ces entités, aux contrats sur instruments dérivés que nous avons conclus avec elles et à un financement de premier rang que nous leur fournissons sous forme d'un concours de trésorerie afin de soutenir le remboursement de billets de premier rang. Notre investissement dans les billets de capital des entités de gestion de placements structurés, qui est comptabilisé dans les titres disponibles à la vente inscrits à notre bilan consolidé, s'élevait à 8 millions de dollars au 31 juillet 2008 (53 millions au 31 octobre

2007), déduction faite de dévaluations pour un montant de 3 millions de dollars pour le trimestre terminé le 31 juillet 2008 et de 49 millions de dollars pour les neuf mois terminés le 31 juillet 2008 (13 millions pour le trimestre terminé le 31 octobre 2007). Les sommes utilisées dans le cadre des concours de trésorerie fournis aux entités de gestion de placements structurés totalisaient 4 093 millions de dollars au 31 juillet 2008 (aucune somme au 31 octobre 2007). Le montant de notre exposition au risque comprenait des facilités inutilisées de 5 130 millions de dollars au 31 juillet 2008 (1 158 millions au 31 octobre 2007). Au 31 juillet 2008, aucune somme n'était comptabilisée dans notre bilan consolidé relativement à la juste valeur de nos contrats sur instruments dérivés conclus avec ces entités de gestion de placements structurés (un passif dérivé de 11 millions au 31 octobre 2007). Nous ne sommes pas tenus de consolider ces EDDV.

Entités à financement structuré

Nous facilitons le développement de produits de placement par des tiers, y compris de fonds communs de placement, de fiducies d'investissement à participation unitaire et d'autres fonds d'investissement qui visent les investisseurs individuels. Nous concluons des contrats sur instruments dérivés avec ces fonds afin de fournir aux investisseurs le degré de risque qu'ils désirent et couvrir notre risque lié à ces instruments dérivés en investissant dans d'autres fonds. Nous consolidons les EDDV lorsque notre participation nous expose à subir la majorité des pertes prévues et/ou nous donne la possibilité de bénéficier de la majorité des rendements résiduels prévus. Le total des actifs et notre risque de perte dans ces EDDV consolidées s'élevaient à 395 millions de dollars au 31 juillet 2008 (440 millions au 31 octobre 2007). Les actifs détenus par ces EDDV dans lesquelles nous avons des droits variables importants mais que nous ne consolidons pas totalisaient 142 millions de dollars au 31 juillet 2008 (353 millions au 31 octobre 2007). Notre risque de subir les pertes des EDDV relativement à cette activité se limite au montant de notre investissement, qui totalisait 43 millions de dollars au 31 juillet 2008 (99 millions au 31 octobre 2007).

Nous soutenons également Apex Trust (Apex), autrefois connue sous le nom de Apex/Sitka Trusts, une EDDV qui fournit aux détenteurs d'investissements dans des portefeuilles de créances une protection de crédit au moyen de swaps sur défaillance. Les actifs détenus par Apex s'élevaient respectivement à 2 324 millions et 2 012 millions de dollars au 31 juillet 2008 et au 31 octobre 2007. Au cours du trimestre terminé le 31 juillet 2008, nous avons restructuré Apex avec succès, et le papier commercial adossé à des actifs (PCAA) a été échangé pour des billets à moyen terme dans Apex dont les échéances vont de 5 à 8 ans. Une facilité de financement de premier rang a été fournie pour un montant de 1 130 millions de dollars, dont nous fournissons 1 030 millions de dollars. Au 31 juillet 2008, une somme de 124 millions de dollars était utilisée dans le cadre de notre facilité. En vertu des modalités de la restructuration, nous avons également conclu des contrats de swaps sur défaillance avec les contreparties des swaps et des swaps de compensation avec Apex.

Au 31 juillet 2008, la Banque détenait des billets à moyen terme, classés dans les titres disponibles à la vente, pour un montant de 730 millions de dollars (valeur nominale de 815 millions de dollars). Une tierce partie est exposée au risque lié aux billets à moyen terme de Apex en raison d'un swap sur rendement total,

pour un montant de 600 millions de dollars, conclu avec la Banque. Le swap sur rendement total et les billets à moyen terme sous-jacents sont classés dans les instruments de négociation.

La Banque ne considère pas que l'achat des billets à moyen terme décrits ci-dessus, fait en mai 2008, laisse entendre ou indique qu'elle a l'intention de fournir un soutien à d'autres détenteurs de billets à moyen terme ou de fournir un soutien subordonné additionnel à Apex. Au contraire, cet achat était un événement unique et isolé, dans le cadre de la restructuration de Apex. Nous n'avons pas l'intention d'acheter d'autres billets à moyen terme de Apex, et nous n'avons pas non plus l'intention de rembourser aux autres détenteurs de billets à moyen terme les pertes qu'ils pourraient subir. Nous ne sommes pas tenus de consolider Apex.

Note 5 : Instruments financiers

Option de la juste valeur

La direction peut choisir de comptabiliser des instruments financiers, qui autrement ne seraient pas comptabilisés à leur juste valeur, comme s'ils étaient des instruments de négociation, les variations de la juste valeur étant comptabilisées dans le revenu, pourvu que certains critères soient respectés.

La Banque a désigné les obligations achetées pour soutenir son programme d'obligations municipales encaissables par anticipation comme titres de négociation en vertu de l'option de la juste valeur. Autrement, ces obligations seraient comptabilisées comme des titres disponibles à la vente, les gains et pertes non réalisés étant comptabilisés dans les autres éléments du résultat étendu. Dans le cadre de la gestion de ce programme, nous concluons des contrats sur instruments dérivés pour nous protéger contre les variations de la juste valeur de ces obligations, causées par les variations des taux d'intérêt. Le choix de l'option de la juste valeur permet de mieux harmoniser le résultat comptable avec la façon dont le portefeuille est géré. La juste valeur des obligations au 31 juillet 2008 était de 28 millions de dollars. L'incidence de leur comptabilisation comme titres de négociation a été une diminution du revenu autre que d'intérêts, au poste revenus de négociation, de moins de 1 million de dollars pour le trimestre et les neuf mois terminés le 31 juillet, 2008.

La variation de la juste valeur de nos billets structurés désignés comme détenus à des fins de négociation a été une augmentation du revenu autre que d'intérêts, au poste revenus de négociation, de 14 millions de dollars pour le trimestre terminé le 31 juillet 2008 et une augmentation du revenu autre que d'intérêts, au poste revenus de négociation, de 11 millions de dollars pour les neuf mois terminés le 31 juillet 2008. La partie de la variation de la juste valeur attribuable aux variations de notre propre risque de crédit a été un gain non réalisé de 6 millions de dollars pour le trimestre terminé le 31 juillet 2008 et un gain non réalisé de 19 millions de dollars pour les neuf mois terminés le 31 juillet 2008.

Évaluation de la juste valeur

Nous utilisons une hiérarchie de la juste valeur pour classer par catégories les données que nous utilisons dans nos techniques d'évaluation pour mesurer la juste valeur. La mesure dans laquelle nous avons utilisé les cours du marché (niveau 1), des modèles internes fondés sur des données du marché observables (niveau 2) et des modèles internes ne comportant pas de données du marché observables (niveau 3) pour évaluer les titres, les passifs inscrits à

Fiducies de capital

La fiducie BMO Covered Bond Trust (CB Trust) a été créée en 2007 pour garantir les paiements dus aux détenteurs des obligations couvertes BMO émises par la Banque, pour un montant de 1 milliard d'euros, au cours du premier trimestre de 2008. La garantie est assurée par les actifs de CB Trust. Nous sommes tenus de consolider CB Trust. Au 31 juillet 2008, les actifs de CB Trust totalisaient 6,1 milliards de dollars.

La Banque a également des liens avec deux EDDV qui sont utilisées pour l'émission de billets secondaires et de titres de la Fiducie de capital BMO. Nous sommes tenus de consolider la Fiducie de capital BMO.

la juste valeur, les actifs dérivés et les passifs dérivés au 31 juillet 2008 était la suivante :

	Titres disponibles à la vente	Titres de négociation	Passifs inscrits à la juste valeur	Instruments dérivés	
				Actif	Passif
Évaluation selon les cours du marché	56 %	99 %	- %	10 %	9 %
Évaluation selon les modèles internes (avec données observables)	39	-	100	83	89
Évaluation selon les modèles internes (sans données observables)	5	1	-	7	2
Total	100 %	100 %	100 %	100 %	100 %

L'analyse de sensibilité pour les éléments les plus importants évalués selon les modèles internes sans données observables est décrite ci-dessous.

Les titres disponibles à la vente comprenaient, au 31 juillet 2008, 730 millions de dollars de billets à moyen terme de Apex, dont la valeur nominale s'élevait à 815 millions de dollars. Ces billets à moyen terme sont considérés comme étant de niveau 3, car leur valeur a été déterminée par la direction en fonction des prévisions quant à la valeur actualisée des flux de trésorerie. La détermination du taux d'actualisation utilisé dans le modèle relatif à la valeur actualisée des flux de trésorerie est ce qui influe le plus sur l'évaluation de ces billets. L'incidence de l'hypothèse que le taux d'actualisation augmente ou diminue de 50 points de base serait une variation de la juste valeur de 18 millions et de (20) millions de dollars, respectivement. Pour le trimestre terminé le 31 juillet 2008, l'incidence des variations de la juste valeur de notre investissement dans les billets à moyen terme d'Apex sur le revenu net, y compris les variations découlant de la conclusion de la restructuration, a été un recouvrement net de 40 millions de dollars avant impôts.

Une tierce partie est exposée au risque lié aux billets à moyen terme de Apex en raison d'un swap sur rendement total conclu avec la Banque. Ce swap et les billets à moyen terme sous-jacents sont considérés comme étant de niveau 3, car leur valeur a été déterminée par la direction en fonction des prévisions quant à la valeur actualisée des flux de trésorerie. La détermination du taux d'actualisation utilisé dans le modèle relatif à la valeur actualisée des flux de trésorerie est ce qui influe le plus sur l'évaluation du swap et des titres sous-jacents. L'incidence de l'hypothèse que le taux d'actualisation augmente ou diminue de 50 points de base serait une variation de la juste valeur de 13 millions et de (14) millions de dollars, respectivement. Pour le trimestre terminé

le 31 juillet 2008, l'incidence des variations de la juste valeur du swap et des billets à moyen terme sous-jacents sur le revenu net, y compris les variations découlant de la conclusion de la restructuration, a été une charge de 55 millions de dollars avant impôts.

Les titres de négociation comprenaient, au 31 juillet 2008, 201 millions de dollars de PCAA, administré par des tiers, dont la valeur nominale s'élevait à 325 millions de dollars. Ce PCAA est considéré comme étant de niveau 3, car sa valeur a été déterminée par la direction en fonction des prévisions quant à la valeur actualisée des flux de trésorerie et à la probabilité de restructuration des entités conformément à la Proposition de Montréal, plutôt qu'en fonction de la valeur de liquidation. La détermination du taux d'actualisation utilisé dans le modèle relatif à la valeur actualisée des flux de trésorerie est ce qui influe le plus sur l'évaluation du PCAA. L'incidence de l'hypothèse que le taux d'actualisation augmente ou diminue de 50 points de base serait une variation de la juste valeur de 6 millions et de (6) millions de

Note 6 : Garanties

Dans le cours normal de nos activités, nous utilisons divers types de garanties, les principaux étant présentés ci-dessous :

	Au	
	31 juillet 2008	31 octobre 2007
(en millions de dollars canadiens)	Montant potentiel maximal des paiements futurs	
Lettres de crédit de soutien et cautionnements bancaires	14 679 \$	12 395 \$
Concours et autres facilités de trésorerie	35 055	39 428
Total	49 734 \$	51 823 \$

Lettres de crédit de soutien et cautionnements bancaires

Les lettres de crédit de soutien et les cautionnements bancaires représentent notre engagement d'effectuer des paiements à des tiers pour le compte d'une autre partie, si cette dernière n'est pas en mesure d'effectuer les paiements requis ou d'exécuter d'autres engagements contractuels. Les sûretés exigées relativement aux lettres de crédit de soutien et aux cautionnements bancaires sont conformes aux sûretés que nous exigeons pour les prêts.

Au 31 juillet 2008 et au 31 octobre 2007, aucun montant n'était inclus dans notre bilan consolidé relativement à ces lettres de crédit de soutien et cautionnements bancaires.

Concours et autres facilités de trésorerie

Les concours de trésorerie sont fournis à des programmes de PCAA, qui sont administrés par nous ou par des tiers, et constituent une source de financement de substitution pour les programmes en question lorsque ceux-ci ne peuvent accéder aux marchés du PCAA ou, dans certaines circonstances particulières, lorsque les actifs

Note 7: Acquisitions

Griffin, Kubik, Stephens & Thompson, Inc.

Le 1^{er} mai 2008, nous avons conclu l'acquisition de Griffin, Kubik, Stephens & Thompson, Inc. (GKST), une société de Chicago, pour une somme de 31 millions de dollars en espèces, sous réserve d'un ajustement postérieur à la conclusion de la transaction, établi en fonction de l'avoir des actionnaires. Les résultats d'exploitation de GKST ont été intégrés à nos états financiers consolidés à compter de cette date. L'acquisition de GKST nous permettra d'accroître considérablement notre présence dans le marché des obligations municipales aux États-Unis. L'écart d'acquisition relatif à cette

dollars, respectivement. Pour le trimestre terminé le 31 juillet 2008, l'incidence des variations de la juste valeur de cet investissement sur le revenu net a été une charge de 28 millions de dollars avant impôts.

Les actifs dérivés et les passifs dérivés comprenaient, au 31 juillet 2008, les sommes de 2 212 millions et de 4 millions de dollars, respectivement, relatives à l'évaluation à la valeur de marché de swaps sur défaillance et de swaps sur rendement total de produits structurés. Ces instruments dérivés sont considérés comme étant de niveau 3, car leur valeur a été déterminée par la direction en fonction d'estimations quant aux écarts actuels du marché pour des produits structurés similaires. L'incidence de l'hypothèse que l'écart augmente ou diminue de 10 points de base serait une variation de la juste valeur de 11 millions et de (11) millions de dollars, respectivement. Pour le trimestre terminé le 31 juillet 2008, l'incidence des variations de la juste valeur de ces instruments dérivés sur le revenu net a été une charge de 2 millions de dollars avant impôts.

financiers détenus par ces programmes n'atteignent pas les objectifs de rendement prédéterminés. Les modalités des concours de trésorerie ne nous obligent pas à avancer des sommes aux programmes en question en cas de faillite de l'emprunteur. La durée des concours de trésorerie ne dépasse habituellement pas une année, mais elle peut être de plusieurs années.

Au 31 juillet 2008, 874 millions de dollars étaient utilisés (16 millions au 31 octobre 2007) conformément aux modalités de ces concours de trésorerie, dont 872 millions de dollars (851 millions de dollars américains) (aucun montant au 31 octobre 2007) avaient trait aux EDDV dont traite la note 4.

Nous fournissons également un soutien sous forme de financement de premier rang à nos entités de gestion d'instruments de crédit, à nos entités à financement structuré et à nos fiducies de capital. Ces facilités soutiennent le remboursement de billets de premier rang. Au 31 juillet 2008, 4 222 millions de dollars étaient utilisés (5 millions au 31 octobre 2007) conformément aux modalités de facilités de financement relatives aux EDDV dont traite la note 4.

Facilités de soutien au crédit

Lorsque les conditions le justifient, nous fournissons des facilités de soutien partiel au crédit pour des transactions effectuées dans le cadre de programmes de PCAA qui sont administrés par nous ou par des tiers. Des facilités de soutien au crédit pour un montant de 5 809 millions de dollars (5 449 millions au 31 octobre 2007) sont incluses dans les concours de trésorerie. La durée des facilités de soutien ne dépasse habituellement pas une année, mais elle peut être de plusieurs années.

transaction est déductible à des fins fiscales. GKST fait partie de notre groupe d'exploitation BMO Marchés des capitaux.

Merchants and Manufacturers Bancorporation, Inc.

Le 29 février 2008, nous avons conclu l'acquisition de Merchants and Manufacturers Bancorporation, Inc. (Merchants and Manufacturers), pour une somme totale de 135 millions de dollars en espèces. Les résultats d'exploitation de Merchants and Manufacturers ont été intégrés à nos états financiers consolidés à compter de cette date. L'acquisition de Merchants and Manufacturers nous donnera la possibilité d'étendre notre réseau

de succursales bancaires au Wisconsin. Dans le cadre de cette transaction, nous avons acquis des dépôts de base qui constituent un actif incorporel, lequel fera l'objet d'un amortissement accéléré sur une période ne dépassant pas dix ans. L'écart d'acquisition relatif à cette transaction n'est pas déductible à des fins fiscales. Merchants and Manufacturers fait partie de notre unité d'exploitation Services bancaires Particuliers et entreprises – États-Unis.

Ozaukee Bank

Le 29 février 2008, nous avons conclu l'acquisition de Ozaukee Bank (Ozaukee), banque locale du Wisconsin, en contrepartie de 3 283 190 actions de la Banque de Montréal d'une valeur de marché de 54,97 \$ l'action, soit une somme totale de 180 millions de dollars. Les résultats d'exploitation de Ozaukee ont été intégrés à nos états financiers consolidés à compter de cette date. L'acquisition de Ozaukee nous donnera la possibilité d'étendre notre réseau de succursales bancaires au Wisconsin. Dans le cadre de cette transaction, nous avons acquis des dépôts de base qui constituent un actif incorporel, lequel fera l'objet d'un amortissement accéléré sur une période ne dépassant pas dix ans. L'écart d'acquisition relatif à cette transaction n'est pas déductible à des fins fiscales. Ozaukee fait partie de notre unité d'exploitation Services bancaires Particuliers et entreprises – États-Unis.

Pyrford International plc

Le 14 décembre 2007, nous avons conclu l'acquisition de Pyrford International plc (Pyrford), un gestionnaire d'actif de Londres, Royaume-Uni, pour une somme totale de 41 millions de dollars en espèces et une contrepartie conditionnelle maximale de 10 millions de dollars versée en fonction de notre rétention des actifs sous gestion, pendant un an après la date de conclusion. Les résultats d'exploitation de Pyrford ont été intégrés à nos états financiers consolidés à compter de cette date. L'acquisition de Pyrford nous donnera la possibilité d'étendre nos capacités en matière de gestion d'investissements à l'extérieur de l'Amérique du Nord. Dans le cadre de cette transaction, nous avons acquis des

relations d'affaires qui constituent un actif incorporel, lequel sera amorti selon la méthode de l'amortissement linéaire sur une période ne dépassant pas 15 ans. L'écart d'acquisition relatif à cette transaction n'est pas déductible à des fins fiscales. Pyrford fait partie de notre groupe d'exploitation Gestion privée.

First National Bank & Trust

Le 4 janvier 2007, nous avons conclu l'acquisition de la First National Bank & Trust (First National) pour une somme totale de 345 millions de dollars en espèces. Les résultats d'exploitation de First National ont été intégrés à nos états financiers consolidés à compter de cette date. L'acquisition de First National nous donne la possibilité d'étendre nos services bancaires dans la région d'Indianapolis, Indiana. Dans le cadre de cette transaction, nous avons acquis des dépôts de base qui constituent un actif incorporel, lequel fera l'objet d'un amortissement accéléré sur une période ne dépassant pas dix ans. L'écart d'acquisition relatif à cette transaction est déductible à des fins fiscales. First National fait partie de notre unité d'exploitation Services bancaires Particuliers et entreprises – États-Unis.

bcpbank Canada

Le 4 décembre 2006, nous avons conclu l'acquisition de bcpbank Canada, une banque à charte à service complet, pour une somme totale de 41 millions de dollars en espèces. Les résultats d'exploitation de bcpbank Canada ont été intégrés à nos états financiers consolidés à compter de cette date. L'acquisition de bcpbank Canada nous permet d'étendre notre réseau de succursales et d'offrir à nos clients un accès accru à nos services bancaires dans toute la région du Grand Toronto. Dans le cadre de cette transaction, nous avons acquis des dépôts de base qui constituent un actif incorporel, lequel fera l'objet d'un amortissement accéléré sur dix ans. L'écart d'acquisition relatif à cette transaction n'est pas déductible à des fins fiscales. bcpbank Canada fait partie de notre unité d'exploitation Services bancaires Particuliers et entreprises – Canada.

Le tableau ci-dessous résume les justes valeurs estimatives des actifs acquis et des passifs pris en charge à la date de l'acquisition :

(en millions de dollars canadiens)	31 juillet 2008				31 octobre 2007	
	GKST	Merchants and Manufacturers	Ozaukee	Pyrford	First National	bcpbank Canada
Encaisse	- \$	43 \$	50 \$	1 \$	110 \$	47 \$
Valeurs mobilières	63	134	115	-	317	23
Prêts	-	1 013	517	-	1 009	293
Bureaux et matériel	1	31	8	1	30	9
Écarts d'acquisition	8	90	123	20	175	13
Actif incorporel (dépôts de base/rerelations d'affaires)	-	39	24	17	37	5
Actifs divers	24	18	14	4	52	2
Total de l'actif	96	1 368	851	43	1 730	392
Dépôts	-	1 029	584	-	1 375	339
Passifs divers	65	204	87	2	10	12
Total du passif	65	1 233	671	2	1 385	351
Prix d'achat	31 \$	135 \$	180 \$	41 \$	345 \$	41 \$

La répartition du prix d'achat de GKST, Merchants and Manufacturers, Ozaukee et Pyrford est susceptible d'être établie de façon plus précise au terme de l'évaluation des actifs acquis et des passifs pris en charge.

Note 8 : Rémunération du personnel

Options sur action

Au cours des neuf mois terminés le 31 juillet 2008, nous avons attribué un total de 1 404 213 options sur actions. La moyenne pondérée de la juste valeur de ces options était de 8,25 \$ l'option et elle a été déterminée au moyen d'un modèle trinomial d'évaluation d'options, en nous fondant sur les moyennes pondérées suivantes des hypothèses retenues.

Pour les options accordées au cours des neuf mois terminés le 31 juillet 2008

Rendement prévu des actions	4,0 %
Volatilité prévue du cours des actions	19,4 %
Taux de rendement sans risque	4,1 %
Période prévue jusqu'à l'exercice	7,4 ans

Charges liées aux prestations de retraite et aux autres avantages sociaux futurs

Le tableau ci-dessous résume les charges liées aux prestations de retraite et aux autres avantages sociaux futurs que nous avons comptabilisées dans notre état consolidé des résultats :

(en millions de dollars canadiens)

	Pour les trois mois terminés le			
	Régimes de retraite		Autres avantages sociaux futurs	
	31 juillet 2008	31 juillet 2007	31 juillet 2008	31 juillet 2007
Prestations constituées par les employés	34 \$	35 \$	4 \$	5 \$
Frais d'intérêts sur l'obligation au titre des prestations constituées	57	54	14	12
Perte actuarielle constatée dans la charge	2	16	2	4
Amortissement du coût des modifications aux régimes	3	3	(1)	-
Rendement prévu des actifs des régimes	(73)	(70)	(1)	(1)
Charge liée aux prestations constituées	23	38	18	20
Charge liée au Régime de pensions du Canada et au Régime de rentes du Québec	15	14	-	-
Charge liée aux régimes à cotisations déterminées	4	3	-	-
Total des charges liées aux prestations de retraite et aux autres avantages sociaux futurs	42 \$	55 \$	18 \$	20 \$

(en millions de dollars canadiens)

	Pour les neuf mois terminés le			
	Régimes de retraite		Autres avantages sociaux futurs	
	31 juillet 2008	31 juillet 2007	31 juillet 2008	31 juillet 2007
Prestations constituées par les employés	114 \$	114 \$	14 \$	16 \$
Frais d'intérêts sur l'obligation au titre des prestations constituées	171	164	39	37
Perte actuarielle constatée dans la charge	8	46	8	12
Amortissement du coût des modifications aux régimes	8	8	(4)	(3)
Rendement prévu des actifs des régimes	(218)	(209)	(4)	(4)
Charge liée aux prestations constituées	83	123	53	58
Charge liée au Régime de pensions du Canada et au Régime de rentes du Québec	47	44	-	-
Charge liée aux régimes à cotisations déterminées	11	11	-	-
Total des charges liées aux prestations de retraite et aux autres avantages sociaux futurs	141 \$	178 \$	53 \$	58 \$

Note 9 : Charge de restructuration

Le tableau ci-dessous présente l'évolution de notre charge de restructuration :

(en millions de dollars canadiens)	Charges liées aux indemnités de licenciement	Charges liées à des locaux	Autres	Total
Exercice terminé le 31 octobre 2007				
Solde d'ouverture	117 \$	11 \$	7 \$	135 \$
Somme payée au cours de l'exercice	(46)	(10)	(7)	(63)
Reprise au cours de l'exercice	(15)	(1)	-	(16)
Charge supplémentaire au cours de l'exercice	40	-	-	40
Solde au 31 octobre 2007	96	-	-	96
Somme payée au cours du trimestre terminé le 31 janvier 2008	(12)	-	-	(12)
Solde au 31 janvier 2008	84	-	-	84
Somme payée au cours du trimestre terminé le 30 avril 2008	(12)	-	-	(12)
Solde au 30 avril 2008	72	-	-	72
Somme payée au cours du trimestre terminé le 31 juillet 2008	(11)	-	-	(11)
Solde au 31 juillet 2008	61 \$	- \$	- \$	61 \$

Note 10 : Dette subordonnée

Au cours du trimestre terminé le 30 avril 2008, nous avons émis des billets subordonnés d'une valeur de 900 millions de dollars dans le cadre de notre programme canadien de billets à moyen terme. Ces billets à moyen terme de série F, première tranche, arriveront à échéance en mars 2023. Ces billets portent intérêt au taux fixe de 6,17 % (intérêts versés semestriellement) jusqu'au 28 mars 2018 et, par la suite, à un taux variable égal au taux des acceptations bancaires de trois mois majoré de 2,50 % (intérêts versés trimestriellement) jusqu'à l'échéance.

Au cours du trimestre terminé le 30 avril 2008, nous avons racheté tous nos billets à moyen terme de série A, deuxième tranche, portant intérêt à un taux de 5,75 % et arrivant à échéance en 2013, d'une valeur totale de 150 millions de dollars. Ces billets ont été rachetés à un prix de rachat correspondant à 100 % du montant du capital, majoré de l'intérêt couru impayé à la date du rachat.

Au cours du trimestre terminé le 31 juillet 2007, nous avons émis des billets subordonnés d'une valeur de 1,2 milliard de dollars dans le

cadre de notre programme canadien de billets à moyen terme. Ces billets à moyen terme de série D, deuxième tranche, arriveront à échéance en juin 2017. Ces billets portent intérêt au taux fixe de 5,20 % (intérêts versés semestriellement) jusqu'au 21 juin 2012 et, par la suite, à un taux variable égal au taux des acceptations bancaires de trois mois majoré de 1,00 % (intérêts versés trimestriellement) jusqu'à l'échéance.

Au cours du trimestre terminé le 31 juillet 2007, nous avons racheté toutes nos débentures de série 22, portant intérêt à un taux de 7,92 % et arrivant à échéance en 2012, d'une valeur totale de 150 millions de dollars. Ces débentures ont été rachetées à un prix de rachat correspondant à 100 % du montant du capital, majoré de l'intérêt couru impayé à la date du rachat.

Au cours du trimestre terminé le 30 avril 2007, nos billets à 7,80 %, d'une valeur de 300 millions de dollars américains, sont arrivés à échéance.

Note 11 : Capital-actions

Au cours du trimestre terminé le 31 juillet 2008, nous avons émis 12 000 000 d'actions privilégiées de catégorie B à taux rajusté et à dividende non cumulatif, série 16, portant intérêt au taux de 5,2 %, au prix de 25 \$ l'action, le prix d'émission global étant de 300 millions de dollars.

Au cours du trimestre terminé le 30 avril 2008, nous avons émis 10 000 000 d'actions privilégiées perpétuelles de catégorie B à dividende non cumulatif, série 15, portant intérêt au taux de 5,8 %, au prix de 25 \$ l'action, le prix d'émission global étant de 250 millions de dollars.

Au cours du trimestre terminé le 31 janvier 2007, nous avons émis 14 000 000 d'actions privilégiées perpétuelles de catégorie B à dividende non cumulatif, série 13, portant intérêt au taux de 4,5 %, au prix de 25 \$ l'action, le prix d'émission global étant de 350 millions de dollars.

Au cours du trimestre terminé le 31 juillet 2008, nous n'avons pas racheté d'actions ordinaires. Au cours du trimestre terminé le 31 juillet 2007, nous avons racheté 2 809 900 actions ordinaires au prix moyen de 69,12 \$ l'action, pour une somme totale de

195 millions de dollars. Au cours des neuf mois terminés le 31 juillet 2008, nous n'avons pas racheté d'actions ordinaires. Au cours des neuf mois terminés le 31 juillet 2007, nous avons racheté 6 215 300 actions ordinaires au prix moyen de 69,69 \$ l'action, pour une somme totale de 433 millions de dollars.

Nous avons racheté 27 800 actions ordinaires en vertu de l'offre publique de rachat dans le cours normal de nos activités qui arrive à échéance le 5 septembre 2008 et qui nous autorise à racheter un maximum de 25 000 000 d'actions ordinaires.

Le 26 août 2008, nous avons annoncé que nous voulions déposer un avis d'intention auprès de la Bourse de Toronto afin de faire une nouvelle offre publique de rachat dans le cours normal de nos activités, sous réserve de l'approbation des organismes de réglementation et de l'approbation de la Bourse. Cette offre prévoit que nous pourrions racheter un maximum de 15 000 000 d'actions ordinaires, ce qui représente environ 3 % de nos actions ordinaires en circulation, entre le 8 septembre 2008 et le 7 septembre 2009.

Capital-actions en circulation a)

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)

	Nombre d'actions	31 juillet 2008	
		Montant	Convertibles en...
Actions privilégiées classées dans le passif			
Catégorie B – Série 6	10 000 000	250 \$	actions ordinaires b)
		250	
Actions privilégiées classées dans les capitaux propres			
Catégorie B – Série 5	8 000 000	200	–
Catégorie B – Série 10 c)	12 000 000	396	actions ordinaires b)
Catégorie B – Série 13	14 000 000	350	–
Catégorie B – Série 14	10 000 000	250	–
Catégorie B – Série 15	10 000 000	250	–
Catégorie B – Série 16	12 000 000	300	–
		1 746	
Actions ordinaires	504 445 457	4 712	–
Capital-actions		6 458 \$	
Options émises en vertu du régime d'options sur actions		s.o.	20 869 660 actions ordinaires

a) Pour de plus amples renseignements, se reporter aux notes 21 et 22 afférentes à nos états financiers consolidés de l'exercice terminé le 31 octobre 2007, aux pages 121 à 124 de notre Rapport annuel 2007.

b) Le nombre d'actions pouvant être émises en vertu de la conversion ne peut être déterminé avant la date de la conversion.

c) Valeur nominale de 300 millions de dollars américains.

s.o. – sans objet

Note 12 : Gestion du capital

Notre cadre de gestion du capital est conçu pour maintenir un niveau de capital qui respecte les ratios cibles établis par l'organisme qui réglemente nos activités, le Bureau du surintendant des institutions financières du Canada, correspond à notre évaluation interne du capital nécessaire, permet d'atteindre les cotes de crédit cibles, assure le financement des stratégies de nos groupes d'exploitation et accroît la valeur à long terme pour les actionnaires.

Nos politiques et processus de gestion du capital, ainsi que la nature de notre capital, sont présentés dans la section Gestion globale du capital de notre Rapport de gestion, à la page 57 de notre Rapport annuel 2007.

Note 13 : Gestion des risques

Nous avons recours à une méthode globale pour constater, mesurer, surveiller et gérer les risques auxquels nous devons faire face à l'échelle de l'organisation. Les principaux risques liés aux instruments financiers sont le risque de crédit et de contrepartie, le risque de marché et le risque de liquidité et de financement.

Risque de crédit et de contrepartie

Nous sommes exposés au risque de crédit découlant de la possibilité que des contreparties ne s'acquittent pas de leurs obligations financières envers nous. Il s'agit du plus important risque mesurable auquel nous devons faire face. Nos pratiques de gestion et principales mesures des risques sont exposées dans notre Rapport de gestion, aux pages 67 et 68 de notre Rapport annuel 2007. Les principales mesures au 31 juillet 2008 sont exposées dans la section Gestion des risques, aux pages 11 et 12 de notre Rapport de gestion inclus dans le présent Rapport aux actionnaires pour le troisième trimestre.

Risque de marché et risque de liquidité et de financement

Le risque de marché représente le risque d'incidence négative, sur le bilan ou l'état des résultats, de fluctuations défavorables de la valeur des instruments financiers à la suite d'une variation de certains paramètres du marché, notamment : les taux d'intérêt, les taux de change, le cours des actions et le prix des produits de base, et leur volatilité implicite, ainsi que les écarts de taux de crédit, la migration du crédit et les défaillances. Nous sommes exposés au risque de marché en raison de nos activités de négociation et de prise ferme, ainsi que de nos activités bancaires structurelles.

Depuis le 1^{er} novembre 2007, un nouveau cadre réglementaire de gestion du capital s'applique au Canada. Ce nouveau cadre, le Nouvel accord de Bâle (Bâle II), a remplacé le précédent Accord de Bâle I qui avait été en vigueur au cours des 20 dernières années. Il établit des exigences relatives au capital réglementaire qui sont plus sensibles au profil de risque d'une banque.

Au 31 juillet 2008, nous avons atteint nos cibles en matière de capital. La situation de notre capital au 31 juillet 2008 est exposée en détail dans la section Gestion du capital, à la page 15 de notre Rapport de gestion inclus dans le présent Rapport aux actionnaires pour le troisième trimestre.

Le risque de liquidité et de financement désigne la possibilité de subir une perte si nous ne sommes pas en mesure de respecter nos engagements financiers en temps opportun et à des prix raisonnables lorsqu'ils arrivent à échéance. Notre politique consiste à nous assurer de toujours disposer d'actifs liquides et d'une capacité de financement suffisants pour faire face à nos engagements financiers, y compris les obligations envers les déposants et les fournisseurs, ainsi que les engagements au titre d'emprunts, d'investissements et de nantisements, même en période de crise. La gestion du risque de liquidité et de financement est essentielle pour assurer le maintien de la confiance des déposants et la stabilité du revenu net.

Notre cadre de gestion à l'égard du risque de marché et du risque de liquidité et de financement ainsi que ses principales mesures à l'égard de ces risques sont exposés aux pages 68 à 71 de notre Rapport annuel 2007. Les principales mesures au 31 juillet 2008 sont exposées dans la section Gestion des risques, aux pages 11 et 12 de notre Rapport de gestion inclus dans le présent Rapport aux actionnaires pour le troisième trimestre.

Les passifs financiers sont constitués de passifs liés aux activités de négociation et de passifs liés à des activités autres que de négociation. Comme les passifs compris dans les portefeuilles de négociation sont généralement détenus pour de courtes périodes, ils ne sont pas inclus dans le tableau ci-dessous. Le tableau ci-dessous présente les échéances contractuelles des passifs liés à des activités autres que de négociation et les échéances contractuelles des crédits fermes au 31 juillet 2008 :

(en millions de dollars canadiens)

	Moins de 1 an	1 à 3 ans	4 à 5 ans	Plus de 5 ans	Sans échéance fixe	Total
Dépôts	118 182 \$	26 486 \$	8 638 \$	8 146 \$	87 205 \$	248 657 \$
Dette subordonnée 1)	414	818	551	6 582	-	8 365
Titres d'une fiducie de capital	-	750	400	1 050	-	2 200
Actions privilégiées classées dans le passif	250	-	-	-	-	250
Autres passifs financiers 1)	34 862	183	217	2 979	43	38 284
Crédits fermes	42 461	18 637	18 165	2 189	-	81 452
Total	196 169 \$	46 874 \$	27 971 \$	20 946 \$	87 248 \$	379 208 \$

1) Comprend les versements d'intérêts.

Note 14 : Principes comptables généralement reconnus des États-Unis

Le tableau suivant présente les conséquences qu'aurait eues l'établissement de nos états financiers consolidés selon les PCGR des États-Unis :

(en millions de dollars canadiens, sauf le résultat par action)

	Pour les trois mois terminés le		Pour les neuf mois terminés le	
	31 juillet 2008	31 juillet 2007	31 juillet 2008	31 juillet 2007
Revenu net – selon les PCGR du Canada	521 \$	660 \$	1 418 \$	1 679 \$
Ajustements relatifs aux PCGR des États-Unis	5	(4)	23	(28)
Revenu net – selon les PCGR des États-Unis	526 \$	656 \$	1 441 \$	1 651 \$
Résultat par action				
De base – selon les PCGR du Canada	1,00 \$	1,30 \$	2,73 \$	3,29 \$
De base – selon les PCGR des États-Unis	1,01	1,30	2,78	3,24
Dilué – selon les PCGR du Canada	0,98	1,28	2,70	3,24
Dilué – selon les PCGR des États-Unis	1,00	1,27	2,75	3,18

Option de la juste valeur

Au cours du trimestre terminé le 31 janvier 2008, nous avons adopté la nouvelle norme comptable américaine qui permet l'option de présenter certains actifs et passifs financiers choisis à la juste valeur et qui établit de nouvelles exigences quant aux informations à fournir sur les actifs et les passifs qui font l'objet de l'option de la juste valeur. La nouvelle norme a supprimé cette différence entre les PCGR du Canada et des États-Unis.

Note 15 : Segmentation opérationnelle et géographique

Groupes d'exploitation

Nous exerçons nos activités par l'entremise de groupes d'exploitation, chacun de ces groupes ayant un mandat distinct. Nous déterminons nos groupes d'exploitation d'après notre structure de gestion et, par conséquent, il se peut que nos groupes et les résultats qui leur sont attribués ne puissent pas être comparés à ceux d'autres entreprises de services financiers. Nous évaluons les résultats de nos groupes en utilisant des mesures comme le revenu net, la croissance du revenu, le rendement des capitaux propres, le profit économique net et le ratio des frais autres que d'intérêts au revenu (ou ratio de productivité), ainsi que le levier d'exploitation avant amortissement.

Services bancaires Particuliers et entreprises

Les Services bancaires Particuliers et entreprises (Services bancaires PE) sont constitués de deux unités d'exploitation: Services bancaires Particuliers et entreprises – Canada et Services bancaires Particuliers et entreprises – États-Unis.

Services bancaires Particuliers et entreprises–Canada

Les Services bancaires Particuliers et entreprises – Canada (PE Canada) offrent une gamme complète de produits et services aux particuliers et aux entreprises, notamment en matière de services bancaires courants, de financement, d'investissement, de cartes de crédit et d'assurance, de même qu'un éventail complet de produits aux entreprises, de produits liés aux marchés financiers et de services-conseils, le tout par l'entremise d'un réseau de distribution comprenant des succursales, des services bancaires par téléphone et en ligne, des spécialistes en prêts hypothécaires et des guichets automatiques.

Services bancaires Particuliers et entreprises – États-Unis

Les Services bancaires Particuliers et entreprises – États-Unis (PE États-Unis) offrent une gamme complète de produits et services aux particuliers et aux entreprises de marchés de choix du Midwest américain, par l'intermédiaire de succursales et de circuits de services bancaires en direct comme les services bancaires par téléphone, les services bancaires en ligne et un réseau de guichets automatiques.

Groupe Gestion privée

Le groupe Gestion privée (groupe GP) réunit tous nos services de gestion de patrimoine. Le groupe GP, qui exerce ses activités sous les marques BMO au Canada et Harris aux États-Unis, sert une grande diversité de segments de clientèle, qui vont du marché grand public aux clients à valeur nette très élevée en passant par certains segments choisis de clients institutionnels. Nous offrons à notre clientèle une vaste gamme de produits et services de gestion de patrimoine, notamment des services de courtage traditionnels et en ligne au Canada, et des services de gestion privée et des produits de placement au Canada et aux États-Unis.

BMO Marchés des capitaux

BMO Marchés des capitaux (BMO MC) englobe tous nos secteurs d'activité qui offrent des services aux grandes entreprises, aux institutions et aux administrations publiques. Au Canada et aux États-Unis, BMO MC est présent dans un large éventail de secteurs. Ce groupe compte également des clients au Royaume-Uni, en Europe, en Asie et en Australie. Il offre à sa clientèle une gamme complète de services financiers, notamment en matière de prise ferme de titres d'emprunt et de participation, de crédit aux grandes entreprises, de financement de projets, de services-conseils liés aux fusions et acquisitions, de banques d'affaires, de titrisation, de gestion de trésorerie, de gestion du risque de marché, de recherche sur titres d'emprunt et de participation, ainsi que de vente et de négociation de titres institutionnels.

Services d'entreprise

Les Services d'entreprise comprennent les unités fonctionnelles qui offrent une expertise et un soutien en matière de gouvernance dans des domaines tels que la planification stratégique, le droit, les finances, la vérification interne, la gestion des risques, les communications, l'économie, le marketing d'entreprise, les ressources humaines et l'apprentissage. Les résultats d'exploitation comprennent les revenus et les frais liés à certaines activités de titrisation, aux opérations de couverture visant les revenus de sources étrangères et aux activités

relevant de la gestion de certains postes du bilan et de la structure globale de l'actif et du passif.

L'unité Technologie et opérations (T&O) nous assure des services de gestion, de soutien et de gouvernance en matière de technologie de l'information, d'opérations immobilières, de services d'exploitation et d'impartition. T&O axe ses efforts sur les priorités liées à la qualité et à l'efficacité établies à l'échelle de l'organisation afin d'offrir aux clients une expérience exceptionnelle.

Aux fins de la communication de l'information financière, les résultats d'exploitation de T&O sont inclus dans ceux des Services d'entreprise. Cependant, les coûts des services de T&O sont transférés aux trois groupes d'exploitation. Par conséquent, les résultats des Services d'entreprise reflètent en grande partie les activités décrites plus haut.

Les données des Services d'entreprise comprennent également les frais et les revenus résiduels représentant l'écart entre les montants réellement gagnés ou engagés et les montants affectés à chaque groupe d'exploitation.

Normes de présentation

La présentation des résultats de nos unités d'exploitation est fondée sur nos systèmes internes de communication de l'information financière. Les conventions comptables utilisées par ces groupes sont généralement conformes à celles qui sont utilisées dans la préparation des états financiers consolidés, tel que nous l'expliquons à la note 1. Les différences notables dans les mesures comptables sont le rajustement sur une base d'imposition comparable et la dotation à la provision pour pertes sur créances, qui sont expliqués ci-dessous.

Base d'imposition comparable

Nous analysons le revenu net d'intérêts sur une base d'imposition comparable (bic) par groupe d'exploitation. Cette base comprend un rajustement qui augmente les revenus calculés selon les PCGR et la provision pour impôts sur les bénéfices établie selon les PCGR d'un montant qui porterait les revenus tirés de certains titres exonérés d'impôt à un niveau auquel ces revenus seraient assujettis à l'impôt, au taux d'imposition prévu par la loi.

L'analyse sur une base d'imposition comparable neutralise l'incidence des placements effectués dans des titres exonérés d'impôt ou assortis d'avantages fiscaux plutôt que dans des titres entièrement imposables et aux rendements plus élevés. Elle atténue les distorsions du revenu net d'intérêts liées au choix de placements assortis d'avantages fiscaux ou imposables.

Dotations à la provision pour pertes sur créances

Les dotations à la provision pour pertes sur créances sont généralement établies à l'égard de chaque groupe en fonction des pertes prévues pour chacun des groupes au cours d'un cycle économique. Les écarts entre les dotations pour pertes prévues et les dotations exigées en vertu des PCGR sont attribués aux Services d'entreprise.

Répartitions intergroupes

Diverses méthodes d'estimation et de répartition sont utilisées dans la préparation de l'information financière concernant les groupes d'exploitation. Nous attribuons les frais directement liés à la production de revenus aux groupes qui ont obtenu ces revenus. Les frais qui ne sont pas directement liés à la production de revenus, comme les frais généraux, sont répartis entre les groupes d'exploitation selon des formules de répartition appliquées de manière uniforme. Le revenu net d'intérêts des groupes d'exploitation reflète la répartition interne des charges et des crédits attribués aux actifs, aux passifs et au capital des groupes, aux taux du marché, compte tenu des échéances et des devises appropriées. La compensation de l'incidence nette de ces charges et crédits est reflétée dans les résultats des Services d'entreprise.

Information géographique

Nous exerçons nos activités principalement au Canada et aux États-Unis mais aussi au Royaume-Uni, en Europe, dans les Caraïbes et en Asie, régions qui sont regroupées sous le poste Autres pays. Nous répartissons nos résultats par région selon l'emplacement du groupe responsable de la gestion des actifs, des passifs, des revenus et des frais y afférents, sauf pour ce qui est de la dotation consolidée à la provision pour pertes sur créances, qui est répartie en fonction du pays où le risque ultime est assumé.

Le tableau ci-dessous présente nos résultats et notre actif moyen répartis par unité d'exploitation :

(en millions de dollars canadiens)

	PE Canada	PE États-Unis	Groupe GP	BMO MC	Services d'entreprise 1) (selon les PCGR)	Total
Pour les trois mois terminés le 31 juillet 2008 2)						
Revenu net d'intérêts	822 \$	197 \$	167 \$	287 \$	(187) \$	1 286 \$
Revenu autre que d'intérêts	469	52	377	459	103	1 460
Revenu total	1 291	249	544	746	(84)	2 746
Dotation à la provision pour pertes sur créances	87	12	1	29	355	484
Frais autres que d'intérêts	710	194	380	477	21	1 782
Revenu avant impôts et part des actionnaires sans contrôle dans des filiales	494	43	163	240	(460)	480
Impôts sur les bénéfices	151	15	53	(19)	(259)	(59)
Part des actionnaires sans contrôle dans des filiales	-	-	-	-	18	18
Revenu net	343 \$	28 \$	110 \$	259 \$	(219) \$	521 \$
Actif moyen	126 678 \$	27 538 \$	8 261 \$	231 265 \$	2 131 \$	395 873 \$
Écarts d'acquisition (au)	104 \$	903 \$	338 \$	102 \$	2 \$	1 449 \$
Pour les trois terminés le 31 juillet 2007 2)						
Revenu net d'intérêts	801 \$	181 \$	154 \$	253 \$	(142) \$	1 247 \$
Revenu autre que d'intérêts	455	44	366	437	6	1 308
Revenu total	1 256	225	520	690	(136)	2 555
Dotation à la provision pour pertes sur créances	81	9	1	19	(19)	91
Frais autres que d'intérêts	664	175	362	448	10	1 659
Revenu avant impôts et part des actionnaires sans contrôle dans des filiales	511	41	157	223	(127)	805
Impôts sur les bénéfices	155	16	55	29	(128)	127
Part des actionnaires sans contrôle dans des filiales	-	-	-	-	18	18
Revenu net	356 \$	25 \$	102 \$	194 \$	(17) \$	660 \$
Actif moyen	120 000 \$	23 454 \$	7 033 \$	210 834 \$	4 014 \$	365 335 \$
Écarts d'acquisition (au)	107 \$	708 \$	320 \$	95 \$	2 \$	1 232 \$
Pour les neuf mois terminés le 31 juillet 2008 2)						
Revenu net d'intérêts	2 401 \$	536 \$	487 \$	824 \$	(574) \$	3 674 \$
Revenu autre que d'intérêts	1 320	184	1 086	873	255	3 718
Revenu total	3 721	720	1 573	1 697	(319)	7 392
Dotation à la provision pour pertes sur créances	252	31	3	87	492	865
Frais autres que d'intérêts	2 062	559	1 096	1 301	58	5 076
Revenu avant impôts et part des actionnaires sans contrôle dans des filiales	1 407	130	474	309	(869)	1 451
Impôts sur les bénéfices	431	46	157	(98)	(558)	(22)
Part des actionnaires sans contrôle dans des filiales	-	-	-	-	55	55
Revenu net	976 \$	84 \$	317 \$	407 \$	(366) \$	1 418 \$
Actif moyen	124 921 \$	25 744 \$	8 047 \$	232 024 \$	3 029 \$	393 765 \$
Écarts d'acquisition (au)	104 \$	903 \$	338 \$	102 \$	2 \$	1 449 \$
Pour les neuf mois terminés le 31 juillet 2007 2)						
Revenu net d'intérêts	2 296 \$	558 \$	458 \$	741 \$	(406) \$	3 647 \$
Revenu autre que d'intérêts	1 334	132	1 086	807	143	3 502
Revenu total	3 630	690	1 544	1 548	(263)	7 149
Dotation à la provision pour pertes sur créances	242	27	2	58	(127)	202
Frais autres que d'intérêts	1 954	532	1 090	1 175	195	4 946
Revenu avant impôts et part des actionnaires sans contrôle dans des filiales	1 434	131	452	315	(331)	2 001
Impôts sur les bénéfices	454	48	160	(56)	(340)	266
Part des actionnaires sans contrôle dans des filiales	-	-	-	-	56	56
Revenu net	980 \$	83 \$	292 \$	371 \$	(47) \$	1 679 \$
Actif moyen	118 307 \$	23 921 \$	6 960 \$	202 653 \$	3 574 \$	355 415 \$
Écarts d'acquisition (au)	107 \$	708 \$	320 \$	95 \$	2 \$	1 232 \$

1) Les Services d'entreprise comprennent l'unité Technologie et opérations.

2) Les données des groupes d'exploitation sont présentées sur une base d'imposition comparable – voir la section Normes de présentation.

Les données des périodes antérieures ont été retraitées afin de tenir compte des changements apportés, au cours de la période à l'étude, à la structure organisationnelle et au mode de présentation.

Le tableau ci-dessous présente nos résultats et notre actif moyen répartis par région :

(en millions de dollars canadiens)

	Canada	États-Unis	Autres pays	Total
Pour les trois mois terminés le 31 juillet 2008				
Revenu net d'intérêts	936 \$	284 \$	66 \$	1 286 \$
Revenu autre que d'intérêts	1 153	293	14	1 460
Revenu total	2 089	577	80	2 746
Dotation à la provision pour pertes sur créances	32	452	-	484
Frais autres que d'intérêts	1 303	433	46	1 782
Revenu avant impôts et part des actionnaires sans contrôle dans des filiales	754	(308)	34	480
Impôts sur les bénéfices	51	(117)	7	(59)
Part des actionnaires sans contrôle dans des filiales	13	5	-	18
Revenu net	690 \$	(196) \$	27 \$	521 \$
Actif moyen	232 104 \$	131 972 \$	31 797 \$	395 873 \$
Écarts d'acquisition (au)	422 \$	1 007 \$	20 \$	1 449 \$
Pour les trois terminés le 31 juillet 2007				
Revenu net d'intérêts	948 \$	220 \$	79 \$	1 247 \$
Revenu autre que d'intérêts	1 030	187	91	1 308
Revenu total	1 978	407	170	2 555
Dotation à la provision pour pertes sur créances	59	32	-	91
Frais autres que d'intérêts	1 220	403	36	1 659
Revenu avant impôts et part des actionnaires sans contrôle dans des filiales	699	(28)	134	805
Impôts sur les bénéfices	147	(38)	18	127
Part des actionnaires sans contrôle dans des filiales	13	5	-	18
Revenu net	539 \$	5 \$	116 \$	660 \$
Actif moyen	221 240 \$	111 384 \$	32 711 \$	365 335 \$
Écarts d'acquisition (au)	424 \$	808 \$	- \$	1 232 \$
Pour les neuf mois terminés le 31 juillet 2008				
Revenu net d'intérêts	2 694 \$	744 \$	236 \$	3 674 \$
Revenu autre que d'intérêts	2 899	869	(50)	3 718
Revenu total	5 593	1 613	186	7 392
Dotation à la provision pour pertes sur créances	185	673	7	865
Frais autres que d'intérêts	3 694	1 244	138	5 076
Revenu avant impôts et part des actionnaires sans contrôle dans des filiales	1 714	(304)	41	1 451
Impôts sur les bénéfices	194	(164)	(52)	(22)
Part des actionnaires sans contrôle dans des filiales	41	14	-	55
Revenu net	1 479 \$	(154) \$	93 \$	1 418 \$
Actif moyen	234 065 \$	127 656 \$	32 044 \$	393 765 \$
Écarts d'acquisition (au)	422 \$	1 007 \$	20 \$	1 449 \$
Pour les neuf mois terminés le 31 juillet 2007				
Revenu net d'intérêts	2 710 \$	702 \$	235 \$	3 647 \$
Revenu autre que d'intérêts	3 093	215	194	3 502
Revenu total	5 803	917	429	7 149
Dotation à la provision pour pertes sur créances	170	36	(4)	202
Frais autres que d'intérêts	3 585	1 242	119	4 946
Revenu avant impôts et part des actionnaires sans contrôle dans des filiales	2 048	(361)	314	2 001
Impôts sur les bénéfices	433	(220)	53	266
Part des actionnaires sans contrôle dans des filiales	40	16	-	56
Revenu net	1 575 \$	(157) \$	261 \$	1 679 \$
Actif moyen	211 032 \$	111 574 \$	32 809 \$	355 415 \$
Écarts d'acquisition (au)	424 \$	808 \$	- \$	1 232 \$

Les données des périodes antérieures ont été retraitées afin de tenir compte des changements apportés, au cours de la période à l'étude, à la structure organisationnelle et au mode de présentation.

RENSEIGNEMENTS À L'INTENTION DES INVESTISSEURS ET DES MÉDIAS

Documents destinés aux investisseurs

Les parties intéressées peuvent consulter le présent communiqué, les présentations qui l'accompagnent et des données financières complémentaires sur notre site www.bmo.com/relationinvestisseurs. Ces documents sont également disponibles aux bureaux de BMO Groupe financier, 100 King Street West, 1 First Canadian Place, 18th Floor, Toronto, Ontario, M5X 1A1.

Téléconférence et cyberconférence trimestrielles

Les parties intéressées sont invitées à se joindre à notre téléconférence trimestrielle, le mardi 26 août 2008, à 15 h 30 (HAE). À cette occasion, les hauts dirigeants de BMO commenteront les résultats du trimestre et répondront aux questions des investisseurs. La conférence sera accessible par téléphone, au 416-695-9753 (région de Toronto) ou au 1-888-789-0089 (extérieur de Toronto, sans frais). L'enregistrement de la conférence sera accessible jusqu'au lundi 24 novembre 2008, au 416-695-5800 (région de Toronto) ou au 1-800-408-3053 (extérieur de Toronto, sans frais) (code d'accès 648304).

La cyberconférence trimestrielle sera accessible en direct à l'adresse suivante : www.bmo.com/relationinvestisseurs. Elle sera accessible en différé sur notre site jusqu'au lundi 24 novembre 2008.

Relations avec les médias

Ralph Marranca, Toronto, ralph.marranca@bmo.com, 416-867-3996

Ronald Monet, Montréal, ronald.monet@bmo.com, 514-877-1873

Relations avec les investisseurs

Viki Lazaris, première vice-présidente, viki.lazaris@bmo.com, 416-867-6656

Steven Bonin, directeur général, steven.bonin@bmo.com, 416-867-5452

Krista White, directrice principale, krista.white@bmo.com, 416-867-7019

Chef des finances

Russel Robertson, chef des finances intérimaire

russ.robertson@bmo.com, 416-867-7360

Secrétariat général

Blair Morrison, vice-président et secrétaire général

corp.secretary@bmo.com, 416-867-6785

Régime de réinvestissement des dividendes et d'achat d'actions destiné aux actionnaires

Prix d'achat moyen

Mai 2008 48,33 \$

Juin 2008 42,86 \$

Juillet 2008 47,73 \$

Pour obtenir des renseignements sur les dividendes ou signaler un changement d'adresse ou un envoi en double, prière de s'adresser à la :

Société de fiducie Computershare du Canada

100 University Avenue, 9th Floor

Toronto, Ontario M5J 2Y1

Téléphone : 1-800-340-5021 (Canada et États-Unis)

Téléphone : 514-982-7800 (international)

Télécopieur : 1-888-453-0330 (Canada et États-Unis)

Télécopieur : 416-263-9394 (international)

Courriel : service@computershare.com

Les actionnaires qui désirent obtenir de plus amples renseignements sont priés de s'adresser à la :

Banque de Montréal

Relations avec les actionnaires

Secrétariat général

One First Canadian Place, 19th Floor

Toronto, Ontario M5X 1A1

Téléphone : 416-867-6785

Télécopieur : 416-867-6793

Courriel : corp.secretary@bmo.com

Pour de plus amples informations sur ce rapport, prière de s'adresser à la :

Banque de Montréal

Relations avec les investisseurs

P.O. Box 1, One First Canadian Place, 18th Floor

Toronto, Ontario M5X 1A1

Pour consulter les résultats financiers en ligne, visitez notre site Web, à l'adresse www.bmo.com
